

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementaire.

S
O
M
M
A
I
R
E

	page
Prolétariat et expansion	
L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours	6
La révolution algérienne est-elle une révolution ?	22
Révolution et contre révolution en Chine	34
A propos de l'Europe unie	40
Notes d'actualité	48
Vive Spartaco	
Les luttes syndicales en Italie	
Les syndicalistes de la table ronde	
A travers la presse syndicale	
Le philistin et l'argent	
Le kolkozien, le bœuf et le prolétaire	

Sommaire du N° précédent :

N° 19 - Avril - Juin 1962)

La Paix ?

La Galère

Fascisme et Démocratie

Marché commun et "Europe unie"

Le Néo Capitalisme n'a rien de neuf

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours

Notes d'actualité.

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Kiosque place du Théâtre Français.

Librairie du XX^e Siècle.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Presses Universitaires de France.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert. C.C.P. 2202-22 Marseille.

ou à Boîte postale n° 24 Paris (19°)

Demandez IL PROGRAMMA COMUNISTA, journal bi-mensuel du Parti internationaliste d'Italie, en langue italienne : vous pouvez vous le procurer en envoyant la somme de 6 NF pour un abonnement annuel ou de 0,30 NF pour un exemplaire à la Boîte Postale de la revue.

PROLÉTARIAT ET EXPANSION...

Le Capital est mécontent, le Capital s'inquiète. Depuis la fin de la guerre, il n'avait encore jamais perdu autant d'heures de travail salarié que cette année-ci. Dans l'Italie, l'Allemagne et l'Angleterre réunies, les grévistes se sont comptés par dizaines de mille. Depuis la fin de la guerre d'Algérie, la France elle-même vit sous la menace d'un ralentissement de son expansion. Et voilà que l'Espagne que l'on croyait prostrée sous la botte franquiste, encore terrifiée par les souvenirs sinistres d'une guerre civile perdue, tenue en respect par l'interdiction constitutionnelle de la grève, voilà que toute l'Espagne ouvrière vient de se dresser dans un grand mouvement silencieux derrière les mineurs de la rouge Asturie. Jetant un regard en arrière sur les dix-sept ans qui nous séparent du dernier massacre impérialiste, le Capital pourrait bien se demander : « L'âge d'or est-il déjà fini ? ».

En dépit des mouvements anti-colonialistes qui les ont marquées, et à plus forte raison de la tension Est-Ouest, ces années resteront dans l'histoire comme une nouvelle « belle époque » du Capital. L'éclipse totale du socialisme prolétarien et révolutionnaire a rendu à la Bourgeoisie blanche ce service ineffaçable : les révoltes anti-impérialistes qui pouvaient la conduire au tombeau n'ont provoqué, faute de pouvoir se souder à une Révolution sociale dans les pays avancés, qu'une division politique nouvelle du monde qui promet encore de beaux jours à l'expansion capitaliste. Quant à la tension Est-Ouest, elle n'a jamais été autre chose que le premier thème de la propagande anti-révolutionnaire. Même au plus fort de la guerre froide, jamais les gens sérieux n'ont cru qu'après avoir donné les formidables gages que l'on sait à la Démocratie occidentale, principal bastion de la conservation sociale, l'U.R.S.S. était en train de retourner à une politique de subversion contre le capitalisme. La preuve est que cette tension n'a abouti ni à la guerre « révolutionnaire » contre l'Occident, ni à plus forte raison à une révolution depuis longtemps rayée du programme, mais bien à la réhabilitation krouchtchevienne du commerce (et donc du capitalisme) généralisé, et à la généralisation des échanges.

Le cauchemar des « années folles », des années « bolchéviques » de l'entre-deux-guerres une fois dissipé dans l'alliance politique et militaire de tous les anti-fascistes qui s'est scellée dans le sang de centaines de milliers de soldats

soviétiques et de maquisards occidentaux après avoir été préparée par le massacre d'autres centaines de milliers de révolutionnaires de tous les pays, le second après-guerre connut une reconstruction sans histoire, et le capitalisme put même accumuler à une rythme de jeunesse, un rythme d'autant plus rapide que les destructions avaient été plus grandes. Si après 1917, tout n'était que pessimisme et terreur bourgeoise devant la menace rouge, qu'enthousiasme prolétarien, même vague, pour la grande transformation sociale dont la révolution russe semblait avoir donné le signal, après 1945, tout n'est que triomphe et sauvage enthousiasme bourgeois pour le « miracle économique » qui s'annonce, que désarroi du prolétariat face à la vigueur nouvelle du Capital et aux « mystères » insondables de la politique soviétique et national-communiste. Les agents stipendiés de la bourgeoisie et les faux communistes ; les philistins que leur peur panique du soviétisme rend stupides et la clientèle abusée des organisations opportunistes ont beau dire et beau faire : le spectre du Communisme ne plane plus sur l'Europe. Rivé à son esclavage, espérant tout au plus un « affranchissement » mercantile (baisse générale des prix due à l'abondance, ou hausse générale des salaires par la grâce du néo-capitalisme) le prolétariat travaille en silence, adhérant au programme mensonger de l'expansion économique nationale. Le Capital et ses ministres auraient bien voulu que cela dure toujours. Les misérables curés politiques qui osent aujourd'hui s'intituler « communistes » ou « socialistes » ou mêmes « syndicalistes » ont fait et feront tout leur possible pour que les esclaves modernes continuent à vivre d'attente et d'illusions. Mais cela n'est pas possible, car la prospérité provoque non pas la baisse, mais la hausse des prix et l'expansion, non pas l'élévation massive des salaires, mais une expansion nouvelle du Capital. La simultanéité des agitations sociales qui ne répond évidemment à aucune volonté révolutionnaire concertée, puisqu'une telle volonté est absente, cette première cloche d'alarme qui sonne si désagréablement aux oreilles de la bourgeoisie montre que la fin de la grande paix sociale d'après guerre n'est peut-être plus si loin que tous le croyaient — et que tant que le Capital survivra, le spectre du Communisme ne sera jamais tout à fait banni.

Face aux agitations ouvrières, le mot d'ordre du Capital est : « Ne touchez pas à l'expansion » ! Celui de l'opportunisme ouvrier (qu'il s'agisse du « socialisme » ou du « communisme » réformistes ou du syndicalisme) est : « Faites profiter les ouvriers de l'expansion ». En Espagne, c'est l'Eglise elle-même qui le prêche ce qui donne la mesure exacte de sa valeur « prolétarienne ». Mais le mot d'ordre révolutionnaire, quel peut-il être, aujourd'hui comme hier, sinon : « A bas l'expansion ! Le capitalisme doit être détruit. »

Le Capital ne veut pas d'augmentation des salaires sans augmentation de la productivité ; il ne veut pas de diminution de la durée et de l'intensité du travail, non parce que cela « provoquerait une montée des prix », mais parce que cela diminuerait les profits **DONT DEPEND L'EXPANSION NATIONALE**. Bien pis, quand ses économistes lui font de beaux graphiques « prouvant » (tel celui de la Banque des règlements internationaux publié récemment dans l'organe patronal « La Vie Française ») qu'« en France,

aux U.S.A., en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie, la courbe des salaires s'est élevée plus vite que celle des prix de détail », il se répand en lamentations ; peut importe que cela soit vrai ou faux : c'est un scandale ! Le fait que les salaires augmenteraient plus vite que les prix ne signifierait pourtant pas encore qu'ils augmentent plus vite que la productivité ! N'importe, même cela ne devrait pas être, selon les saines lois économiques ! Le « bénéficiaire » (!) de l'économie ne doit à aucun degré être le producteur, mais bien la Production. Il faut produire beaucoup aujourd'hui — et beaucoup de choses inconsommables — pour pouvoir produire davantage encore demain. Tel est le credo du Capital. Telle est la foi sociale dans laquelle il entend maintenir les producteurs.

La démente d'une telle « foi » — qui correspond à l'irrationalité objective du mode capitaliste de production — est telle que sans l'aide de l'opportunisme ouvrier, il y a belle lurette que les producteurs auraient expédié dans l'autre monde historique le Capital et son programme ! L'opportunisme ouvrier ne met nullement en cause le principe même de l'expansion nationale de l'économie, car il est toujours patriote avant tout. Il a ceci de commun avec les hommes du Capital, qu'il présente toute la « nation » comme une grande famille qui vivra d'autant mieux dans sa totalité qu'il « rentrera davantage d'argent à la maison ». Mais tandis que le père Capital insiste sévèrement (par la bouche des responsables de l'économie nationale) sur la nécessité d'épargner, et de réinvestir la richesse en question, l'opportunisme ouvrier joue le rôle d'un fils prodigue demandant à jouir des fruits du « patrimoine » commun. Respectueux de l'autorité du vieil homme, il tente de le « raisonner », expliquant qu'il n'est pas conforme à une saine philosophie de la vie de toujours travailler et de toujours accumuler des richesses sans en faire profiter ses enfants. Ce que veut (théoriquement du moins) l'opportunisme, ce n'est pas la destruction, mais l'« humanisation » du Capital ; et ses « remontrances » ne servent qu'à masquer aux yeux des prolétaires le caractère totalement irrationnel d'un mode de production « inhumain » par définition puisque son seul but est la poursuite de la richesse abstraite, de la Valeur croissante. Profondément pénétré des exigences de l'accumulation du Capital, l'opportunisme avertit seulement la bourgeoisie qu'à la vouloir trop rapide, on risque de provoquer la rupture de la paix sociale ; à un certain degré de tension de leurs forces, les producteurs pourraient bien envoyer à tous les diables tous les programmes nationaux, concurrentiels et expansionnistes ; faute d'avoir lâché un peu de lest, on aurait provoqué la crise révolutionnaire ! Le Jeune Patronat français pour sa part a fort bien compris ces avertissements solennels, mais il fait plus confiance à lui-même qu'à de vieux partis et de vieilles bureaucraties complètement discréditées pour repousser le spectre ! Son président, un certain M. Bidegain, ne déclarait-il pas récemment sans ambages : « Nous sommes les derniers réformistes. Après nous, si nous échouons, VIENDRONT LES REVOLUTIONNAIRES », ne s'accordant que dix ans pour « réussir » ou périr. Éviter que « viennent les révolutionnaires » c'est-à-dire qu'au respect de l'expansion nationale succède la lutte pour le socialisme n'est-ce pas précisément l'unique but de tous les « syndicalistes », « communistes » et « socialistes » rênégats d'aujourd'hui ?

La preuve, c'est leur pratique syndicale, pour ne rien dire de leurs principes politiques purement bourgeois : la Patrie et la Démocratie. Là, l'opportunisme applique la tactique du « diviser pour régner », seulement, il l'applique à ses propres troupes, et non pas à l'adversaire ! Revendications et grèves d'entreprises ; mouvements séparés des diverses branches d'industrie, grèves-éclair, grèves-surprise, grèves-symbole qui isolent et fatiguent les combattants sans gêner l'ennemi, qui a jamais montré autant de défaitisme que l'opportunisme ouvrier contemporain à l'égard des buts affichés ? Qui a jamais prétendu partir en guerre en réunissant autant de sûrs moyens de se faire battre ? L'opportunisme qui tremble si fort pour l'Ordre et l'Expansion que tous ses efforts tendent à conjurer tout mouvement unitaire, même purement salarial, des ouvriers mérite-t-il encore le titre de « réformisme » ? Son conservatisme est devenu au contraire si évident que les Jeunes Patrons eux-mêmes s'inquiétant et pensent que c'est à eux de relever le drapeau de la réforme, s'ils veulent se sauver !

A l'égard des grèves revendicatives, l'attitude des communistes révolutionnaires est fonction du but qu'ils poursuivent et qui est le Socialisme, par le moyen d'une révolution politique du prolétariat. Les révolutionnaires ne parlent jamais d'intérêts nationaux, mais d'intérêts de classe. Encore faut-il comprendre cette expression galvaudée dans sa réelle signification marxiste : il ne s'agit pas d'intérêts particuliers des ouvriers au sein de l'économie, de la société, de la nation bourgeoise comme le prétend l'opportunisme, c'est-à-dire d'intérêts non seulement compatibles avec l'expansion mais qui la supposent. Il s'agit des intérêts de la Révolution qui sera faite par les ouvriers au terme de luttes complexes, salariales y compris, mais qui précisément a pour tâche de briser les cadres étroits de cette économie, de cette société et de cette nation. Les opportunistes ont raison de prôner l'expansion comme une condition de la prospérité bourgeoise des ouvriers. Mais nous, révolutionnaires, qui nous moquons bien de pareille prospérité, non seulement parce qu'elle est bourgeoise, mais parce qu'elle serait nécessairement éphémère, nous avons bien plus raison encore de la dénoncer comme la condition de la perpétuation de l'esclavage salarié ! N'est-elle pas la base la plus sûre de la puissance politique du Capital ? Ne crée-t-elle pas une ambiance économique défavorisant la lutte révolutionnaire, sans cependant en supprimer la nécessité historique, faute de pouvoir être éternelle ? Que les opportunistes aillent donc conter aux ouvriers qu'il s'agit de « profiter » de l'opulence du maître, tout en détruisant d'ailleurs tous les moyens d'y parvenir ! Nous disons, nous, qu'il faut briser le joug du maître, ce Capital qui nous opprime, nous suce sueur et sang, nous massacre depuis plus d'un siècle déjà ! Les intérêts de classe tels que le marxisme les conçoit ne sont en aucune façon les intérêts d'une sphère particulière — la plus brimée, la plus avilie, la plus malheureuse — de l'infâme société en vigueur : ils se confondent avec les intérêts de toute l'espèce. Deux guerres mondiales qui furent le fruit le plus clair des expansions nationales qu'on ose nous re-proposer comme le meilleur plan de progrès humain ; cinquante millions de victimes en un demi-siècle ; et le Proletariat n'aurait pas le droit d'affirmer qu'en détruisant le Capital, c'est tout l'humanité qu'il libérera d'un cauchemar ?

Des premiers mouvements revendicatifs d'aujourd'hui à ce but grandiose, il y a naturellement loin, mais il n'existe entre eux aucune contradiction. « Si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, dit Marx, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure ». C'est seulement dans la lutte qu'elle peut, d'esclave résigné, se transformer en force révolutionnaire. C'est seulement dans une époque de luttes que des fractions entières du prolétariat peuvent se déplacer du terrain des intérêts restreints et particuliers de catégories sur le terrain des intérêts généraux de classe, même s'ils ne le peuvent pas spontanément, si une intervention socialiste est nécessaire pour cela. Et seul un tel déplacement ressuscitera le Parti de la Révolution.

C'est de cette résurrection que bourgeois et opportunistes ont peur par-dessus tout. C'est pour cela qu'ils se sont tous abattus comme un vol de corbeaux sur le magnifique mouvement des ouvriers espagnols, tentant de le faire refluer dans le marais du démocratisme. Mais qu'ils se hâtent ! L'Espagne est le dernier pays où il leur sera, peut-être, encore possible de faire d'un gouvernement « fasciste » le bouc émissaire de tous les maux provoqués par le Capital ! Quand les pays surindustrialisés d'Europe connaîtront à leur tour des agitations aussi amples et décidées, quel sera le recours ? Nulle part. Sentant monter l'orage, conscient de la fragilité des diversions politiques de type antifasciste qui ont épuisé leur pouvoir au cours de presque quarante ans de hontes et de défaites, le Jeune Patronat s'affole : « Plus que dix ans pour me sauver ! ». Historiquement, il ne se sauvera pas. Mais puisse-t-il avoir compté juste, et venir enfin, dans le bref délai de dix ans « le tour des révolutionnaires » !

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE de la Révolution d'Octobre à nos jours

On fausse tout le problème de la révolution russe en mettant au premier plan la prise de possession des installations industrielles arrachées aux entrepreneurs capitalistes par l'Etat révolutionnaire. Pratiquement, cette prise de possession *manquait d'objet* : il n'y avait rien à prendre aux bourgeois et à gérer dans des formes plus ou moins collectives. La guerre et la révolution avaient en effet détruit le capital accumulé, si bien que le pouvoir prolétarien n'hérita de rien. Les bâtiments des entreprises abandonnées étaient encore là, mais il n'y restait plus de machines ni d'installations productives, ni même de débris de celles-ci, car ennemis et amis s'en étaient servi, pressés par des nécessités impérieuses.

Il n'y avait plus de matières premières dans les magasins. Bref, le capital constant était quasiment nul. Quant au capital travail, il était lui aussi dispersé : les ouvriers étaient sur le front dans l'Armée Rouge où ils tombaient en grand nombre. La main-d'œuvre qualifiée manquait donc terriblement ; de plus, les spécialistes et les dirigeants techniques et administratifs avaient en grande partie suivi la contre-révolution et ils combattaient parmi les gardes blancs, tombant également en grand nombre. S'il restait un capital financier et monétaire, le pouvoir révolutionnaire ne pouvait en disposer, d'une part parce qu'il avait été largement détruit par l'inflation astronomique des années de guerre civile, et de l'autre parce que les crédits sur l'étranger avaient fui avec les émigrés blancs ; il ne restait aux bolchéviks qu'à annuler les dettes extérieures, ce qui ne leur donnait cependant pas de liquidités disponibles en Russie. Pendant les années 1918 et 1919, la production industrielle — y compris celle de l'acier, pourtant essentielle en temps de guerre alors que tout était dominé par la nécessité de vaincre — tomba à un niveau voisin de zéro : c'est là l'expression économique incontestable de cette destruction de tout capital.

Naturellement, il est exact que la socialisation des moyens de production soit une revendication marxiste. Mais pour qu'elle ait un sens il faut évidemment qu'existe une production, et donc des produits dont on puisse interdire l'appropriation par les entrepreneurs pour les remettre à la classe ouvrière, devenue classe dominante, au moyen d'une distribution nouvelle et complètement différente de la distribution capitaliste (1).

Par contre, le fait *juridique* de la confiscation par l'Etat des chantiers et des entreprises fermés ou abandonnés et vides de travailleurs, s'il annulait les *droits de propriété* des bourgeois en fuite ou exécutés et dans ce sens constituait un acte révolutionnaire nécessaire, manquait de tout contenu économique puisque la production était interrompue.

(1) Les premières mesures de la phase de transition du capitalisme au socialisme seront autant de coups portés à la *distribution mercantile des produits* et au *salarial* qui sont les fondements du capitalisme. Comme l'indique Marx dans sa *Critique du programme de Gotha* (1875), dès les premiers pas du socialisme inférieur, dans la société à peine sortie de l'ambiance capitaliste, la monnaie sera éliminée et remplacée par un système de *bons de travail*, non accumulables.

Le problème qui se posait à l'Etat soviétique était donc de réaccumuler le capital détruit ou disparu à un rythme au moins égal, au début, à celui de l'époque tsariste, alors que la répartition des différentes industries dans les différentes régions n'était guère adéquate. Il s'agissait de doter le pays d'une nouvelle industrie en partant de rien. Lorsqu'existent des moyens de production en activité, des stocks de matières premières et de produits finis, lorsque l'industrie extractive fonctionne ainsi que les transports, on peut se proposer de mettre sur pied une gestion nouvelle et originale de l'industrie, une gestion non mercantile, débordant les cadres de l'entreprise et obéissant à un autre principe que le salariat. Mais quand on ne peut mettre la main que sur des titres juridiques ou même sur la personne physique de quelques titulaires récalcitrants, la question de passer à une production socialiste *ne se pose même pas*. La classe bourgeoise vaincue, dispersée, anéantie ne résiste plus (sauf grâce à ses liens avec les Etats capitalistes étrangers) : mais il n'y a pas la moindre parcelle de socialisme là-dedans !

Accumulation et argent.

Avant même d'être une exigence sociale et politique, la réanimation de l'industrie fut une exigence militaire, car les armées blanches étaient équipées et fournies en munitions par le capitalisme bien vivant de l'étranger.

Bien que la Russie regorgeât de ressources naturelles, le problème était difficile. Lénine considérait que pour pouvoir réaccumuler rapidement le capital industriel, il fallait aller le prendre là où il était. Deux moyens s'offraient. Tout d'abord, la conquête du pouvoir en Europe, et en premier lieu en Allemagne, par le prolétariat dont le gouvernement communiste aurait immédiatement fourni à la Russie révolutionnaire les machines, les matières premières, les travailleurs qualifiés et les techniciens dont elle avait besoin et qui, dans un pays avancé, *dépassent de beaucoup le minimum nécessaire pour mettre en marche une production sociale*, une fois détruite l'entreprise mercantile et capitaliste. C'était le grand moyen historique auquel Lénine ne cessa de penser jusqu'à sa mort. Le second moyen était de se faire prêter ce capital par les bourgeois étrangers : il s'agissait de ces *concessions* sur lesquelles Lénine insista tellement.

Dès le début de sa lutte contre le stalinisme, c'est-à-dire dès 1924, l'opposition de gauche dirigée par Trotsky et à laquelle Zinoviev et Kamenev se rallièrent plus tard, montra que la résurrection et le développement de l'industrie russe réduite à zéro était une nécessité vitale, et elle fut la première à le faire. Alors, Staline et les siens s'y opposaient, tournant en dérision les « super-industrialisateurs ».

Mais l'accumulation d'Etat pose le problème de la monnaie. La doctrine de Marx sur l'accumulation du capital, tant élargie que simple, traite uniquement d'un capital apparaissant alternativement sous forme de marchandises et sous forme d'argent. C'est là indiscutablement un point de départ et d'arrivée de toute la critique marxiste de la production capitaliste, qui, en fait, définit et décrit du même coup le système socialiste, bien que très peu de socialistes aient compris que la négation des caractères du capitalisme équivaut à une définition positive, mais étrangère à toute utopie, des caractères du socialisme.

S'il existe une accumulation sous le socialisme, elle se présentera comme une accumulation d'objets matériels répondant aux besoins humains ; mais ils ne devront pas du tout apparaître dans le cycle économique sous une forme monétaire, ni même être mesurés et comparés selon un « équivalent général ». Donc ces objets *ne seront plus des marchandises* ; ils ne seront plus définis par une valeur d'échange, mais par des unités physiques quantitatives et par leurs qualités matérielles, c'est-à-dire par ce que les économistes, Marx y compris, appellent leur « valeur d'usage ».

On peut établir que dans le socialisme les rythmes d'accumulation (qui seront mesurés en quantités matérielles telles que tonnes d'acier ou kilowatts d'énergie) augmenteront lentement et guère plus que la population elle-même. Là où le socialisme héritera de la base industrielle d'une société capitaliste développée, la rationalisation qualitative et quantitative de la consommation et donc l'abolition d'une quantité de produits anti-sociaux — des cigarettes aux porte-avions — ouvrira une longue période de *diminution* des indices de production et donc, si on garde la vieille terminologie, de « désintéressement » et de « désaccumulation ».

Mais ici il s'agit seulement d'examiner l'accumulation accélérée qui était nécessaire pour industrialiser la Russie. Rapidement, la fraction du « centre » vola à la gauche (qu'elle se disposait d'ailleurs à juguler) l'idée des rythmes élevés d'accroissement de la production.

Ce qui nous intéresse, du point de vue des principes, c'est que tout le monde en Russie — fraction dirigeante et opposition — s'accordait à penser que l'accumulation ne pouvait se faire que sous une forme monétaire et avec une monnaie de valeur stable.

Sans doute Lénine avait-il souvent proclamé cette nécessité et montré qu'on ne pouvait se passer de l'or (et donc d'une monnaie fondée sur lui). Mais Lénine n'a jamais dit ou écrit que c'était là une forme socialiste ! Il répétait au contraire, inlassablement, que c'était une forme capitaliste, dont il était pourtant indispensable de provoquer l'apparition, en attendant le moment où on se servirait de l'or pour « les vespasiennes, car il résiste bien aux liquides acides ». Trotsky accepte cette thèse qui dérive de la doctrine de la Nouvelle Politique Economique. Puisqu'on doit encourager la formation d'un marché des produits agricoles et un système équilibré d'échanges entre produits de la campagne et produits de l'industrie, la réforme de la monnaie s'impose (c'est seulement plus tard qu'apparaîtra toute la phraséologie pernicieuse sur l'« échange socialiste », etc.). Trotsky appelle cela une « forme de comptabilité capitaliste ». Il ne veut pas dire qu'on utilise cette forme d'enregistrement et de contrôle dans une économie *déjà socialiste*. Sa thèse est qu'il s'agit d'un *stade de transition* entre capitalisme et socialisme dans lequel on est contraint de se servir d'une monnaie fondée sur l'or parce qu'on doit laisser se développer le marché et la circulation à une grande échelle là où, du fait du caractère primitif des rapports agraires, il n'existaient pas auparavant.

Tout ceci est juste dans la mesure où, pour Trotsky, il ne s'agit pas du premier stade — ou stade inférieur — du socialisme, mais d'une époque de transition encore inférieure. Ce n'est pas des caractères de l'économie russe qu'il s'autorise pour parler, comme il le fit jusqu'à sa mort en 1940, de la « Russie socialiste », mais d'un fait politique : la conquête du pouvoir par le

parti communiste de la classe ouvrière. Seulement, la situation du Parti et de l'Etat s'était progressivement inversée, même sous l'angle purement politique, comme les luttes sanglantes contre l'Opposition, malheureusement connues seulement sous un aspect unilatéral, le démontrèrent.

Trotsky emploie cette formule : « L'expérience démontra bientôt que l'industrie elle-même avait besoin, bien que socialisée, des méthodes du calcul monétaire élaborées par le capitalisme. » Mais il exprime une juste conception marxiste des buts du plan russe d'accumulation industrielle quand il dit : « *Le stade inférieur du communisme*, pour employer le terme de Marx, commence au niveau dont le capitalisme le plus avancé s'est rapproché. Or le programme réel des prochaines périodes quinquennales des Républiques Soviétiques consiste à *ratrapper l'Europe et l'Amérique* ». Donc, il consiste à construire un capitalisme développé.

Les plans de la reconstruction.

Pour Trotsky, la transformation du capitalisme en socialisme ne pouvait commencer en Russie que dans une phase postérieure à la reconstruction de l'industrie détruite. Cette reconstruction ne devait pas s'arrêter au niveau de 1913, mais atteindre celui du capitalisme avancé. Calculant le potentiel industriel des grands pays, il conclut qu'il fallait procéder très vite. En 1926, si l'on comparait par exemple la production russe d'acier par tête d'habitant à celles de l'Allemagne ou de l'Amérique, il était clair qu'il faudrait un demi-siècle pour les rejoindre, à moins de réaliser des rythmes d'accroissement très élevés, ce que l'opposition trotskyste proposa en vain pendant des années à la majorité stalinienne et que celle-ci finit par accepter (2). Cela ne fut cependant pas un zig-zag politique contrairement à ce que croit Trotsky quand il polémique avec son adversaire, mais l'expression d'une obéissance aux lois de l'industrialisation capitaliste.

La distinction fondamentale entre les deux courants est ailleurs. Staline appelait cette course avec les pays bourgeois pour devenir aussi industriel qu'eux l'« édification du socialisme », tournant le dos à la perspective de révolution socialiste internationale qui semblait se fermer. Trotsky savait, lui, qu'il s'agissait d'une construction du capitalisme par un pouvoir prolétarien, et il parlait de construction des *conditions du socialisme*, ce qui exige l'utilisation de la finance capitaliste et monétaire. Jusqu'à sa mort, il continua à penser que la révolution d'Europe et d'Amérique était la condition du socialisme en Russie qui permettrait de ne pas attendre encore des décades, d'abrèger le demi-siècle nécessaire à la transformation économique-sociale du pays.

(2) Lors de l'établissement du premier Plan Quinquennal, le courant trotskyste réclamait des rythmes d'augmentation annuelle de 15 à 18 %. Le « centre » stalinien se moquait des « super-industrialisateurs » et prétendait que l'industrie ne devait pas « prendre trop d'avance en se détachant de l'agriculture et en négligeant le rythme de l'accumulation dans notre pays ». Le premier Plan de 1927 prévit des taux d'augmentation décroissants d'année en année et passant de 9 % à 4 % au cours du quinquennat. Mais devant l'impétuosité de la reprise économique, tout à fait inattendue pour lui, le Bureau Politique fixa ultérieurement le taux uniforme de 9 %, puis déclara que le plan serait achevé en quatre ans, enfin décida que les rythmes annuels devaient faire un bond de 9 à 20 et même 30 %. Cet exemple nous semble édifiant : la reprise ne se fit pas grâce à l'existence d'un plan, mais l'élaboration du plan fut à la remorque de la reprise économique...

Toute sa lutte a été orientée vers ce but : éviter que le prolétariat russe ne soit dépossédé du pouvoir politique avant de pouvoir être relayé par la révolution dans d'autres pays ; pour cela deux conditions lui semblaient indispensables et complémentaires : déclarer ouvertement que la construction du capitalisme industriel d'Etat n'est pas la construction du socialisme ; ne pas changer d'orientation dans la politique mondiale et travailler à la révolution de classe dans tous les pays.

Trotsky n'a jamais pensé qu'en industrialisant à des rythmes record on donnerait une leçon aux bourgeois en les battant sur un terrain constructif. Il s'agissait seulement, pour lui, de remplir une condition technique minimum pour maintenir une chaleur suffisante du foyer de la révolution internationale. Ce qu'il souhaitait, c'était de montrer le socialisme aux bourgeois non point en Russie, mais dans leur propre pays, en Europe et en Amérique, et avant le terme des fameux cinquante ans d'attente que Staline lui reprocha de prévoir.

Les trotskystes officiels qui nient aujourd'hui que l'économie russe ait un caractère capitaliste ne comprendront jamais cela.

La discussion eut lieu à la veille du premier plan quinquennal de 1927, une des nombreuses gloires que Staline s'est indûment appropriées. Nous avons rappelé qu'on voulait tout d'abord lui donner un taux décroissant d'augmentation et qu'ensuite on se mit d'accord pour maintenir au moins les 9 % annuels pour toute la période. Il était facile de calculer que la course avec l'Occident aurait été trop lente même si le rythme avait pu rester constant et même si l'Occident n'avancait qu'à raison de 3 % d'augmentation par an, étant donné l'énorme disproportion de la production de départ. Trotsky calculait en effet qu'en 1935 les indices russes par tête d'habitant étaient des trois, cinq, huit et dix fois inférieurs aux indices occidentaux. En 1927, lors de la fameuse discussion, il s'agissait de rien moins que de les multiplier par cinquante. En admettant que dans les pays occidentaux l'augmentation ait été de 3 %, avec la première perspective de la fraction stalinienne (de 9 à 4 %, soit une moyenne annuelle de 6,5 %), la course pour « rattraper » l'Occident se serait déroulée au rythme de 3,5 % seulement par an, à supposer que l'augmentation de la population, défavorable comme on sait à la Russie, se soit faite partout à la même allure. Sans tenir compte des crises et des guerres, il aurait fallu 142 ans ! Pour arriver au même résultat en seulement 50 ans, c'est-à-dire dans le délai que Trotsky considérait comme nécessaire pour faire le socialisme (3) dans la Russie isolée lors de la polémique de 1926, ce qui aurait conduit à 1975, il aurait fallu que la production s'accroisse de 8 % par an. En y ajoutant les 3 % de l'adversaire et les 1,5 % d'augmentation de la

(3) Il faudrait dire, plus exactement, réaliser les premières mesures de la transformation socialiste, le plein développement de la société socialiste ne pouvant concevoir qu'à l'échelle internationale. Mais le passage à ces premières mesures socialistes après cinquante ans d'accumulation et d'industrialisation supposait d'autre part, et c'est là le point essentiel, que l'Etat russe soit demeuré entre temps l'instrument du prolétariat (russe et international). C'est précisément cette condition essentielle qui a fait défaut. Nous ne pouvons, dans le cadre de ce travail, revenir sur cet aspect déterminant de la dégénérescence de l'Etat et du Parti russes, devenus aujourd'hui de purs et simples instruments du capitalisme russe et de la conservation sociale dans le monde ; nous renvoyons le lecteur à un article paru dans le N° 2 de « Programme Communiste » : *Le marxisme devant la Russie*.

population russe, la production totale aurait dû augmenter uniformément de 12,5 % par an.

Que les taux d'accroissement de la production baissent fatalement avec le temps, les staliniens l'ignoraient. Mais puisqu'ils se moquaient des « cinquante ans » de Trotsky, prétendant au bout de 20 ans avoir « édifié l'industrie socialiste », il aurait fallu un indice d'augmentation de 26 % par an, et ils eurent à se mordre la langue d'avoir tourné les « super-industrialisateurs » en dérision. C'est pourquoi, quand ils eurent compris, les staliniens s'écrièrent que les 20 % fixés pour le premier plan quinquennal devaient être portés à 30 %. Mais il s'agissait d'édifier non pas le socialisme, mais à peine son seuil économique.

L'étude de l'industrialisation.

Deux moyens s'offrent à nous pour suivre la marche de l'accumulation au cours des plans quinquennaux russes : nous pouvons tout d'abord utiliser l'unité monétaire, le rouble, puisque toute l'accumulation s'est faite par une conversion alternative des marchandises en capitaux et des capitaux en marchandises ; nous pouvons également nous servir des indices de la production industrielle.

La première méthode nécessite la connaissance des bilans d'Etat exprimés en roubles et comprenant les profits directement investis par les entreprises ainsi que ceux qui sont versés à l'Etat pour des investissements dans l'économie nationale. Mais cette méthode est pleine d'aléas : l'unité monétaire — le rouble — n'est pas restée constante dans le temps et Trotsky, il y a vingt ans, dut renoncer à l'employer dans ses analyses économiques.

La seconde méthode, malgré les lacunes de la statistique soviétique et les doutes que font naître certaines de ses données, présente des avantages indéniables : tout d'abord nous disposons de la série des indices annuels de la production industrielle de 1921 à 1961 (avec quelques lacunes : les années 1922, 1923, 1924, 1941, 1942, 1943 et 1944), ensuite ces indices sont indépendants des variations monétaires et enfin ils correspondent à la valeur réelle de toute la masse annuelle des produits de l'industrie capitaliste, qui est le capital au sens de Marx.

Il faut se débarrasser dès le début de la théorie tellement répandue selon laquelle ce serait la planification qui aurait provoqué la renaissance de l'industrie tombée à zéro et qui lui aurait fait accomplir des pas de géants. La vigueur du démarrage initial n'est pas à imputer aux capacités des dirigeants soviétiques ou aux vertus propres à la planification, mais au niveau très bas dont on est parti. Voici la preuve historique de cette affirmation.

Entre 1919 et 1927, on ne fait pas encore de plans industriels : on lutte les armes à la main contre l'ennemi de classe intérieur et extérieur ; à l'intérieur du parti, on débat de la politique économique à adopter. Les indices économiques se déterminent donc en dehors de tout dirigisme d'Etat et même en dehors de la dictature révolutionnaire dont la première manœuvre en grand, en 1921, consista à supprimer tous les obstacles aux échanges commerciaux et donc au développement du capitalisme. Après cette mesure, l'industrie repartit d'elle-même. En posant la production de 1913 égale à 100, on obtient pour 1921 un indice de 31 seulement et un indice de 98 pour 1926. Au cours de ces

cinq années la production a donc réalisé une augmentation globale de 216 %, qui correspond à une augmentation moyenne annuelle de 26 %. Comme on le verra plus loin, une augmentation d'une telle ampleur ne se retrouve dans aucun plan quinquennal !

Plans d'avant-guerre.

Le premier plan quinquennal fut décidé en 1927. On en discuta à différentes reprises pendant son exécution : l'économie, spontanément, allait plus vite que le plan, tandis que le capitalisme renaissant, couvé dans le nid stalinien, célébrait ses victoires par le sacrifice sanglant des véritables Bolchéviks, ceux de l'Opposition. Le 7 janvier 1933, Staline pouvait se glorifier du bilan de ce premier plan. Nous donnons ci-dessous les indices de la production industrielle (avec toujours la base 100 en 1913), ainsi que les pourcentages d'augmentation annuelle qui leur correspondent :

1928	132	
1929	158	19,7 %
1930	193	22,2 %
1931	233	20,7 %
1932	267	14,6 %

On voit que les pourcentages d'augmentation annuelle sont élevés mais diminuent d'année en année. Staline indiqua que le pourcentage d'augmentation annuelle moyenne pour tout le plan était de 22 % ; en réalité, 102,3 % d'augmentation globale pour toute la période (le plan, comme on sait, fut réalisé en quatre ans), font une moyenne annuelle nettement moins élevée : 19,2 % (4).

Le second plan dura de 1933 à 1937 inclus. Il s'agit d'années de paix pendant lesquelles la reconstruction se développa librement. Mais l'argument fort des Russes est que pendant ces deux premiers plans quinquennaux éclata en Occident la terrible crise de 1929-32 qui ne fut ressentie en aucune façon par l'économie soviétique. Cela s'explique par l'autarcie de la Russie soviétique de l'époque. Il faut toutefois relever que l'augmentation de 1932 est la plus basse du premier plan et que celle de 1933 est la plus basse du second (5 % seulement). Donnons les chiffres :

1932	267	
1933	281	5,2 %
1934	335	19,2 %
1935	411	22,7 %
1936	529	28,7 %
1937	588	11,1 %

(4) Les premières statistiques publiées par les Russes portaient en fait, comme on le sait aujourd'hui de source officielle, sur les grandes entreprises et non sur l'ensemble de l'industrie : cela avait pour effet de présenter des résultats bien plus brillants qu'ils ne l'étaient en réalité. Dans cette étude, nous utilisons les indices portant sur l'ensemble de la production industrielle, qui sont de source officielle également. On constatera que, comme il a été dit plus haut, le premier plan quinquennal est bien inférieur pour le taux d'augmentation moyenne à la période 1921-26 ; or, le premier est aussi le plus spectaculaire de tous les plans quinquennaux !

Il est bon de noter que la basse augmentation de 1937 correspond à une crise en Occident la même année : la « crise de Staline » qui annonçait la guerre.

Le résultat global du plan est une augmentation de 120 % en cinq ans, ce qui donne la moyenne annuelle de 17,1 % : le rythme d'augmentation du second plan est donc inférieur à celui du premier.

Le troisième plan quinquennal qui devait aller de 1938 à 1942 inclus fut interrompu par la guerre. A la fin de 1939, la Russie, d'accord avec l'Allemagne, attaqua et battit la Pologne sans subir de fortes secousses. C'est seulement en 1941 qu'elle fut entraînée dans la guerre générale. Voici les données chiffrées :

1937	588	
1938	657	11,7 %
1939	763	16,1 %
1940	852	11,7 %

Nous obtenons 45 % d'augmentation en trois ans, soit 13,2 % d'augmentation annuelle. Le pourcentage continue à baisser par rapport aux plans précédents. Les données des années suivantes ne sont pas connues. On sait seulement qu'en 1945 l'indice était retombé à 782. Si nous calculons donc l'augmentation moyenne pour toute la période de 1938 à 1945, soit huit ans, nous obtenons le chiffre de 2,2 % seulement.

Plans d'après-guerre.

Le quatrième plan quinquennal est lancé à grand fracas en 1945. Nous ne savons pas quelles étaient les prévisions, mais ses résultats ne sont pas exceptionnels, bien que, en loi générale, la production augmente à des rythmes rapides après les guerres (5). Données numériques :

1945	782	
1946	652	- 16,6 %
1947	795	+ 21,9 %
1948	1003	+ 26,1 %
1949	1202	+ 19,8 %
1950	1476	+ 22,8 %

Augmentation globale : 88,7 %.

Augmentation annuelle moyenne : + 13,5 %.

L'invasion et la victoire finale d'un pays prédispose généralement à une reprise vigoureuse. Si nous voulons donner une idée plus juste de ce phéno-

(5) A ce propos, nous renvoyons le lecteur à notre brochure « Dialogue avec les Morts » qui contient en particulier une analyse de la reprise économique des principaux pays industriels dans la période de l'après-guerre. Cette analyse nous permet de montrer que le capitalisme sort « rajeuni » des destructions de la guerre et donc accumule à des rythmes rapides dans la période de reconstruction. C'est là une loi générale que l'on pourrait formuler brièvement ainsi : le capitalisme jeune — ou le capitalisme « rajeuni » par les destructions de capital productif — accumule vite. Encore une fois, donc, les mystères de la « planification » soviétique ne peuvent fournir la clé des rythmes spectaculaires de l'économie russe ; mieux : dans l'après-guerre, les rythmes d'augmentation de l'Allemagne et du Japon ont été supérieurs à ceux de l'U.R.S.S. Mais peut-être poursuit-il un plan secret d'édification du socialisme ?

mène pour la Russie d'après-guerre, il nous suffit de ne pas tenir compte de l'année 1946, encore en baisse sur l'année précédente, et de faire le calcul sur la période 1947-50. Alors l'augmentation globale s'élève à 126 % et l'augmentation moyenne annuelle à 22,6 %.

Entre 1940 et 1946, la chute importante due à la guerre fut de 23,5 %. La diminution annuelle correspondante fut de 4,3 %.

Le cinquième plan quinquennal va de 1951 à 1955. Il est caractérisé par une progression régulière :

1950	1476	
1951	1718	16,4 %
1952	1917	11,6 %
1953	2143	11,8 %
1954	2428	13,3 %
1955	2723	12,1 %

Augmentation globale : 85 %.

Augmentation annuelle moyenne : 13,1 %.

Tout cela montre qu'en Russie on n'a pas progressivement élaboré une méthode artificielle pour accélérer l'accumulation, mais que l'industrialisation a obéi à la loi universelle de décroissance des pourcentages d'augmentation. Résumons-nous :

1921-1940 : La production augmente globalement de 27 fois (ou 2648 %), ce qui donne une augmentation annuelle moyenne de 19,1 %.

1940-1955 : La production augmente de 3,2 fois, ce qui correspond à une augmentation annuelle moyenne de 8,1 %, nettement inférieure à la précédente.

Ou bien, en considérant séparément chaque période :

Période pré-quinquennale de 1922-28 :

23 % d'augmentation annuelle moyenne.

Premier plan quinquennal (1929-32) :

19,2 % d'augmentation annuelle moyenne.

Second plan quinquennal (1933-37) :

17,1 % d'augmentation annuelle moyenne.

Troisième plan quinquennal (1938-40) :

13,2 % (interruption due à la guerre).

Période de guerre (1941-46) :

4,3 % de baisse annuelle moyenne.

Quatre ans sur le quatrième plan quinquennal (1947-51) :

22,6 % (crise de guerre dans la première année du plan).

Cinquième plan quinquennal (1951-55) :

13,1 % (reconstruction normale).

Sixième plan quinquennal (1956-1960) (6) :

10,4 % d'augmentation annuelle moyenne.

(6) On sait que le sixième plan quinquennal a été abandonné au bout de trois années d'existence seulement, pour faire place à une véritable floraison de « plans », baptisés, cela est significatif et nous y reviendrons, « chiffres indicatifs » ou chiffres de contrôle : plan septennal, plan de 15 ans, de 20 ans... Il nous est commode, ici, de considérer malgré tout la période qui aurait dû être couverte par le 6^e plan.

Non seulement la loi de décroissance des taux d'augmentation annuelle se vérifie pour le capitalisme russe comme pour tous les autres, mais également l'effet stimulant des destructions de guerre et des invasions sur le cours de l'économie.

La colossale propagande soviétique s'est édifiée sur les rythmes élevés de développement qui apparaissent dans les tableaux précédents. Mais ces rythmes s'expliquent par le retard même de l'industrialisation de la Russie. Il lui a permis de doter ses premières industries, quantitativement réduites, de la technique la plus avancée, profitant de la science appliquée internationale qui, dans le monde moderne, n'est pratiquement plus protégée par le secret. Le rendement de ces installations toutes nouvelles et modernes put donc être supérieur à celui des installations vieilles de certains pays de capitalisme ancien.

Il n'y eut pas de miracles.

Le rapide développement industriel de la Russie ne découle donc pas fondamentalement du système de la planification d'Etat. Il y a plusieurs décades, Engels avait souligné que l'absence de plan n'était pas un caractère distinctif de l'économie bourgeoise, puisque depuis 1890, et même avant, la production capitaliste tendait à se développer selon des plans d'ensemble et de vastes programmes couvrant non seulement plusieurs années mais même plusieurs pays (7). Tout pouvoir prolétarien et communiste en Russie, même non dégénéré comme celui de Staline, aurait eu recours au plan économique ; non pas pour accélérer l'industrialisation qui était une nécessité primordiale, mais pour des raisons de politique révolutionnaire, et en premier lieu pour la défense armée du pouvoir dans l'attente de la révolution dans les pays avancés. Mais les plans de l'économie socialiste future — dont nous n'affirmons d'ailleurs pas qu'ils pourront être établis du jour au lendemain, même dans les pays très industrialisés — ne régiront plus une économie mercantile et n'emploieront plus d'équivalences monétaires. Lénine les appelait des « plans matériels » et on pourrait aussi les qualifier de « plans physiques », alors qu'en Russie on était obligé d'établir des plans financiers et donc de stabiliser préalablement la monnaie qu'une inflation sans précédent avait totalement dévaluée.

Nous affirmons nettement qu'un plan socialiste ne peut comporter de partie monétaire. Mais, naturellement, il devra s'étendre à tous les secteurs de la production et de la consommation, passant directement du nombre d'heures de travail nécessaires aux quantités d'aliments et d'autres produits, et englober au moins tout le massif central de l'Europe avec les fleuves qui en descendent, de la Meuse et du Rhin au Danube et à la Vistule.

(7) « Je connais une production capitaliste comme forme de société, comme phase économique, et une production capitaliste *privée* comme un phénomène qui se présente de manière ou d'autre pendant la durée de cette phase. Que signifie donc production capitaliste *privée* ? Production par entrepreneur particulier, isolé ? et une telle production ne devient-elle pas déjà de plus en plus une exception ? La production capitaliste des *sociétés par actions* n'est déjà plus une production *privée*, mais une production pour le compte d'un grand nombre d'associés. Et si nous passons des *sociétés par actions* aux trusts qui se soumettent et monopolisent des branches entières de l'industrie, alors ce n'est pas seulement la fin de la *production privée*, mais encore la cessation de l'absence de plan. » Engels, *Critique du Programme d' Erfurt* (1891), Editions Sociales, p. 81.

Un tel plan ne se vantera pas de battre des records. Les plans russes auraient atteint les mêmes indices quantitatifs si la guerre civile de 1918-1922 avait été perdue et si, au lieu de l'État stalinien, c'était un trust colossal d'entreprises occidentales, tel que le rêvait la bourgeoisie mondiale après février 1917, qui les avait établis. Ces indices élevés ont été le résultat de l'élimination révolutionnaire des obstacles médiévaux au développement économique, et non point le produit de cerveaux rouges ou blancs. Aujourd'hui, la grande banque mondiale des Nations Unies accorde des prêts aux États pauvres et dispose d'un capital de 9 trillions de dollars : en un an ses investissements sont supérieurs à ceux d'un plan soviétique de cinq ans : est-ce là du socialisme ?

Les staliniens ont pris la révolution socialiste pour une entreprise de bonification des aires sous-développées !

Le moyen monétaire.

Le seul équivalent général adopté pour calculer les plans a été le rouble (8), bien que les économistes officiels eux-mêmes, les Varga et les Stroumiline, aient soutenu que, selon la doctrine de Marx, le seul équivalent général, c'est-à-dire l'unité commune à tous les produits, était le *temps* de travail, et que le seul calcul économique réel était celui qu'on établissait sur cette base. Des raisons « techniques » ont écarté cette forme d'élaboration des plans. Boukharine avait dit plus nettement : « Du jour où les moyens de production seront socialisés, la forme valeur des produits disparaîtra et seule la comptabilité en nature sera admise. »

Le rouble soviétique est défini par rapport à un étalon-or, mais il n'est pas convertible à la demande du porteur. Il n'est pas non plus convertible en monnaie étrangère puisque l'exportation en est interdite. Les règlements de l'État pour le commerce extérieur, dont il a le monopole, sont prévus en monnaie étrangère, en dollars aujourd'hui. De toutes façons, en 1924, lors de l'apparition du tchernovetz (10 roubles revalorisés), l'équivalence-or était de 7,74 g de métal pur. Le 14 novembre 1935 le rouble fut dévalué. Le tchernovetz, garanti par 1,74 g d'or au lieu de 7,74 perdit presque les 4/5 de sa valeur.

C'est seulement plus tard qu'on établit que tous les paiements entre la caisse centrale de l'État et les caisses des industries nationalisées seraient effectués non pas en monnaie, mais par des certificats comptables qui devaient mettre un frein à l'augmentation du volume de la monnaie en circulation.

Pour donner une idée de la valeur du rouble en 1935 par rapport à d'autres monnaies, on peut considérer l'équivalence-or de celles-ci lors de leur première émission légale. Selon ce critère, le tchernovetz de 1920 valait 7,74 dollars d'aujourd'hui et le rouble 0,77. Avec la dévaluation de 1935, le rouble descendit donc à 0,174 dollar, soit un sixième de sa valeur initiale. Aujourd'hui on affirme que le rouble vaut environ le quart du dollar dans la mesure où la

(8) L'étude très sérieuse que Bettelheim a faite de la planification russe donne l'énumération suivante des catégories de l'économie soviétique : monnaie - marché - salaire - prix - profit et intérêts, dont l'auteur dit qu'elles « ressemblent » à celles de l'économie capitaliste, mais qu'elles « ont un contenu complètement différent ». Mais comme on ne peut parler de « catégories » qu'autant qu'on puisse considérer le contenu et non l'apparence, la substance et non la forme, nous affirmons que ce sont les *catégories* du système capitaliste.

baisse générale des prix imposée par l'Etat l'aurait revalorisé, ce qui n'est pas du tout facile à établir, les journalistes et les « touristes » rapportant les choses les plus contradictoires sur son pouvoir d'achat réel. Ce qui est certain c'est que les chiffres actuels doivent être au moins divisés par 4 si on veut les exprimer en roubles de 1928 pour pouvoir les comparer aux chiffres du premier plan. Cette indication vague ne peut malheureusement être précisée.

Volume monétaire des plans.

Tout développement de l'industrie se fait par une augmentation du volume et de la valeur des instruments de production. Il faut donc qu'à chaque cycle une certaine quantité du produit soit soustraite à la consommation pour être investie comme capital additionnel.

Selon les statistiques soviétiques officielles, les plans ont déterminé une progression impressionnante des investissements dans toutes les branches de la production. Il n'y a rien là de nouveau par rapport aux économies capitalistes avouées.

Dans la période pré-quinquennale, de 1919 à 1928, l'investissement de capital se réduisit à 15,7 milliards de roubles. Lorsque l'industrie travaille très au-dessous de ses capacités d'origine et que la production diminue d'année en année, comme c'était le cas, il n'y a pas d'investissement de capitaux. L'investissement est donc nul entre 1917 et 1920, année de production minimum. Jusqu'en 1926 l'investissement se limite à la reconstruction des installations détruites. Si on retient le chiffre de 15,7 milliards de roubles (non dévalués doit-on admettre), il doit être rapporté uniquement aux années 1921-1928. L'investissement annuel moyen serait donc dans cette période de 2 milliards environ. En 1955, l'investissement atteignait, selon les sources officielles, 150 milliards (en roubles de quelle année ?), c'est-à-dire qu'il était 75 fois plus grand, tandis que l'indice de la production industrielle n'avait été multiplié que par 20. Cela nous permet de penser que les roubles de la statistique de 1955 sont bien des roubles dévalués d'un quart comme nous avons supposé plus haut. Dans ce cas, les investissements de 1955 n'auraient pas été 75 fois supérieurs à ceux de la première période considérée, mais seulement 19 fois plus grands, ce qui est plus conforme à l'évolution de la production industrielle.

Les statistiques officielles donnent les chiffres suivants pour le :

Premier plan :

4^e trimestre de 1928 : 1,3 milliard (soit 5,2 milliards pour toute l'année).

1929 7,6 milliards (+ 4 %)

1930 12,7 milliards (+ 67 %)

1931 18,4 milliards (+ 45 %)

1932 21,6 milliards (+ 18 %)

Augmentation globale pour la période : 315 %.

Augmentation annuelle moyenne : 43 %.

Second plan :

1933	18 milliards	1937	33,8 milliards.
------	--------------	------	-----------------

1934	23,7 milliards	1936	38,1 milliards
------	----------------	------	----------------

		1935	27,8 milliards
--	--	------	----------------

Augmentation globale : 52 %.

Augmentation annuelle moyenne : 12 % (contre 43 % lors du plan précédent).

Troisième plan :

Considérons d'abord les années précédant la guerre générale :

1938 35,1 milliards (+ 6 %)

1939 40,8 milliards (+ 16 %)

1940 43,2 milliards (+ 6 %).

Soit seulement 28 % d'augmentation en trois ans : 9 % en moyenne par an.

Les années de guerre donnent :

1941	37,4 milliards	1944	31,7 milliards
------	----------------	------	----------------

1942	23,0 milliards	1945	39,2 milliards.
------	----------------	------	-----------------

1943	23,1 milliards		
------	----------------	--	--

Pendant dix ans les investissements se sont pratiquement maintenus au même niveau et il est certain qu'il s'agissait en grande partie de reconstruire et non de développer l'industrie.

Investissements d'après-guerre.

Les deux plans d'après-guerre forment une série nouvelle.

Quatrième plan :

1945 39,2 milliards

1946 46,8 milliards (+ 19 %)

1947 50,8 milliards (+ 8 %)

1948 62,1 milliards (+ 22 %)

1949 76,0 milliards (+ 22 %)

1950 90,8 milliards (+ 19 %)

Les augmentations annuelles sont normales pour une reprise succédant à une crise générale. Avec une augmentation globale de 132 %, nous obtenons une augmentation annuelle moyenne de 18 %.

Cinquième plan :

1951 102,1 milliards (+ 13 %)

1952 113,8 milliards (+ 11 %)

1953 119,2 milliards (+ 5 %)

1954 140,3 milliards (+ 18 %)

1955 149,9 milliards (+ 7 %)

Les augmentations annuelles sont moins importantes que pendant le quatrième plan. L'augmentation totale n'atteint que la moitié de celle du plan précédent : 65 % ; l'augmentation annuelle moyenne n'est plus que de 10,5 %. Tout indique qu'on est à la fin de la période de reconstruction.

Résumons-nous en faisant les réserves nécessaires sur la valeur monétaire réelle des roubles employés comme unité :

Premier plan, 1928-32, augmentation annuelle de 43 %.

Second plan, 1933-37, augmentation annuelle de 12 %.

Trois ans sur le troisième plan, 1938-40, augmentation annuelle de 9 %.

Période de guerre, 1941-45, diminution annuelle de 3 %.

Quatrième plan, 1946-50, augmentation annuelle de 18 %.

Cinquième plan, 1951-55, augmentation annuelle de 10,5 %

Naissance et mort de l'investissement.

La vérification de la loi de décroissance des rythmes d'augmentation est donc complète, aussi bien en ce qui concerne l'évolution de la production physique que celle de l'investissement productif. Notons que si nous avions rapporté ces résultats à la population (production par tête d'habitant) le ralentissement serait apparu encore plus nettement.

Il faut noter que *tout l'investissement ne dépend pas du plan d'Etat* : les plans des entreprises en régissent une partie qui tend nettement à augmenter. Les réformes krouchtcheviennes pour relâcher la centralisation économique et faire une plus large place aux plans autonomes régionaux et locaux ont pour effet d'accroître cette partie non-étatique de l'investissement. Nous y reviendrons.

La doctrine selon laquelle la monnaie reste en Russie le moyen d'échange mais que nul ne peut l'accumuler sous la forme de capital est une pure bêtise : en Russie comme dans tous les pays modernes la grande accumulation capitaliste d'Etat est l'ambiance idéale où prospère le profit privé sous toutes ses formes.

L'origine des investissements en Russie ne diffère en rien de ce qu'elle était dans le capitalisme classique décrit par Marx et par les marxistes dans leur théorie de l'accumulation progressive.

A la base, il y a une somme d'argent d'une part, une masse de force de travail à vendre de l'autre, et toutes sortes de marchandises, — instruments de production et produits directement consommables, — sur le marché. Une partie de cet argent est employée à l'achat de capital *fixe*, c'est-à-dire d'installations achetées une fois pour toutes et qui, à moins qu'elles ne soient vendues, ne seront jamais réalisées. Mais il ne suffit pas d'avoir le capital fixe pour produire. Il faut un capital d'exercice — matières premières, instruments de travail et main-d'œuvre — dont l'importance sera d'autant plus grande que le temps de rotation du capital sera plus court. L'investissement comprend toutes ces dépenses. La différence fondamentale entre l'Etat investisseur et les investisseurs « privés » est que le capital du premier ne subit aucune rotation pendant des années tandis que celui des seconds tourne comme une toupie !

Etat, capital et argent.

Depuis trente ans, des discussions interminables se poursuivent en Russie sur les deux aspects principaux de l'économie. Le premier concerne la nature de la machine productive qui s'est constituée et qu'on a dû laisser se constituer. Le second a trait aux mille confrontations de cette machine économique avec les « schémas de Marx » pour démontrer qu'elle est socialiste. En réalité, les schémas que Marx a donnés de l'économie capitaliste conviennent parfaitement pour expliquer tous les phénomènes de l'économie russe. C'est au contraire quand on veut démontrer qu'il existe une différence essentielle entre cette économie et l'économie occidentale qu'on doit faire subir aux schémas de Marx des déformations brutales et intolérables. La polémique entre les économistes soviétiques se réduit à décider quelle est la déformation la plus habile pour démontrer que la Russie est sortie des limites du capitalisme ! Sans les notions de monnaie, de capital, d'Etat comme sujet économique, on ne peut

pas déchiffrer l'économie russe : certes, ce sont bien là les catégories des schémas de Marx ! Mais ceux-ci concernaient précisément un mode de production capitaliste en plein essor ! Sans la mesure monétaire du rouble on ne pourrait pas, pour prendre un exemple, suivre les investissements de capital dans l'économie russe. Autrement dit on ne le pourrait pas si le capital russe ne se laissait pas évaluer alternativement comme masse de marchandises et comme masse d'argent. Mais nous ne pourrions pas nous servir de cette unité de mesure sans tenir compte de son pouvoir d'achat variable, c'est-à-dire du cours des prix : quelle différence avec le capitalisme ? On nous répond qu'il y a en réalité un fait tout nouveau : c'est l'Etat qui fait tous les investissements car il n'existe en dehors de lui aucun autre sujet économique qui le puisse. Donc les investissements nouveaux, leur répartition entre les divers secteurs économiques dépendent de décisions centrales de l'Etat.

Tout d'abord cette distinction n'est pas vraie dans les faits ; mais même si elle l'était, elle ne pourrait absolument pas définir une forme socialiste telle qu'on la prétend affirmée en Russie pour des générations, alors que les seules améliorations auxquelles on vise sont les mêmes que dans tous les pays du monde : augmentation de la richesse et du revenu national, accroissement de la consommation.

En effet, si l'argent est indispensable, si pour être lui-même mesuré il a besoin de l'indice des prix, si l'Etat est l'unique organe qui puisse distribuer la partie du produit global, mesurée en argent, qui doit former le nouveau capital à investir en moyens de production supplémentaires, la mesure-monnaie et le mètreur-Etat deviennent éternels ! D'instrument politique qu'il était et qui visait à réprimer toute tentative de restauration des forces capitalistes intérieures et extérieures, l'Etat devient *opérateur économique*. Toute économie et toute société sans aucune sorte d'opérateur deviennent inadmissibles : Marx et Lénine sont mis au rancart !

Sterile en doctrine donc, cette distinction est également fautive dans les faits. En Russie, comme nous l'avons vu plus haut, ni toute l'économie ni tout l'investissement ne dépendent de l'Etat. Dans l'agriculture, ce sont les kholkozes qui manient un capital propre, le distribuant en partie à leurs sociétaires et réinvestissant le reste. Il y a ensuite les petites entreprises familiales qui font ce qu'elles veulent de leur produit, et qui échappent même à la règle mercantile selon laquelle tous les produits devraient prendre au moins à un moment donné une forme monétaire, puisqu'elles les consomment directement.

Enfin, les entreprises industrielles elles-mêmes ont un bilan propre et elles pratiquent des investissements intérieurs qui figurent dans le plan, mais non dans le bilan des entrées et sorties de l'Etat entrepreneur et investisseur, bref de l'Etat *opérateur économique*.

L'objection des soviétiques pourrait donc être réduite à celle-ci : rien n'est investi sans que l'Etat le permette, ou même, plus modestement, sans que l'Etat l'enregistre en termes monétaires. Encore la petite économie familiale, les petites économies urbaines et toutes les économies clandestines démentent-elles cette dernière et pâle formule !

Elle est si peu audacieuse et révolutionnaire que l'Occident l'a adoptée depuis longtemps, sans que personne en conclue qu'il a cessé d'être capitaliste !

L'Etat opérateur économique est une réalité universelle ; aussi bien aux Etats-Unis où une pompeuse loi anti-trust est en vigueur, que dans les pays européens. Aux U.S.A., ce sont les grandes sociétés industrielles qui sollicitent à chaque instant les opérations de l'Etat et qui menacent de ne pouvoir réaliser sans elles leurs propres plans d'investissement intérieur.

Le capitalisme n'a pas cessé d'être celui que Marx et Lénine ont décrit, et pourtant il n'y a plus d'investissements productifs réalisés uniquement par des particuliers dans le secret de l'entreprise privée. Depuis que les entreprises importantes ont cessé d'investir et de se gérer sans recourir à des sociétés anonymes, depuis qu'investissements et gestion sont devenus impensables sans la participation et les avances des banques, l'Etat est devenu pratiquement un élément indispensable de toutes ces opérations.

Les mesures proposées dans le *Manifeste Communiste* de 1848 comme les premières qu'un Etat prolétarien devrait prendre ont été peu à peu appliquées par les Etats bourgeois sans que cela ait le moins du monde entamé le pouvoir de classe de la bourgeoisie. Marx et Engels l'ont maintes fois constaté. Les banques ne subsisteraient dans aucun pays sans certaines opérations d'une banque centrale obéissant aux décisions de l'Etat central. Les opérations de financement dans lesquelles l'Etat n'intervient pas, soit par une loi spéciale, soit au travers de multiples institutions para-étatiques, deviennent de plus en plus rares. Or ces institutions pèsent directement sur le bilan de l'Etat (c'est-à-dire reçoivent une partie du travail qu'il prélève sur toute la population) à qui il incombe de leur fournir une partie de leur capital. La circulation du capital qui, dans la théorie marxiste, apparaissait dès l'origine comme un fait social en opposition aux anciennes formes privées de circulation de la richesse, devient toujours plus une circulation publique. Il est facile de conclure que la formule soi-disant socialiste des Russes : *pas d'investissement sans opérations, ou contribution, ou autorisation, ou au moins sans enregistrement de l'Etat* s'applique donc parfaitement aux économies occidentales. Et si l'Etat fait tout cela ce n'est pas dans le but innocent de prélever des impôts, *mais pour encourager directement l'accumulation du capital*, comme le font tous les « plans », « programmes » et « perspectives » apparemment purement statistiques et neutres, mais qui constituent en réalité une propagande de classe.

Le socialisme est tout ce qu'on voudra sauf l'intégration de toute l'économie dans une économie d'Etat. De toutes façons, même en Russie, l'économie d'Etat ne s'étend pas aux limites de l'économie totale, tant s'en faut. L'Etat et le parti au pouvoir tentent de prouver qu'ils *contrôlent* tout : ils n'arrivent même pas à tout *enregistrer* !

(A suivre.)

LA RÉVOLUTION ALGÉRIENNE EST-ELLE UNE RÉVOLUTION..?

L'impérialisme français en échec.

« Plutôt que de reconnaître la souveraineté nationale algérienne, la France a préféré changer six fois de gouvernement et une fois de république ». C'est ainsi qu'un délégué du F.L.N. résumait un jour sept ans de « politique » française en Algérie qui furent sept ans de la plus impitoyable guerre coloniale. Même si depuis, le 19 mars 1962, « la France » a fini par reconnaître cette souveraineté, la boutade suffirait à elle seule à ruiner le mythe de la générosité et de la vocation démocratique du « pays des grands principes de 89 ». Mais qu'est-ce que « la France » ? Nous, marxistes, nous nions qu'il existât un intérêt unique, qui dicterait la politique « de la nation ». La nation n'est qu'une entité qui recouvre et dissimule l'existence de classes sociales dont les intérêts sont diamétralement opposés, même s'ils ne s'expriment pas toujours *dans des politiques opposées*. La « politique nationale » est tout simplement la résultante de ces rapports de classe, qui peuvent aller de la « coexistence pacifique » — qui caractérise les époques réactionnaires — à la lutte ouverte — qui annonce au contraire les tournants révolutionnaires de l'histoire. Ces classes, ce sont d'une part la bourgeoisie, de l'autre le prolétariat, et entre eux, les classes moyennes. Dans la question algérienne, quels étaient donc les intérêts de chacune d'elles ? et quelle fut leur attitude ?

En France, la seule classe directement intéressée à empêcher les insurgés algériens à se constituer en Etat national indépendant était la *bourgeoisie*. Maintenir l'Algérie dans la situation politique d'une *colonie*, c'est-à-dire lui imposer son contrôle politique intégral, c'était d'abord pour elle, conserver son prestige international ; c'était, plus substantiellement, s'assurer une position stratégique indispensable pour garder, par delà l'Algérie, le contrôle du Sahara et de l'Afrique noire ; c'était enfin et surtout le plus sûr moyen *d'obliger l'économie algérienne à rester complémentaire de l'économie nationale*. Cette exigence s'opposait, bien entendu, aux intérêts de *toutes* les classes de la population algérienne — les « caïds » mis à part — et c'est pourquoi le mouvement anti-impérialiste ne pouvait pas s'arrêter tant que l'indépendance politique ne serait pas arrachée, c'est-à-dire tant que l'Etat algérien ne serait pas constitué. En concluant les accords, la bourgeoisie française n'a pas renoncé à son but économique : c'est ce que prouve son attachement à la solution de « l'indépendance *dans la coopération* ». Pour fragile que soit l'obstacle dressé par la nouvelle République algérienne qui a concédé à la France, de l'aveu d'un bourgeois, « plus qu'aucun nationaliste algérien n'aurait pu faire », cette République matérialise une défaite qui semble cuisante non seulement à la « droite », mais à toute la bourgeoisie. Le ton de consternation quasi générale du débat parlementaire sur les accords d'Evian le prouve.

Mais les classes moyennes ? Leur sphère d'activité économique — quand du moins elles en ont une — ne s'étend pas assez loin pour qu'elles aient eu un intérêt *direct* au maintien de la présence française au-delà de la Méditerranée. Ceci dit, bien que la prospérité capitaliste ne soit pas nécessairement *leur* prospérité, et que la puissance nationale soit tout autre chose que *leur* propre puissance, les classes moyennes ne peuvent jamais rien souhaiter d'autre, car

crise signifie pour elles ruine et liquidation de classe, dans la mesure où leur lutte propre ne débouche historiquement sur rien. C'est pourquoi, dans la question algérienne en particulier, comme dans la question des rapports extérieurs de l'Etat national en général, la petite bourgeoisie est et se sent toujours peu ou prou solidaire de la grande. D'un côté, il y a bien les principes démocratiques abstraits auxquels elle croit, mais de l'autre, il y a la peur de la crise nationale dont elle serait la première frappée. Tout ce qu'elle peut faire de mieux, donc, c'est chercher et « préconiser » la solution alliant le scrupule démocratique et le souci de la prospérité nationale ; c'est de montrer, en d'autres termes, que la politique la plus brutale n'est pas forcément la plus « payante ». En aucun cas ce type d'opposition ne peut aller jusqu'à une lutte de classe ouverte : la petite bourgeoisie critique, et à la rigueur désobéit et manifeste ; elle n'a ni les moyens, ni la volonté d'imposer une politique, car elle ne peut ni ne souhaite opposer la violence révolutionnaire à la violence légale du pouvoir.

Pour le prolétariat, il en va tout autrement. La crise qui frappe la bourgeoisie en tant que classe *possédante* et *dominante* ne peut le frapper directement en tant que classe non possédante et opprimée. Le mensonge bourgeois classique consiste à dire que puisqu'elle le frappe *indirectement*, il est lui aussi solidaire (tout comme l'est objectivement la petite bourgeoisie) de l'intérêt national, et donc du destin de la classe capitaliste. En réalité, si la crise signifie pour la petite bourgeoisie *mort de classe*, pour le prolétariat elle signifie *lutte de classe*, une lutte qui bien loin de « déboucher sur rien » comme le sont les agitations des petits-bourgeois conduit historiquement à une *économie* et une *société* nouvelles au moyen d'une *révolution politique*. Mais comme cette révolution, cette économie et cette société sont une nécessité *universelle*, le prolétariat n'est pas une « classe nationale », mais seulement un détachement donné de l'armée sociale quasiment mondiale aujourd'hui de la Révolution communiste.

Ceci dit, la réalité objective est une chose, et la perception que les ouvriers en ont, en est une autre. C'est un fait que, face à la guerre d'Algérie, les ouvriers français ne se sont distingués des autres classes sociales par aucune initiative propre, qu'ils n'ont à aucun moment tenté d'imposer *leur* politique par ces moyens qui font défaut à la petite bourgeoisie et qui leur appartiennent en propre : la grève politique de masse. Pourquoi ? Le F.L.N. bourgeois à la recherche d'alliés contre l'impérialisme l'a fort bien expliqué lui-même, pour en tirer d'ailleurs des conclusions anti-prolétariennes et anti-communistes sur lesquelles nous reviendrons ; mais l'analyse est juste, et nous la citerons :

« Au cours des différentes guerres de libération nationale qui se sont succédées pendant ces vingt dernières années, il ne fut pas rare de constater une certaine nuance hostile, voire haineuse de l'ouvrier colonialiste à l'égard du colonisé. C'est QUE LE RECUL DE L'IMPERIALISME ET LA RECONVERSION DES STRUCTURES SOUS DEVELOPPEES SPECIFIQUES DE L'ETAT COLONIAL s'accompagnent dans l'immédiat de CRISES ECONOMIQUES QUE LES OUVRIERS DU PAYS COLONIALISTE sont les premiers à ressentir. Les capitalistes métropolitains se laissent arracher des avantages sociaux et des augmentations de salaire par leurs ouvriers dans l'exacte mesure où L'ETAT COLONIALISTE leur permet d'exploiter et de razzier les terri-

toires spoliés. Au moment critique où les peuples colonisés se jettent dans la lutte et exigent leur indépendance, il s'écoule une période difficile au cours de laquelle, paradoxalement, l'intérêt des ouvriers et des paysans métropolitains semble s'opposer à celui des peuples colonisés. »

(*El-Moudjahid*, novembre 1958.)

Quand le F.L.N. bourgeois dit que les intérêts des ouvriers métropolitains *semblent* seulement s'opposer à celui des colonisés, il l'entend bien entendu dans le sens banal que nos propres démocrates ont toujours donné à de semblables constatations : la crise ne sera que momentanée ; les « liens nouveaux » entre métropole et ex-colonie amèneront au contraire une prospérité nouvelle, grâce à l'intensification des échanges « d'intérêt réciproque ». Pour tous ces gens en effet, la seule ambition que puisse avoir le prolétariat... c'est de produire beaucoup de plus-value, de ne jamais être réduit au chômage ! Quand nous, communistes, nous disons que l'intérêt des ouvriers « semble » seulement s'opposer à celui des colonisés, c'est bien entendu d'un point de vue tout différent de celui qui convient à la démocratie petite bourgeoise, socialement conservatrice et politiquement réactionnaire, même quand elle brandit le drapeau de la « révolution anti-impérialiste ». C'est dans le sens que peuples colonisés et prolétariat métropolitain ont un seul et unique ennemi : le gros capital des métropoles et les Etats impérialistes, *qui doivent être abattus révolutionnairement*. Retournant au F.L.N. ses « compliments » empoisonnés au prolétariat métropolitain, nous sommes parfaitement en droit de dire qu'entre les mouvements national-révolutionnaires qui sitôt arrivés au pouvoir s'empressent de pactiser avec le gros capital et l'Etat impérialiste d'une part et la révolution communiste de l'autre, la communauté d'intérêts est purement apparente !

Il ne fait pas de doute qu'en laissant la bourgeoisie conduire pendant sept ans la guerre coloniale contre les insurgés algériens les ouvriers français ont agi par crainte de la crise dont la « perte de l'Algérie » pouvait frapper l'économie nationale : ils ont donc eu le même réflexe de conservatisme que la petite bourgeoisie ; ils ont *reculé* devant la nécessité d'une lutte révolutionnaire que d'ailleurs aucun parti constitué ne leur a montrée ; ce faisant, ils n'ont pas « défendu leurs propres intérêts », contrairement à ce que prétendent tous ceux qui parlent d'« intérêt national » : ils se sont soumis aux intérêts bourgeois. Eux qui constituent la classe potentiellement la plus révolutionnaire de l'histoire, ils ont montré l'impuissance, l'indécision et la peur qui, en politique, conviennent aux classes moyennes de toutes façons condamnées par le développement social. Et le P.C.F. ose dire que les accords d'Evian, sont en définitive la « victoire » de la classe ouvrière et du peuple de France ?

Marxisme et décolonisation.

Après sept ans d'une guerre féroce, mais où le mensonge et l'hypocrisie des gouvernements successifs, la lâcheté de l'opposition ont bien davantage empoisonné la vie publique que les violences elles-mêmes, le gouvernement De Gaulle reconnaît donc le droit des Algériens à la séparation. C'est un échec de l'impérialisme et un succès du nationalisme algérien, même si l'hypocrisie bourgeoise exige que l'indépendance ait l'air de résulter d'un *suffrage démocratique*.

cratique et d'une consultation *pacifique* alors qu'elle est le résultat d'une lutte armée héroïque. Cependant la « saine » opinion démocratique et chrétienne du monde entier salue les accords d'Evian comme la « solution de sagesse », celle qui répond le mieux à l'« esprit de notre temps », voire comme la fin de la misère « spécifiquement » coloniale.

C'est reconnaître *a posteriori* comme juste la cause des insurgés algériens. Mais alors, pendant que ceux-ci se battaient, que faisaient donc tous nos « décolonisateurs » ? Que faisait la IV^e République démocratique, puis la V^e République du « pouvoir personnel » ? Que faisaient la généreuse nation française et la non moins généreuse O.N.U. ? Que faisaient la démocratie Amérique et l'U.R.S.S. supposée « socialiste » ? Que faisaient le pape de Rome, les multiples papes des socialismes « nationaux » et les chefs du Tiers Monde ? La « nation » française faisait la guerre coloniale sous la direction de ses deux Républiques successives. La majorité de l'O.N.U. et les U.S.A. s'abstenaient de la condamner par respect de sa souveraineté nationale. L'U.R.S.S. attendait que la guerre soit finie pour reconnaître le gouvernement des insurgés. Les papes « rouges » ou noirs prononçaient des sermons. Seul le Tiers Monde faisait scandale dans « l'assemblée internationale des peuples » par ses votes anti-colonialistes. Autrement dit, les uns faisaient la guerre, les autres en étaient complices, et les troisièmes se contentaient de la critiquer. Les insurgés d'Algérie — les pauvres, les expropriés, les humiliés de la société coloniale sans lesquels la médiocre et retorse intelligentsia algérienne qui trône à l'Exécutif provisoire et au G.P.R.A. ne serait certes pas passée à l'histoire — se battaient seuls — à quelques votes afro-asiatiques, quelques armes et quelques millions de contrebande près.

Quel est donc cet « esprit du temps » qui se déclare, par tant de bouches diverses, satisfait des accords d'Evian, sinon l'hypocrite reconnaissance du caractère inéluctable de la décolonisation alliée (selon les cas) à la volonté la plus obstinée de retarder l'échéance ou à la complicité la plus veule avec l'impérialisme par respect de la légalité, de l'ordre social et politique ou bien du principe de « non immixtion dans les affaires intérieures d'autrui » ?

S'il suffisait de « condamner le colonialisme » pour être marxiste, qui donc aujourd'hui ne mériterait pas ce titre, — l'O.A.S. et la droite classique exceptées ? Et si le P.C.F. l'est, alors le Général et le Pape ; les hommes d'affaires et les politiciens avisés ; bref, les conformistes autant que les pseudo-révolutionnaires, le sont également, car les événements des quinze dernières années les ont tous finalement obligés à... constater que l'ère coloniale était close !

Les marxistes véritables se distinguent par un corps de positions indivisible qui s'oppose massivement en tant que *doctrine prolétarienne et révolutionnaire* non seulement aux positions bourgeoises, mais aux mille « nuances » théoriques, à la versatilité pratique, aux silences à la fois théoriques et pratiques de la gauche démocratique, dont le communisme officiel est partie intégrante grâce à ses reniements, sans en être ni le chef, ni la fraction la plus audacieuse, en dépit de ses prétentions — et de la justification qu'il prétend donner ainsi aux reniements en question.

Ces positions sont les suivantes, et à accepter en bloc, en contester une seule revenant à retomber dans le marais démocratique :

1° Revendication immédiate et inconditionnelle du droit du peuple colonisé à la séparation, c'est-à-dire à la constitution d'un Etat national.

2° Revendication inconditionnelle de l'usage de la violence par l'opprimé contre l'opprimeur. La *forme* de cette violence (terrorisme individuel par exemple) relève de la critique objective qui en établit les déterminations historiques, non de la critique morale ni même politique.

3° Appréciation de la constitution du nouvel Etat du point de vue des intérêts de la Révolution communiste et du Socialisme, et non pas du point de vue du prétendu « intérêt national », pas plus d'ailleurs celui du peuple colonisé que du peuple colonisateur.

4° Négation de la thèse bourgeoise et réformiste qui présente l'indépendance nationale comme le but ultime du mouvement social qui est à la base des insurrections national-révolutionnaires et comme le point final de ses revendications.

Ce point est lié à :

5° Négation de la prétention de la bourgeoisie coloniale à libérer le peuple qu'elle dirige, c'est-à-dire de la prétention du capitalisme à représenter la forme optima de développement historique pour les pays économiquement arriérés.

Les premiers points sont dirigés surtout contre la « gauche » des métropoles colonialistes ; le dernier, surtout contre le parti nationaliste et bourgeois qui dirige le mouvement anti-colonialiste, tel en Algérie le F.L.N. Il ne signifie pas que, dans la situation actuelle du monde où *aucun pays avancé n'est dirigé par un pouvoir prolétarien et socialiste* (pas plus qu'aucun pays en général), il soit possible aux pays sous-développés de « sauter » la phase capitaliste. Il signifie deux choses : à *supposer* que les nouveaux Etats nationaux aient le temps, avant l'inéluctable révolution sociale des pays de vieux capitalisme, de transformer l'ancienne économie *coloniale* en une économie capitaliste développée, cette voie pour sortir les peuples coloniaux de leur misère, de leur ignorance et isolement séculaires sera infiniment plus longue et douloureuse que celle que les communistes préconisaient dans le premier après-guerre : dictature du prolétariat dans les pays avancés, *plan économique commun non mercantile* (qui dit « échange », même à « intérêts réciproques », dit continuation de l'assujettissement du pauvre au riche ; du faible au fort !) étendu aux pays coloniaux ou arriérés. Mais — et c'est là le deuxième point — dans le cadre de la domination mondiale du capital financier, toutes les « coopérations » possibles et imaginables entre vieux capitalismes et jeunes nations indépendantes — par exemple entre l'Algérie nouvelle et la France — n'empêcheront pas que le développement économique soit condamné à des lenteurs extrêmes, si bien qu'il n'est pas temps encore, plus de quarante ans après la constitution de la III^e Internationale, de rayer du programme socialiste et prolétarien *la libération économique des peuples ex-colonisés*, autrement dit la liquidation totale de l'économie coloniale.

Constatant que le prolétariat des pays avancés ne l'a nullement aidé dans sa lutte du second après-guerre, le mouvement national-révolutionnaire bourgeois — par exemple le F.L.N. — a tôt fait de conclure — implicitement ou explicitement — que la *solidarité des colonisés* suffit à réaliser ce qu'autrefois les mouvements anti-impérialistes attendaient d'une solidarité prolétarienne et socialiste qui a fait défaut, puisque la Révolution une fois battue en

Europe, la Russie elle-même a cessé d'être prolétarienne et socialiste. Cela est faux. Les colonisés d'hier, solidaires entre eux tant qu'ils n'ont pas pris le pouvoir, sont destinés à devenir des concurrents dès qu'ils s'en sont emparé. Ce sont d'ailleurs des pays sous-développés dont aucun n'est en mesure d'apporter à l'autre une « aide » financière et technique substantielle ; et seraient-ils en mesure de le faire, ce serait toujours selon les lois et dans les cadres du *capitalisme*. Une « aide » pareille n'aurait donc pas d'effets différents de celle qu'apporte, apportera — ou plutôt prétendra apporter — le capitalisme financier des grands centres impérialistes. Personne n'a donc le droit de tirer de la *défaite de classe du prolétariat des pays avancés*, la conclusion que la bourgeoisie et le mode de production capitaliste n'ont pas achevé leur cycle « progressif ». On en a d'autant moins le droit que les partis national-révolutionnaires du type F.L.N. sont congénitalement incapables d'inscrire leur lutte dans une perspective *socialiste* et donc de donner au mouvement prolétarien et au mouvement anti-colonialiste une direction révolutionnaire unique ; tout au contraire, ils proposent au mouvement prolétarien — quand d'aventure ils se préoccupent de lui — des positions politiques réactionnaires, parce que démocratiques. Qu'on en juge par l'adresse suivante que le F.L.N. envoyait « à la gauche et aux démocrates français » en janvier 1958 et qui fut publiée dans *El-Moudjahid* :

« *Sans renier sa nation*, la gauche française doit pouvoir lutter pour que le gouvernement de son pays respecte les valeurs qui s'appellent : droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, reconnaissance de la *volonté nationale*, liquidation du colonialisme, rapports réciproques et *enrichissants* entre des peuples libres.

« Le F.L.N. s'adresse à la gauche française, aux démocrates français et leur demande d'encourager toute grève entreprise par le peuple (!) français contre l'élévation du coût de la vie, les nouveaux impôts, la *restriction des libertés démocratiques* en France, conséquences directes de la guerre d'Algérie. »

Pour nous entendre dire des choses pareilles, nous, prolétariat d'un pays qui tout « démocratique » qu'il se dise a été et reste une puissance colonialiste, nous avons bien besoin des « révolutionnaires » algériens ! Comme si ce n'était pas exactement le langage de la gauche inconsistante et lâche à laquelle ils s'adressent, et qui n'a *rien fait pour eux* ! Comme si ce n'était pas précisément tout ce fatras démocratique qu'elle nous sert depuis plus d'un siècle ! Comme si ce n'était précisément au nom de tels « principes » qu'elle a combattu le communisme depuis quarante ans, sans pour autant aider depuis quinze ans le nationalisme révolutionnaire !

Nous, communistes, lorsque nous étions encore une force mondiale, nous disions : le mouvement prolétarien et les mouvements anti-impérialistes doivent se souder en une poussée unique qui renversera la domination de l'impérialisme. Les nationalistes « révolutionnaires » du F.L.N. ont écrit, parodiant cette grande position :

« Le processus de libération de l'homme, indépendamment des situations concrètes (c'est-à-dire qu'il s'agisse de l'exploitation capitaliste ou de l'oppression coloniale) englobe et concerne l'ensemble de l'humanité. »

Mais tandis que le communisme se proposait d'unifier toutes les luttes contre l'ordre existant dans la plus gigantesque Révolution sociale de l'histoire,

les nationalistes algériens auraient seulement bien voulu *faire servir* le mouvement ouvrier français à leurs fins limitées de classe et de nation ! Et ils osent insinuer que du point de vue « de la libération de l'homme », « l'union de tous les colonisés » vaut bien l'union qui ne s'est pas réalisée (mais dont l'évocation seule excite leur haine bourgeoise, sans qu'ils l'avouent) entre le prolétariat révolutionnaire et les insurgés coloniaux ?

La gauche française et la guerre d'Algérie.

En théorie, une position inspirée des principes abstraits de la démocratie pure — et à cet égard déjà bien différente de la position révolutionnaire et prolétarienne — aurait consisté à opposer à la politique de « présence française » en Algérie le principe de l'égalité des peuples et des races, et celui de la liberté des nations à disposer d'elles-mêmes. En pratique, une politique démocratique aurait consisté à propager inlassablement ces principes jusqu'à ce qu'ils rallient la majorité du Parlement et que le gouvernement les traduise en actes. Légalitaire et ennemi de la violence, le démocratisme n'est pas tenu à davantage. Ses principes mêmes (qui sont le reflet de sa nature petite bourgeoise) lui interdisent de faire appel à *des forces de classe* pour imposer par la violence à l'impérialisme le respect de ladite égalité et de ladite liberté. C'est bien pourquoi non seulement les marxistes ont toujours dénoncé l'impuissance pratique des démocrates purs, mais pourquoi aussi les démocrates purs ne cessent de gémir sur l'incompréhension du monde profane à l'égard de leurs principes et sur leur propre incapacité à influencer sur le cours des événements : c'est ce que n'a cessé de faire le courant représenté par l'hebdomadaire *France-Observateur*, dont on peut dire qu'il a reconnu rapidement le droit des Algériens à l'indépendance et fait moins de réserves que d'autres sur l'usage de la violence par les colonisés, tout le reste de sa position se résumant dans des considérations purement bourgeoises sur le véritable intérêt national de la France et l'intérêt national de l'Algérie, comme si la solution du « problème colonial » c'est-à-dire des antagonismes sociaux propres aux pays arriérés pouvait être purement *politique*, et donc bourgeoise ; comme si une fois la dernière peuplade du globe dotée, elle aussi, de son appareil d'Etat, de sa diplomatie, de son drapeau, de son armée — et de ses syndicats ! — le Progrès devait toucher enfin à son terme, l'humanité n'ayant plus qu'à goûter en paix les bienfaits de la production moderne et du commerce, c'est-à-dire du capitalisme !

Telle quelle, la position « purement démocratique » mérite déjà le mépris du prolétariat communiste. Que dire alors de celle qu'ont prise non plus quelques équipes de journalistes, d'autant plus « libres » d'être fidèles à des *principes* qu'ils avaient moins d'influence sur la situation et ne pouvaient donc craindre de provoquer des « désordres » incompatibles avec l'« intérêt national » — mais des partis démocratiques et « ouvriers » que leur position parlementaire avantageuse et leur influence incitaient naturellement à plus de prudence ?

Prenons la S.F.I.O., à qui sa trahison aux « principes » a d'ailleurs valu une scission opérée, par définition, sur le plan démocratique et patriotique, et qui n'a donc en rien la valeur d'une « radicalisation révolutionnaire » de quelque fraction de l'opinion française que ce soit. Arrivée au pouvoir en

la personne de M. Guy Mollet, fin janvier 1956, que fait-elle ? Elle reconnaît la « personnalité algérienne », mais c'est pour mieux refuser l'indépendance, puisque le gouvernement ne sait que proposer des « élections libres au collège unique » en Algérie, et remplacer Catroux par Lacoste au poste de ministre-résident. Sur le plan des « principes », cela revenait à tourner l'impératif de l'égalité et de la liberté des nations en disant que l'Algérie n'était pas une nation, mais un peu de la France ! Sur le plan pratique, c'était mener une politique impérialiste toute pure ; pour cela, le gouvernement Mollet se fit accorder « démocratiquement » des pouvoirs spéciaux par l'Assemblée (y compris les communistes français !) et envoya le contingent en Algérie. Un an plus tard, tandis que la prétendue « pacification » continue, la « déclaration d'intention » du gouvernement de Mollet ne comportait encore que « l'égalité de droits des deux communautés, la large autonomie de gestion et les liens indissolubles avec la France ». En mai 1957, il tombait. Et comment le député socialiste intervenu dans le débat parlementaire de mars 1962 sur les accords d'Evian (et qui les approuve) fait-il « l'auto-critique » de son parti ? :

« Certes, le F.L.N. n'a pas montré un grand empressement à négocier (comme le gouvernement Mollet l'a constaté en 56-57)... (Avec l'O.A.S.), nous payons le long aveuglement — de tous ceux qui... ont vissé le couvercle sur la marmite jusqu'à ce qu'elle explose (!) Lorsque le gouvernement Mollet envoya le contingent en Algérie pour y protéger la minorité (!), il affirma en même temps que les armes ne suffiraient pas... et qu'il faudrait parvenir à une solution politique assurant l'égalité entre les populations et le respect des droits de cette minorité. »

Diable ! Guy Mollet était bel et bien un « démocrate », tout comme le F.L.N. en personne ! Mais le passage de l'« égalité des droits » dans le cadre de la « présence française » à l'égalité des droits dans le cadre de l'Etat algérien indépendant ? De la plus ignoble répression impérialiste à l'aveu d'impuissance, au renoncement à une victoire militaire ? Unissant d'un trait IV^e et V^e Républiques (au mépris de toutes les phrases « démocratiques » contre le « pouvoir personnel »), le député en question, Leenhardt, fit à ces questions implicites cette réponse sublime : « La France achève de mettre ses actes en accord avec sa pensée ! » C'est tout.

Personne ne croit plus en France au « démocratism » — et encore moins au « socialisme » de la vieille S.F.I.O. pourrie, mais le P.C.F. ? Renonçant au communisme, c'est-à-dire à l'internationalisme et à la lutte révolutionnaire, converti à un vague socialisme « national » à voies parlementaires, le P.C.F. a-t-il du moins été cette avant-garde de « toutes les forces démocratiques » françaises, cette force de frappe du bon démocratism national qu'il prétend être ? Les accords d'Evian qui ne sont la victoire ni du « peuple » ni de la « classe ouvrière » de France, comme les démocrates naïfs le reconnaissent humblement, sont-ils du moins la sienne ? C'est ce qu'il a affirmé en plein Parlement, chicanant par ailleurs les démocrates en question sur l'ancienneté de leur ralliement à l'indépendance algérienne, afin de redorer son propre blason quelque peu terni...

Terni, et pour cause. Car, en Algérie même, au feu de la lutte, quel rôle a donc joué le parti-frère, le P.C.A. ? C'est le F.L.N. qui le dit, et il est bien placé pour le faire :

« Le P.C.A. malgré son passage dans l'illégalité et la publicité tapageuse dont la presse colonialiste l'a gratifié... n'a pas réussi à jouer un rôle qui mériterait d'être signalé. La direction communiste, bureaucratique, sans aucun contact avec le peuple n'a pas été capable d'analyser correctement la situation révolutionnaire. C'est pourquoi elle A CONDAMNE LE TERRORISME et ordonné dès les premiers mois de l'insurrection aux militants des Aurès venus à Alger chercher des directives DE NE PAS PRENDRE LES ARMES. Sa sujétion au P.C.F. a pris le caractère d'un beni-oui-ouisme AVEC LE SILENCE QUI A SUIVI LE VOTE DES POUVOIRS SPECIAUX. Non seulement les communistes algériens n'ont pas eu suffisamment de courage pour dénoncer CETTE ATTITUDE OPPORTUNISTE DU GROUPE PARLEMENTAIRE, mais ils n'ont soufflé mot sur l'abandon de l'action contre la guerre d'Algérie (manifestations contre les renforts de troupes et de matériel de guerre, grèves des transports, de la marine marchande, des ports et des docks). »

(Plate-forme du F.L.N. I, a, c.)

Le F.L.N. prétendait diriger cette critique non pas seulement contre un parti se parant du titre de « communiste », mais *contre le communisme lui-même* et, si on veut, le léninisme en affirmant :

« Cette absence d'homogénéité et la politique incohérente qui en résulte ont pour origine fondamentale la confusion et la croyance en l'impossibilité de la libération nationale de l'Algérie AVANT LE TRIOMPHE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE EN FRANCE. Cette idéologie... est une réminiscence des conceptions de la S.F.I.O. favorable à la politique d'assimilation passive... Elle prétend défendre la classe ouvrière algérienne contre le danger problématique DE TOMBER SOUS LA DOMINATION DIRECTE DE LA BOURGEOISIE ARABE, comme si l'indépendance nationale de l'Algérie devait forcément suivre le chemin des REVOLUTIONS MANQUEES. »

Nous marxistes, nous affirmons bien, à la suite de la III^e Internationale, qu'un mouvement anti-impérialiste suit « forcément » le chemin des « révolutions manquées » s'il reste sous une direction *nationaliste et bourgeoise*, et ce ne sont pas les promesses du F.L.N. d'instaurer « le paradis sur terre » pour les classes algériennes pauvres dans l'Algérie indépendante qui pourront certes nous en dissuader. Mais jamais la III^e Internationale n'a tiré de cette position programmatique la conclusion que les communistes des pays colonisés (et à plus forte raison des métropoles colonialistes !) devaient *se résigner à la domination impérialiste*, et s'opposer à la *lutte armée*. Ce que l'Internationale demandait aux partis adhérents, c'était de COMBATTRE « la tendance du mouvement bourgeois démocratique nationaliste ayant un programme d'indépendance nationale et d'ordre bourgeois » à diriger « celui des ouvriers et paysans ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation » et de « CHERCHER A DEVELOPPER LES SENTIMENTS DE CLASSE INDEPENDANTE DANS LES MASSES OUVRIERES DES COLONIES ». « Cette tâche incombait naturellement aux communistes des pays colonisés qui avaient par ailleurs le devoir de soutenir tout mouvement national-révolutionnaire se plaçant sur le terrain de la lutte armée. Quant aux communistes des pays colonialistes, ils devaient bien entendu combattre leur propre impérialisme, « les intérêts de la classe ouvrière et sa lutte contre le capitalisme exigeant qu'une riposte soit infligée à la politique nationaliste de la bourgeoisie. »

Ces positions classiques du communisme n'ont rien à voir avec celles du P.C.A. exigeant que la révolution prolétarienne triomphe *d'abord* en France pour prendre... une position communiste, tout comme si le mouvement anti-impérialiste lui-même n'avait pas son rôle révolutionnaire à jouer dans l'ouverture d'une crise révolutionnaire en métropole ! Le F.L.N. essaie d'autant plus vainement de s'en servir *contre* la critique marxiste du « programme démocratique *d'indépendance politique et d'ordre bourgeois* » qui est le sien en dépit de son inévitable phraséologie sociale que la position du P.C.A. n'est en outre qu'un mauvais prétexte, le parti-frère, le P.C.F., ayant cessé depuis belle lurette non seulement de préparer une « révolution prolétarienne », mais même simplement d'en parler ! Prépare-t-on une révolution prolétarienne au sein d'un gouvernement bourgeois ? Et le P.C.F. participait au gouvernement bourgeois en 1945-1948, gouvernement même qui réprima sauvagement les émeutes de la faim de Constantine en mai 1945 sans que cela incitât le moins du monde ces « révolutionnaires » à s'en retirer (1). Prépare-t-on une révolution prolétarienne en pratiquant à l'égard d'une colonie une *politique assimilationniste*, au nom de l'intérêt de la France, et sous le prétexte que cette colonie n'a jamais constitué une *nation* et que seuls des provocateurs et des fascistes peuvent réclamer son détachement de la métropole ? Et telle est la politique pratiquée par le P.C.F. lorsqu'il était au pouvoir. Prépare-t-on une révolution prolétarienne en prônant « la voie de l'Union française » après l'éclatement de l'insurrection armée pour l'indépendance, en appelant les conscrits mécontents à la sagesse et à la discipline, en votant les pouvoirs spéciaux à un gouvernement bourgeois quoique patronné par un parti soi-disant socialiste ? Et telle était la politique du P.C.F. en 1954-1957. Enfin, prépare-t-on une révolution prolétarienne en proclamant qu'en France, depuis la venue au pouvoir de De Gaulle, le « choix n'est pas entre communisme et capitalisme, mais entre fascisme et démocratie ? » Et c'est ce que les communistes répètent sur tous les tons depuis 1958. Quand enfin, de dégringolade en dégringolade, on considère de surcroît comme une nécessité impérieuse de répondre OUI au « pouvoir personnel » lorsqu'il demande au « peuple français » de ratifier *après coup* la conclusion de la paix, quelle apparence y a-t-il que l'on prépare une « révolution » contre le *régime* politique et social, alors qu'on ne sait même pas conduire une opposition tant soit peu conséquente contre le gouvernement ? Au référendum d'avril, le P.C.F. a dit oui ! (2).

En quoi les contorsions de ces valets vulgaires de l'impérialisme français, de ces « singes de la contre-révolution » qui ont trahi non seulement le communisme, mais jusqu'au démocratismes pur, qui est pourtant purement bourgeois, autorisent-elles le F.L.N. à jurer que la « révolution » qu'il dirige « ne suivra pas le chemin des révolutions manquées » ? Le fait que le P.C.F. ait renié la foi révolutionnaire et le programme de l'Internationale de Lénine prouve-t-il que l'Internationale de Lénine eut tort en déniaut au démocratismes

(1) Pour la position du P.C.F. dans la question algérienne à cette occasion. cf. *Programme Communiste*, n° 5, « Le P.C.F. et la Question coloniale ».

(2) Les accords d'Evian ne garantissent-ils pas le maintien des liens entre France et Algérie indépendante ? Ne sont-ils pas conformes à l'« intérêt national » que les communistes ne cessent d'invoquer depuis 1936 au moins et qu'ils ont d'ailleurs défendu les armes à la main pendant la seconde guerre impérialiste, dans la Résistance, ce qui met leur patriotisme *au-dessus* et leur communisme *au-dessous* de tout soupçon ?

bourgeois de l'intelligentsia coloniale la capacité historique de libérer les peuples coloniaux de leur misère et de leur arriération séculaires ?
L'économie coloniale et la « révolution algérienne ».

Des marxistes véritables ne peuvent perdre de vue les puissants facteurs économiques qui engendrent les tendances à la création d'Etats nationaux, et pour le mouvement algérien qui s'intitule « Révolution algérienne », ces facteurs résident dans les particularités de l'économie coloniale.

Dans l'agriculture, la propriété privée européenne couvrait en 1954 3.028.000 ha, dont 2.818.000 ha de terres agricoles et 210.000 ha de forêts (contre seulement 115.000 ha en 1850) ; l'Etat colonial possédait plus de 7 millions d'ha comprenant des forêts et des terrains improductifs en terre domaniale et communale : or l'ensemble algérien (moins le Sud) couvre 20 millions d'ha ; il ne reste donc que 10 millions d'ha aux Arabes et là-dessus seulement un peu plus de 6 millions en terres fertiles le reste n'étant que maigres pâturages ou terres improductives. Or, en 1950, la population active européenne occupée dans l'agriculture n'atteignait même pas 130.000 personnes, (14 % des 900.000 Européens présents en Algérie) tandis que la population active arabe s'élevait à presque 6 millions 320.000 personnes. Les 130.000 Européens environ occupaient en colonisation privée 15 % des terres — et des meilleures — tandis que les 6 millions d'Arabes cultivaient environ les 30 % des terres fertiles ! En 1954, la surface moyenne de la propriété européenne était de 125 ha, tandis que celle de la propriété arabe descendait au-dessous de 10 ha, peut-être même de 8 ha ! En Kabylie, elle tombait à 36 ares. Or, on évalue que pour assurer le minimum vital d'une famille, 20 ha (plus du double en moyenne !) dont 10 en jachères et parcours sont nécessaires. C'est dire que la terre (6 millions d'ha fertiles) dont disposent les 6 millions et plus d'agriculteurs arabes devrait au moins doubler simplement pour que la population passe de la plus noire misère à une pauvreté « décente » : c'est-à-dire qu'il faudrait — à égalité de conditions techniques, mais dans le cadre de la petite propriété, la technique ne peut guère évoluer ! — environ 3 millions d'ha supplémentaires de terres fertiles et autant de pâturages. Mais toute la propriété européenne elle-même ne couvre pas ces 3 millions d'ha de terres arables... et il y a aujourd'hui 1 million de candidats à la propriété de la terre. Déjà du temps de l'Algérie française, la réforme projetée dans le cadre du Plan de Constantine portait seulement sur... 200.000 ha, la cession de lots aux musulmans se heurtant à de vives résistances. On estimait à 25.000 seulement les familles qui pourraient bénéficier de l'expropriation de certains grands domaines (comme la Cie algérienne et la Cie genevoise) contre indemnité coûteuse.

Les accords d'Evian définissent-ils des conditions meilleures alors qu'ils garantissent le respect des personnes et des biens, nul ne pouvant être privé de sa propriété sans indemnité compensatrice qu'il incombera... à l'Etat français de payer ?

Pour la terre donc que signifie le principe national-bourgeois que la mise en valeur doit se faire « au profit des Algériens » ? Si la structure de la propriété coloniale est respectée — comme c'est le cas dans les accords — que devient cette réforme agraire promise par le F.L.N. et dont le journal « L'ouvrier algérien », organe du syndicat F.L.N. disait : « Nous organiserons la levée en masse des paysans algériens dans la bataille des aménagements

ruraux : irrigation, reboisement, cultures en banquettes. Le Nord sera le pays de l'élevage intensif, des cultures maraîchères et fruitières ; les hauts-plateaux celui des céréales... On encouragera le regroupement des paysans afin d'augmenter la productivité dans les campagnes et de faciliter les courants d'échange avec la ville. » Comment réaliser tout cela dans le cadre du respect démocratique de l'égalité des droits entre colonisés et colonisateurs, exploités et exploités ? Comment l'industrialisation de l'Algérie pourrait-elle se développer s'il est vrai — et c'est vrai *en partie* — qu'une « réforme agraire sérieuse et d'inspiration révolutionnaire » en est la base, comme l'affirmait encore en juillet 1960, *El Moudjahid*, alors que les conditions *politiques* de cette réforme ont été détruites ?

Et que dire de la capacité du mouvement national-démocratique de satisfaire les aspirations de la paysannerie révolutionnaire que le même organe évoquait ainsi il y a deux ans : « Pour elle, la Révolution, c'est l'indépendance, c'est-à-dire un objectif inséparable d'un contenu social : la réforme agraire ; la possibilité pour tous de vivre dignement. Ils refusent les demi-mesures. Ils veulent des armes. Il n'y a pas de lassitude chez eux. Pour eux, la paix, ce ne peut pas être le maintien de l'état de chose ancien, avec une nouvelle étiquette : le régime de la propriété agraire, les conditions de vie du sous-prolétariat des plaines et des villes, tout cela doit changer. Sinon, comme ils disent, ils prennent la crête. » ; que *L'Ouvrier algérien* (juillet 1960) décrivait à son tour ainsi : « Ce sont eux (les paysans) qui forment l'essentiel de l'A.L.N. Ce sont eux qui supportent l'essentiel du poids de la guerre : bombardements détruisant les douars, combats incessants empêchant de semer et de récolter, zones interdites supprimant les pâturages, regroupements arrachant les familles à leurs foyers... La Révolution Algérienne, c'est pour eux la liberté et la dignité retrouvée, c'est aussi l'assurance que la terre algérienne leur reviendra, que naîtront de nouveaux villages sans colons et sans féodaux algériens ou autres... des villages sans exploités et sans exploités où seront possibles la coopération (?) et le progrès technique. » ; et le même organe affirmait : « Les paysans algériens luttent et souffrent **NON PARCE QU'ILS N'ONT RIEN A PÉRDRE**, par désespoir, **MAIS PARCE QU'ILS ONT TOUT A GAGNER**. »

Telles sont les promesses que le national-démocratisme algérien fit du moins aux paysans révolutionnaires. Ces promesses, il est au-dessus de ses forces de les tenir, lui qui se définit une « révolution anti-impérialiste et anti-féodale » alors que c'est le Capital, le capital européen, qui domine tout le secteur européen de l'agriculture algérienne, lui qui *redoute par-dessus tout l'exode de la population européenne* que ne manquerait pas de précipiter la moindre mesure agraire révolutionnaire, et qui le redoute parce qu'il sait bien que c'est le développement du capitalisme industriel déjà existant et tourné vers le marché extérieur et non pas une réforme agraire de portée quantitativement faible de toute façon qui permettra à la longue d'absorber la surpopulation rurale et urbaine que des accords sur l'envoi de la main-d'œuvre en France et dans d'autres pays d'Europe permettra en attendant « d'éponger ».

Le désespoir n'est pas fini pour ces paysans algériens ! Les « crêtes » de l'Aurès et de l'Ouarsenis pourraient bien se couvrir, s'ils réalisent leurs menaces, des innombrables sous-prolétaires ruraux auxquels la bourgeoisie coloniale qui prétendait réaliser une révolution sociale n'aura pas su donner une patrie !

(Suite au prochain numéro : L'industrie et le Commerce.)

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN CHINE

Pour les diplomates occidentaux, le différend russo-chinois pose une question « essentielle » : la Chine va-t-elle s'éloigner de l'U.R.S.S. ? Pour les oppositionnels qui prennent au sérieux les débats « doctrinaux » entre les disciples de Mao et ceux de Krouchtchev, la question est de savoir si Mao est l'incarnation du « vrai » socialisme. Pour nous, révolutionnaires marxistes, il n'y a là qu'une préoccupation stratégique stérile et une manifestation de confusion politique qui ne peut que contribuer à la mystification du prolétariat. Mais si l'on regarde, à l'horizon du développement historique, les tempêtes futures et passées de la révolution chinoise, le petit remous d'aujourd'hui prend la valeur d'un aveu des défaites essuyées et il annonce les batailles nouvelles.

Malgré l'action contre-révolutionnaire de Moscou, malgré l'idéologie réactionnaire de Pékin, malgré l'écrasement du prolétariat et son silence dans le monde entier, la poussée gigantesque et antagonique du capitalisme chinois accomplit un travail au fond révolutionnaire qu'il serait vain de prétendre juger d'après les chiffres de production et les attitudes politiques des hommes de Pékin.

Si cette poussée du capitalisme bouscule tant soit peu de vieux compromis entre la Chine et l'Etat russe, elle rend aussi plus difficile la coexistence pacifique du prolétariat et de ses exploités, d'un prolétariat en pleine croissance et qui, par le long détour de la « démocratie populaire », retrouvera tôt ou tard son chemin de classe.

Loin d'être un « retour au léninisme » l'extrémisme chinois est un aveu forcé que la contre-révolution triomphante doit faire à la révolution étranglée. C'est au parti de classe et à lui seul qu'il appartient de le démontrer à la lumière des luttes passées et d'en tirer toutes les conséquences.

Bourgeoisie ou prolétariat.

Dans les deux révolutions classiques de 1648 en Angleterre et de 1789 en France, la classe qui se trouva réellement à la pointe du mouvement fut la bourgeoisie. Le prolétariat et les fractions de la population n'appartenant pas à la bourgeoisie n'avaient pas encore des intérêts distincts des siens, ou bien ne représentaient pas encore des classes ou couches bien développées. Là où ils entrèrent en opposition avec la bourgeoisie, comme par exemple de 1793 à 1794 en France, ils ne luttèrent que pour le triomphe de ses intérêts même si ce ne fut pas à la manière bourgeoise. Toute la Terreur en France n'exprime rien d'autre que la manière plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et les boutiquiers.

Ces révolutions n'étaient pas des révolutions anglaise ou française, mais des révolutions de style européen. Elles marquaient le triomphe de la bourgeoisie, mais celui-ci représentait alors la victoire d'un nouvel ordre social, c'est-à-dire de la propriété bourgeoise sur la propriété féodale, de la nation sur le provincialisme, de la concurrence sur les corporations, de l'industrie sur la fainéantise seigneuriale, du droit bourgeois sur les privilèges médiévaux.

Cela ne signifie pas que le prolétariat ne manifeste pas d'activité propre lors de l'avènement du régime bourgeois. En France, le babouvisme traduit un premier heurt entre les deux classes : il est réprimé grâce à la terreur étatique

dont la bourgeoisie s'était servie tout d'abord pour écraser la contre-révolution. Mais à cette époque, non seulement l'aspect de classe des problèmes est encore très confus, mais le nombre des prolétaires et l'extension de la grande industrie capitaliste sont beaucoup trop limités pour que le prolétariat puisse prétendre à la conquête du pouvoir politique. D'ailleurs, le développement de l'économie bourgeoise présente encore un avantage social pour toutes les classes modernes. Le socialisme n'apparaîtra comme une nécessité historique que dans la phase où le capitalisme ne saura plus, comme l'ère impérialiste, qu'apporter catastrophes de toutes sortes à l'espèce humaine.

Au XX^e siècle, surtout depuis la première guerre impérialiste, l'économie, le droit et l'État bourgeois apparaissent à l'échelle mondiale comme l'obstacle qu'il faut balayer pour tout progrès ultérieur de l'espèce humaine. Autrement dit, ce qui est à l'ordre du jour, c'est la révolution politique et sociale du prolétariat. C'est pourquoi même dans les pays arriérés qui souffrent davantage de l'indigence du développement industriel que de sa pléthore, et où donc les tâches de la révolution restent, dans un certain sens, des tâches bourgeoises, la classe appelée à diriger cette révolution et à la pousser à bout n'est plus, comme au XVII^e et XVIII^e, la bourgeoisie mais le prolétariat. La décadence mondiale de la classe capitaliste rend en effet impossible à la bourgeoisie des pays arriérés toute grande audace révolutionnaire, car elle craint davantage la classe prolétarienne que les vieilles classes oppresseuses ou même que la domination des impérialismes étrangers. Si donc la dictature du prolétariat est de toute évidence la seule formule politique concevable de la révolution *purement* socialiste des pays avancés, elle est également celle de la révolution « impure », de la révolution « double » des pays arriérés qui ne peuvent escompter, même avec un pouvoir prolétarien, éviter une phase plus ou moins longue de développement économique de type capitaliste (1).

Cette appréciation donnée par le communisme mondial des premières années de la révolution russe de 1917 (qui fut elle-même une telle révolution « impure ») n'est pas infirmée par le « développement actuel » tant vanté des continents arriérés. On pourrait en effet objecter qu'ou bien il est socialiste et prolétarien, ou bien il prouve que la classe capitaliste n'est nullement arrivée au terme de sa phase progressive. Nous nions par principe et par expérience qu'il soit en aucune façon socialiste. Mais nous nions également que les pas en avant réels du capitalisme dans les pays arriérés après les révolutions nationales-démocratiques rendent le moins du monde au mode de production et à l'organisation sociale bourgeois le caractère de phase historique encore utile et bénéfique : aucun Mao Tsé Toung ne pourra en effet effacer deux guerres impérialistes mondiales, une crise économique comme celle de 1929 et dix autres encore, moins spectaculaires, ni surtout une demi-douzaine de contre-révolutions sanglantes sur le prolétariat. Or c'est cette réalité historique qui, aux yeux

(1) Dans la société capitaliste l'augmentation du rendement du travail humain a pour but et pour effet d'augmenter la production, et par là-même le profit, ce qui, à un certain stade de développement des forces productives, coïncide avec l'intérêt de toute la société ; dans la société socialiste, cette augmentation a pour but la diminution de l'effort de travail humain, ce qui avec le niveau atteint par les forces productives dans le capitalisme sur-développé, est la seule chose compatible avec les intérêts non seulement de la classe travailleuse mais de toute l'espèce humaine.

du marxisme, a prouvé sans révision possible que le seul et unique ennemi à la fois des classes exploitées et des peuples faibles ou arriérés, c'est le capital et l'impérialisme. En d'autres termes, le développement d'ailleurs complaisamment surfait (2) et de toute façon antagonique de l'Asie, de l'Afrique, de l'Amérique du Sud auquel on assiste surtout depuis 1945 s'inscrit non dans une nouvelle ascension des formes bourgeoises, dont le caractère réactionnaire devient au contraire toujours plus évident, mais dans la marche vers l'explosion révolutionnaire généralisée que nous n'avons cessé d'attendre. Et ce ne sont pas ces progrès des pays arriérés qui pouvaient nous en dissuader, puisqu'en augmentant les effectifs de l'armée prolétarienne mondiale, en préparant à l'économie capitaliste, à une échéance non lointaine, une crise plus profonde et plus vaste que toutes celles du passé, ils travaillent à rendre irrésistible la formidable poussée révolutionnaire de demain.

« L'évolution récente », cheval de bataille de tous les renégats, n'infirmes donc nullement les considérations marxistes et à plus forte raison la réalité historique mondiale qui expliquent que dans la Russie arriérée de 1917, le parti prolétarien et léniniste n'ait pas craint de pousser la révolution anti-tsariste jusqu'au renversement du pouvoir bourgeois de février et de réclamer « Tout le pouvoir aux Soviets ouvriers et paysans », tout en sachant que les seules mesures qu'il pourrait prendre pour la transformation de l'économie en vigueur ne sortiraient pas des limites du capitalisme.

Ce parti n'était point le leader d'une révolution nationale russe, mais l'avant-garde du prolétariat mondial luttant pour le socialisme, et son principal mérite historique n'est encore pas tant d'avoir fondé l'Etat soviétique que d'avoir tenté de reconstituer l'Internationale révolutionnaire.

Cette Internationale ne pouvait poser autrement que lui le problème de la révolution dans les secteurs du monde qui souffraient non seulement d'un retard économique pire encore que celui de la Russie de 1917, mais aussi de l'oppression plus ou moins ouverte des grandes puissances colonialistes. A son II^e Congrès (juillet 1920) elle adopta des « Thèses et additions sur les questions nationale et coloniale » primitivement rédigées par Lénine et qui soutiennent les positions capitales suivantes :

« ... Le Parti Communiste... doit considérer comme formant la clé de voûte de la question nationale non des principes abstraits et formels (NdR : il s'agit de la notion d'égalité des nationalités et de la démocratie en tant qu'égalité des personnes, qui a été critiquée dans le point précédent), mais :

1° Une notion claire des circonstances historiques et économiques (NdR : les circonstances historiques sont fournies par la crise de régime qui s'est traduite dans le premier massacre impérialiste mondial et l'effervescence révolutionnaire qu'il a provoquée ; les circonstances économiques sont fournies par

(2) Surfait, parce que l'industrialisation et le développement agricole de ces pays sont condamnés à des rythmes très lents qui n'excluent d'ailleurs pas, tout au contraire, une terrible tension des forces humaines, tant que les forces productives des pays avancés sont monopole de nations et de classe, et non point patrimoine de l'espèce humaine, c'est à dire tant que « l'aide » des grandes puissances doit passer par les fourches caudines du mercantilisme et obéir à la loi du « donnant-donnant » qui défavorise évidemment celui qui possède le moins. C'est précisément cette loi que le socialisme brisera, réalisant une gestion planétaire des ressources, abrégeant les rythmes et adoucissant les souffrances des travailleurs des pays arriérés.

le développement gigantesque des forces productives dans les pays avancés, développement qui à condition que le pouvoir soit arraché à la bourgeoisie, permettrait aux pays arriérés sinon d'éviter, du moins d'abréger considérablement la phase d'accumulation du capital et d'en adoucir les souffrances).

2° La dissociation précise des intérêts des classes opprimées... par rapport à la conception générale des soi-disant intérêts nationaux qui signifient en réalité ceux des classes dominantes.

3° La division tout aussi nette et précise des nations opprimées, dépendantes, protégées, — et des nations oppressives et exploiteuses jouissant de tous les droits, contrairement à l'hypocrisie bourgeoise et démocratique qui dissimule avec soin l'asservissement (propre à l'époque du capital financier de l'impérialisme) par la puissance financière et colonisatrice, de l'immense majorité des populations du globe à une minorité de riches pays capitalistes...

4° Il résulte de ce qui précède que la pierre angulaire de la politique de l'Internationale Communiste dans les questions coloniale et nationale doit être le rapprochement des prolétaires et travailleurs de toutes les nations et de tous les pays pour la lutte commune contre les possédants et la bourgeoisie. Car ce rapprochement est la seule garantie de notre victoire sur le capitalisme sans laquelle ne peuvent être abolies ni les oppressions nationales ni les inégalités.

5° La conjoncture politique mondiale actuelle met à l'ordre du jour la dictature du prolétariat ; et tous les événements de la politique mondiale se concentrent inévitablement autour d'un centre de gravité : la lutte de la bourgeoisie internationale contre la République des Soviets qui doit grouper autour d'elle d'une part les mouvements soviétistes des travailleurs avancés de tous les pays, — de l'autre tous les mouvements émancipateurs coloniaux des colonies et des nationalités opprimées qu'une expérience amère a convaincues qu'il n'est pas de salut pour elles en dehors d'une alliance avec le prolétariat révolutionnaire et avec le pouvoir soviétiste vainqueur de l'impérialisme mondial...

11° Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par des mouvements émancipateurs qui ne sont en réalité ni communistes ni révolutionnaires pour arborer les couleurs communistes ; l'Internationale Communiste ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes (et communistes en fait) soient groupés et instruits de leurs tâches particulières, c'est-à-dire de leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'I.C. doit entrer en relations temporaires et former aussi des unions avec les mouvements révolutionnaires dans les colonies et les pays arriérés, sans toutefois jamais fusionner avec eux, et en conservant toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire. »

Dans les « thèses supplémentaires » la position des communistes à l'égard de la revendication d'indépendance nationale des pays colonisés ou assujettis est ainsi définie :

« ... 6° L'impérialisme étranger qui pèse sur les peuples orientaux les a empêchés de se développer socialement et économiquement en même temps que les classes d'Europe et d'Amérique... Le résultat de cette politique est que dans ceux de ces pays où l'esprit révolutionnaire se manifeste, il ne trouve son expression que dans la classe moyenne et cultivée.

La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas en réalité une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même.

7° *Il existe dans les pays opprimés deux mouvements qui, chaque jour, se séparent de plus en plus : le premier est le mouvement bourgeois démocratique nationaliste qui a un programme d'indépendance politique et d'ordre bourgeois ; l'autre est celui des paysans et ouvriers ignorants et pauvres pour leur émancipation de toute espèce d'exploitation.*

Le premier tente de diriger le second et y a souvent réussi dans une certaine mesure. Mais l'Internationale Communiste et les partis adhérents doivent combattre cette tendance et chercher à développer un sentiment de classe indépendante dans les masses ouvrières des colonies.

Le premier pas de la révolution dans les colonies doit être d'abattre le capitalisme étranger ; mais la tâche la plus urgente et importante est la formation des partis communistes qui organisent les ouvriers et les paysans et les conduisent à la révolution et à l'établissement de la république soviétiste. »

La dernière partie des « Thèses supplémentaires » nous fournit la définition la plus lapidaire de ce qu'est la révolution « double », c'est-à-dire la révolution prolétarienne dans un pays de faible développement capitaliste :

« ... 9° *La révolution dans les colonies, dans son premier stade, ne peut pas être une révolution communiste, mais si dès son début la direction est aux mains d'une avant-garde communiste, les masses ne seront pas égarées et dans les différentes périodes du mouvement, leur expérience ne fera que grandir.*

Ce serait certainement une grosse erreur que vouloir appliquer immédiatement dans les pays orientaux les principes communistes à la question agraire. Dans son premier stade, la révolution dans les colonies doit avoir un programme comportant des réformes petites-bourgeoises telles que la répartition des terres. Mais il n'en découle pas nécessairement que la direction doive être abandonnée à la démocratie bourgeoise. Le parti prolétarien doit au contraire développer une propagande puissante et systématique en faveur des soviets, et organiser des soviets de paysans et d'ouvriers. Ces soviets devront travailler en étroite collaboration avec les républiques soviétistes des pays capitalistes avancés pour atteindre à la victoire finale sur le capitalisme dans le monde entier.

Ainsi les masses des paysans arriérés, conduites par le prolétariat conscient des pays capitalistes développés, arriveront au communisme sans passer par les différents stades du développement capitaliste. »

Les thèses léninistes et l'Internationale stalinienne.

La prétention actuelle de l'« extrémisme » chinois de représenter l'orthodoxie léniniste face à l'opportunisme krouchtchevien ne serait historiquement justifiée que si la politique du P.C. chinois avait constitué, dans le passé comme dans le présent, l'application et le développement de ces thèses de l'Internationale révolutionnaire. En réalité, pour formuler dès maintenant notre jugement sur ce mouvement, toute son action a consisté à « abandonner la direction de la révolution à la démocratie bourgeoise », à devenir lui-même finalement l'unique parti conséquent de la démocratie bourgeoise. Le reflet

théorique de cette évolution néfaste, on le trouve dans le débat historique de 1925-1930 au sein de l'Internationale sur la « question chinoise » dans lequel Staline, relançant en Chine une tactique de type menchévique, prétendait que la révolution chinoise devait comporter une étape démocratique préparant à l'étape socialiste, alors que la révolution « double » de Lénine était précisément celle qui permettait de sauter « l'étape » de la démocratie bourgeoise, tout son cours historique représentant la victoire de la ligne *prolétarienne* sur celle de la démocratie bourgeoise.

De même qu'en Russie entre février et octobre 1917, la théorie de la « révolution par étapes » avait conduit les Menchéviks à s'allier avec la bourgeoisie contre le mouvement des soviets, c'est-à-dire à préparer la victoire de l'Etat bourgeois sur cet autre pouvoir qui allait s'ériger à mesure que les soviets se développaient, de même en Chine, où le prolétariat marqua aussi une tendance à constituer des soviets, on lui dit en substance : « Il faut encore attendre « l'étape socialiste ». Pour l'instant, la révolution chinoise n'est encore que démocratique et bourgeoise. » Car que signifiait d'autre l'appui du P.C.C. au Kouomintang puis sa fusion avec son aile gauche, de même que l'alliance de l'U.R.S.S. avec ceux qui devaient devenir les pires bourreaux du prolétariat chinois ?

Comment un retour à des positions qui avaient été écrasées avec l'éviction des Menchéviks russes et leur emprisonnement a-t-il été possible dix ans seulement après la victoire bolchevique et prolétarienne ? Pour justifier ses reniements l'opportuniste construit toujours des « théories », et en Chine on en inventa une selon laquelle la bourgeoisie chinoise, à cause de ses tâches anti-impérialistes, était plus révolutionnaire que la bourgeoisie anti-tsariste russe. (L'anti-impérialisme qui devrait prouver aujourd'hui l'orthodoxie léniniste chinoise a donc servi à l'origine à tromper le P.C. chinois sur la véritable « nature » de sa bourgeoisie nationale, et du même coup le prolétariat mondial sur la véritable nature du « socialisme chinois » !) Trotsky montra, dans « l'Internationale Communiste après Lénine », que déduire le caractère révolutionnaire de la bourgeoisie chinoise de la simple existence du joug colonial auquel elle était soumise c'était commettre la même erreur théorique que les Menchéviks russes qui déduisaient eux la « nature révolutionnaire » de la bourgeoisie russe de la simple survivance d'une exploitation féodale. Au reste, le P.C.C. et Mao sont allés jusqu'à accrédi-ter la fausse thèse d'un « féodalisme chinois » afin de mieux redorer le blason « révolutionnaire » de la bourgeoisie nationale. Si la réforme agraire était dans ce pays rural la principale tâche de la révolution, la situation réelle de la paysannerie enlevait dès le début à la bourgeoisie tout rôle révolutionnaire dans ce domaine. C'est qu'en Chine, la terre n'était pas monopolisée comme dans l'Europe féodale par une classe noble indépendante, mais par une bourgeoisie marchande et usurière. L'oppression que celle-ci exerçait sur la paysannerie ne tenait pas tellement à des liens de dépendance personnelle qu'à des rapports nettement mercantiles : la disproportion entre l'énorme population paysanne et la terre monopolisée par cette bourgeoisie lui permettait en effet d'exiger des loyers exorbitants ; en outre l'économie paysanne elle-même ayant cessé d'être une économie naturelle, le tenancier devait emprunter le capital d'exercice au propriétaire qui était le seul « banquier » accessible, et qui en profitait pour pratiquer des taux usuraires.

(A suivre.)

à propos de l'Europe unie

LES POINTS SUR LES I...

Dans notre article sur le « Marché Commun et l'Europe Unie » paru au numéro 19, nous avons vu comment cette « grande idée » ne trouvait une certaine résonance que grâce à l'avantage économique du moment dont bénéficiaient les Six dans la lutte incessante qu'ils doivent mener contre la pression étouffante des impérialismes américain et russe. Notre conclusion était que ce regain de jeunesse de l'Europe découlait de la reconstruction d'après-guerre dont les effets sont encore sensibles, mais qu'il ne saurait infléchir la tendance qui voue l'Europe à une décadence irrémédiable.

Nous allons maintenant montrer que cette conclusion ne repose nullement sur un pessimisme de mise mais bien au contraire se lit clairement dans les données réelles analysées au moyen des solides théories classiques du marxisme.

Jetons donc un coup d'œil sur les statistiques provenant des officines mêmes du Capital. Le tableau (1) ci-dessous donne en pourcentage la participation des principaux pays capitalistes à la production mondiale. Il illustre à une manière frappante la décadence historique des principaux pays de l'Europe occidentale, Angleterre en tête :

(1) Tableau établi d'après les données de J. Kuczinski, *Studien zur Geschichte der Weltwirtschaft*, Berlin 1952, p. 31 et 32.

Année	Angleterre	U.S.A.	Allemagne	France	Russie	Total de Reste du monde	l'Angleterre, France, Allemagne
1860	36 %	17 %	16 %	12 %	4 %	15 %	64 %
1870	32	23	13	10	4	18	58
1880	28	28	13	9	3	19	50
1890	22	31	14	8	3	22	44
1900	18	31	16	7	6	22	41
1910	14	35	16	7	5	23	37
1913	14	36	16	6	6	22	36
1920	14	47	9	5	1	24	22
1930	9	39	11	7	8	26	27
1937	9	35	10	4	17	25	23
1946	8	49	2(2)	3	17	21	13
1950	7	39	4(2)	3	25	26	14

Depuis 1860, le « despote du marché mondial », la vieille Angleterre, voit son pourcentage de participation à l'industrie mondiale (et donc sa puissance politique, militaire et sociale) baisser avec une régularité qui ne lui laisse aucun espoir d'inverser le mouvement : 1860 : 36 % et 1950 : 7 % ! Mais parallèlement les deux autres grands pays de l'Europe occidentale, l'Allemagne et la France, ne sont pas à meilleure enseigne : 1860 : 28 % et 1950 : 7 % (mauvais signe pour l'Europe Unie... dans le malheur et l'amertume du passé). Ici également il n'y a aucun espoir de remonter la pente et de reconquérir les fastes d'antan. En outre, le déclin de l'Europe se trouve consommé par la perte de la presque totalité de ses colonies d'où devaient surgir ses rivaux d'aujourd'hui et notamment le despote actuel du monde : les U.S.A.

Mais une autre remarque, non moins importante, s'impose à la lecture de ce tableau. Elle concerne le fameux problème de l'*industrialisation harmonieuse du monde* (qui éviterait à l'Europe une chute trop « inharmonieuse » ?!). Nous voyons qu'à certains moments une telle tendance se dessine ; mais elle est tout à fait éphémère et se trouve stoppée net par les guerres qui ne se produisent pas par hasard, mais manifestent la tendance historique profonde de la concentration de la production dans un seul pays ou bloc. Nous avions à la veille de la première guerre mondiale, en 1913, un certain épanouissement des puissances industrielles existantes qui ne faisait qu'aiguiser la concurrence mondiale à un degré encore jamais atteint, si bien que le bel équilibre qu'on vantait devait disparaître sur les champs de bataille pour laisser place à la concentration capitaliste inévitable, prédite par le marxisme à l'échelle des entreprises comme des nations. Et en 1920, le fait qui correspond à la tendance à long terme, apparaît clairement : La production des U.S.A. s'élève à 47 % de la production mondiale, celle des trois « Grands » de l'Europe occidentale pris ensemble (et qui comptent deux vainqueurs !!!) à 22 % seulement.

(2) Allemagne occidentale seulement. On sait qu'une guerre mondiale éclate à chaque fois que l'Allemagne atteint le niveau de production des grandes puissances et notamment de l'Angleterre. La division de l'Allemagne en deux pays « ennemis » a évidemment pour tâche de retarder une nouvelle échéance.

A la veille de la seconde guerre mondiale, nous avons de nouveau un bel essor en tous sens et jamais la répartition de la production mondiale n'avait semblé aussi « équilibrée » : U.S.A. : 35 % ; Angleterre : 9 % ; Allemagne : 10 % ; France : 4 % ; Russie : 17 %. De même que le premier conflit mondial, le second mit bon ordre à tout cela et la production d'après-guerre atteignit une concentration encore jamais égalée au bénéfice du grand défenseur désintéressé des libertés éternelles : en 1946, les U.S.A. accaparent 49 % de la production globale (se permettant même le luxe de nourrir l'Europe affamée : les braves gens !). Les trois « Grands » d'Europe occidentale pris ensemble ne représentent plus cette fois-ci que 13 % contre 23 % en 1937 et le reste du monde (qui n'en peut mais !) 21 %. Mais courage ! La paix capitaliste est revenue et avec elle l'espoir d'un « équilibre » des forces. Les « invalides » et « amputés de guerre » vont pouvoir se retaper et donner au monde, et à eux-mêmes, l'illusion que les Nations sont à présent unies, qu'on ne va plus s'ent'égorger pour de bas intérêts matériels, mais collaborer tous ensemble ; bref que le capitalisme s'est rénové et a changé de conceptions. Nous voici revenus à l'idéologie du premier entre deux-guerres, mais nous savons que ce qui arrivera ne sera qu'une répétition combien aggravée de ce qui a déjà eu lieu.

La baisse du taux d'accumulation du capital.

La tendance historique à la concentration de la production à l'échelle des nations s'observe le plus nettement après les guerres, parce que son effet est renforcé par la destruction des pays vaincus. A l'inverse, elle s'obscurcit dans les périodes de reconstruction, laissant place à une certaine « redistribution » (mais toujours moins « équitable » que dans la période similaire précédente) de la production capitaliste mondiale. C'est ce que nous avons signalé dans notre précédent numéro, lorsque nous disions que ces dernières années l'Europe regagnait du terrain sur l'Amérique (« En 1954, l'Europe des Six rattrapait les U.S.A. et retrouvait ses positions de 1938 » pour ce qui concerne le commerce extérieur). On voit que cette tendance apparaît non seulement dans la production, mais aussi dans le commerce. Mais elle n'est que passagère et ne fait dévier que momentanément les forces historiques profondes qui obligent à la longue le capital à se concentrer de plus en plus. Pourquoi ? C'est ici qu'intervient la loi fondamentale de la baisse de l'augmentation relative de la production liée à la baisse du taux de profit. Enonçons-la brièvement : *l'accumulation du capital croît à un rythme rapide à ses débuts, et à un rythme lent à sa maturité.* Autrement dit les pourcentages d'augmentation relative de la production décroissent régulièrement au fur et à mesure que le capitalisme vieillit. Cela ne signifie pas pour autant que la production n'augmente pas d'une façon absolue ; ce qui diminue constamment c'est le rapport entre l'augmentation de la production et la production de la période précédente. Par ailleurs, ce phénomène n'apparaît pas mécaniquement dans les variations annuelles de la production, mais sur de longues périodes, dans la résultante générale des multiples variations qui représente le seul élément à considérer pour apprécier l'évolution historique de l'économie capitaliste. La décadence de la vieille Europe par rapport aux capitalismes plus jeunes comme les U.S.A. et P.U.R.S.S. illustre et confirme cette loi fondamentale du ralentissement de l'accumulation chez les vieux capitalismes qui s'explique elle-même par la loi de la baisse tendancielle du taux de profit.

Le tableau suivant nous permet de comparer les indices de production ainsi que les taux d'augmentation de la production des trois principaux pays d'Europe occidentale et des Etats-Unis.

An- nées	ANGLETERRE		ALLEMAGNE		FRANCE		U.S.A.	
	In- dices	Taux d'augment.	In- dices	Taux d'augment.	In- dices	Taux d'augment.	In- dices	Taux d'augment.
1859	24	24	10	10	17	17	3	3
1865	32	32	15					
1867				4,6 %				
1869					29			
1870								
1871	45	3,2 %				4,2 %		
1872			18	18				7,1 %
1873							10	
1883	56	56			45	45		
1889	62							
1891			36	4,5 %		2,1 %		
1892		1,8 %			49		29	29
1899	73				63	63		
1900			62	62				
1906	84	84	83					6,1 %
1907		2,5 %		3,7 %	76	3,4 %	77	
1911	87							
1913	100	100	100	100	100	100	100	100
1920							133	4,2 %
1923		0,7 %		0,2 %			162	133
1927	106					0,8 %		4,9 %
1929	113	113	103	103			205	205
1930					114	114		
1936		2,0 %	109					0,9 %
1937	132	132					220	220
1943				2,4 %			445	
1951	171					1,1 %		
1952		2,0 %			118			4,6 %
1953							486	
1956	193	193	195	195	150	150	517	517

Voici, à part, les mêmes données pour la Russie :
 1920-26 : 41,4 % ; 1926-33 : 19,8 % ; 1933-40 : 17,3 % ; 1940-48 : 2,1 % ;
 1948-51 : 20,8 % ; 1951-56 : 12,6 %.

De l'ensemble de ces données apparaît une nette tendance à la baisse des taux de production pour tous ces pays :

Angleterre : 1859-65 : 4,8 % - 1937-56 : 2 %.
 Allemagne : 1859-72 : 4,6 % - 1929-56 : 2,4 %.
 France : 1859-83 : 4,2 % - 1930-56 : 1,1 %.
 U.S.A. : 1859-92 : 7,1 % - 1937-56 : 4,6 %.
 Russie : 1920-26 : 41,4 % - 1951-56 : 12,6 %.

On constate en outre un *décalage* qui se manifeste dans le temps. Les capitalismes nationaux entrent successivement sur la scène de l'histoire si bien que coexistent à chaque époque des capitalismes vieux et jeunes. Il faut remonter de près d'un siècle en arrière pour retrouver en Europe le taux d'augmentation des Etats-Unis entre 1937 et 1956, et bien plus loin encore pour retrouver les taux de la Russie.

Nous retrouvons donc la même loi fondamentale qui s'applique implacablement à tous les pays d'économie capitaliste ; seulement, comme leur *développement est inégal* dans le temps et dans l'espace, les rythmes de production différent, si bien que certains pays *sont rattrapés* par d'autres, ce qui est advenu aux pays de la vieille Europe (et c'est le vœu de la Russie pour ce qui concerne l'Amérique, et de la Chine pour ce qui est de la Russie). Il est bien certain que, dans cette course seuls peuvent concourir les pays qui offrent un champ très vaste (extension territoriale, population, ressources du sous-sol, fécondité du sol) au développement capitaliste et peuvent, à l'ère de l'impérialisme, s'industrialiser en reprenant et en développant les techniques modernes de production. Aussi l'impérialisme, qui a dû subir les révolutions nationales-bourgeoises de l'après-guerre, a réagi — en l'absence de toute action du prolétariat — en morcelant les pays qui arrachaient leur indépendance : 50 pays en Afrique, c'est ce qui s'appelle mettre en pièces ses rivaux éventuels ! C'est aussi la raison de l'hostilité générale de *tous* les pays capitalistes (y compris l'U.R.S.S.) envers la Chine, le secret de la crainte du « péril jaune ».

Par conséquent, nous pouvons affirmer que, même si l'Europe parvenait à s'unir (ce qui est exclu), elle ne pourrait pas combler son retard (en dépit de la conjoncture momentanément favorable) sur des pays aussi vastes et *plus jeunes* qu'elle, comme les U.S.A. et la Russie, parce que ce retard a ses racines dans les lois du développement historique du capitalisme, parce que l'Europe occidentale a un capitalisme ancien et donc nécessairement *un rythme de croissance lent et sénile* (3).

La période d'exception confirme la règle.

Le marxisme se préoccupe essentiellement de dégager les lois générales valables dans tous les pays et pour l'ensemble du cours historique. Comme le dit Marx, « si l'on voulait expliquer d'abord tous les phénomènes qui semblent contredire la loi, il faudrait offrir la science *avant* la science. C'est justement l'erreur de Ricardo (c'est-à-dire de l'économie politique bourgeoise. NDR.) ». C'est sur cette base « fragile » que s'appuient les opportunistes, qui voient toujours des « nouveautés », des « exceptions », des « imprévisibilités ».

Nous allons donc passer maintenant à l'analyse plus limitée de la période « exceptionnelle » de la reconstruction. Il est un fait que, depuis la fin de la

(3) C'est pourquoi les U.S.A., par exemple, ne résolvent pas leurs difficultés de débouchés en déversant en Chine l'excédent de leurs capitaux, ce qui par réaction développerait ensuite un capitalisme jeune et *prometteur*, dangereux pour toutes les vieilles puissances capitalistes. Avec le Plan Marshall à l'Europe, les U.S.A. ne couraient évidemment aucun risque de ce genre. (Ces considérations n'ont pas besoin d'être pensées, pour s'appliquer.)

guerre, le redémarrage de l'Europe est net.

En partant de l'indice 100 en 1946, on passe en 1960 à l'indice de la production de 290 pour la France ; 415 pour l'Italie ; 845 (!) pour l'Allemagne ; l'Angleterre, bon dernier des européens, voit son indice passer à 174 seulement. Et si pour mieux situer ce redémarrage par rapport à l'ensemble nous classons par ordre décroissant d'indice les principaux pays capitalistes, nous obtenons : 1 - Japon ; 2 - Allemagne ; 3 - Russie ; 4 - Italie ; 5 - France ; 6 - Etats-Unis ; 7 - Grande-Bretagne. Or qui remporte la palme ? Les vaincus d'hier : Allemagne et Japon et en d'autres mots *les pays les plus détruits par la guerre*. Confirmant la loi générale, ce sont les pays les plus détruits qui sont les plus rajeunis et ont donc les taux de croissance les plus élevés. Le carnage y a rempli le plus radicalement la fonction qui lui est assignée : destruction du capital mort et vivant, régénération dans le feu de la mitraille et les bombes d'un capitalisme périlicieux. Voilà donc notre loi démontrée... « a contrario » : puisque le capitalisme ne peut plus maintenir les rythmes d'accumulation de ses débuts, il faut, pour lui rendre la vigueur de sa jeunesse, détruire matières premières, forces de travail et machines qui le composent ! *Et ainsi la guerre et la paix confirment le cours catastrophique du capitalisme décrit par Marx*. Le progrès capitaliste est inévitablement lié aux guerres, aux ruines et aux morts. « Le capital sue or, sang et boue par tous ses pores », de la période de l'accumulation primitive à sa phase sénile.

La question allemande.

Ainsi, l'Europe, grâce aux destructions de la guerre impérialiste — solution *bourgeoise* des crises capitalistes — a vu pour un temps s'éloigner l'échéance. Comme le montrent les indices de production, c'est à l'Allemagne que revient essentiellement ce regain de force.

Il a fallu certes que ce pays reconstitue son potentiel économique, ce qui absorbe une partie de ses progrès foudroyants, mais dans le même temps il a modernisé son équipement technique, ce qui lui permet, avec une main-d'œuvre relativement bon marché, de rivaliser victorieusement même avec les Etats-Unis et parfois même sur le marché intérieur de ceux-ci..., tout comme de vulgaires Japonais.

Le tableau ci-dessous montre l'ampleur du rôle de l'Allemagne comme moteur de l'Europe sur le plan du commerce extérieur (c'est avec le *marché commun* que l'on prétend parvenir à l'Europe unifiée, ne l'oublions pas !) :

L'Allemagne est donc le seul pays d'Europe ayant depuis 1952 une balance positive et qui voit sa position mondiale s'affermir.

En conclusion, ce renforcement de l'Allemagne a-t-il l'heur de plaire aux autres partenaires européens ? Nous savons que la réconciliation franco-allemande après 1945 n'a pas empêché la mainmise française sur la Sarre. Avant que cette dernière ne retourne à nouveau à l'Allemagne, un équilibre relatif existait entre la France et l'Allemagne, la première (avec la Sarre) produisait ainsi environ 19,5 millions de tonnes d'acier et l'Allemagne 21. Après le rattachement, le déséquilibre était flagrant : Allemagne 26,5 et France 14,5, et l'écart ne cesse de se creuser depuis.

Il est certain que les nouveaux « alliés » de l'Allemagne contrecarrent

COMMERCE EXTERIEUR DES PAYS DU MARCHE COMMUN,

DE L'ANGLETERRE ET DES ETATS-UNIS

(millions de dollars)

<i>Marché Commun</i>	1938	1948	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959
Exportations	4.360	6.500	9.290	13.790	13.770	14.090	15.780	18.370	20.070	22.470	22.770	25.220
Importations	5.130	10.470	11.210	15.200	15.140	14.920	16.620	19.280	22.350	24.820	22.940	24.290
Balance	- 770	- 3.970	- 1.920	- 1.410	- 1.370	- 830	- 840	- 910	- 2.280	- 2.350	- 170	+ 930
<i>Allemagne de l'Ouest</i>												
Exportations		700	1.976	3.463	4.002	4.389	5.248	6.135	7.358	8.575	8.807	9.805
Importations		1.570	2.697	3.491	3.814	3.771	4.571	5.793	6.617	7.499	7.361	8.478
Balance		- 870	- 721	- 28	+ 188	+ 618	+ 677	+ 342	+ 741	+ 1.076	+ 1.446	+ 1.327
<i>Autres pays du Marché Commun</i>												
Exportations	2.757	5.802	7.312	10.330	9.768	9.702	10.533	12.232	12.710	13.898	13.958	15.411
Importations	3.494	8.698	8.516	11.713	11.359	11.150	12.053	13.488	15.731	17.321	15.579	15.808
Balance	- 737	- 3.096	- 1.204	- 1.383	- 1.591	- 1.448	- 1.520	- 1.256	- 3.021	- 3.423	- 1.621	- 397
<i>Angleterre</i>												
Exportations	2.414	6.297	6.048	7.179	7.178	7.153	7.419	8.054	8.800	9.266	8.893	9.325
Importations	4.259	8.070	7.035	10.540	9.296	9.025	9.129	10.483	10.413	10.960	10.096	10.806
Balance	- 1.835	- 1.773	- 987	- 3.361	- 2.118	- 1.872	- 1.710	- 2.429	- 1.613	- 1.694	- 1.203	- 1.481
<i>Etats-Unis</i>												
Exportations	3.064	12.545	10.149	14.888	15.054	15.661	14.986	15.430	18.947	20.682	17.732	17.393
Importations	2.180	7.163	8.853	10.921	10.815	10.874	10.319	11.410	12.645	13.109	12.918	15.050
Balance	+ 884	+ 5.382	+ 1.296	+ 3.967	+ 4.239	+ 4.787	+ 4.667	+ 4.020	+ 6.302	+ 7.573	+ 4.814	+ 2.343

autant que possible son renforcement (voir par exemple leur accord pour diviser l'Allemagne en deux « nations ennemies »). Nous pouvons donc affirmer que le problème de l'unification de l'Europe n'est pas aux yeux des bourgeoisies française, anglaise, belge, etc., une question de réconciliation, à moins que l'on entende par là : tenir l'Allemagne en lisière.

Bien que la vieille Europe soit elle-même prise de bougeotte avec la reprise économique de cet après-guerre, elle continue d'avoir « horreur » du dynamisme... allemand. Loin de « s'assagir », elle reste la jungle des nationalismes. Pas plus que les U.S.A. et la Russie, la France et l'Angleterre ne peuvent régler le problème allemand qui hante les « démocraties » tout autant que la *bourgeoisie* de l'Allemagne.

La Russie révolutionnaire de 1917 avait vu juste : c'est le *prolétariat* allemand, placé au centre névralgique des rapports mondiaux qui détient la clé et peut renverser d'une manière décisive le rapport des forces en faveur du communisme. La contre-révolution stalinienne et krouchtchevienne a cru qu'il suffisait d'écraser l'Allemagne, de la maintenir sous la botte de l'occupation, de perpétuer sa division, pour bannir à tout jamais la réalisation de cette perspective grandiose du Bolchevisme et du Spartakisme. Elle s'imposera à nouveau à la conscience des masses prolétariennes d'Europe le jour où le « miracle allemand » fera place à la crise inéluctable qui sonnera le glas de l'opportunisme obtus et conservateur de l'Europe bourgeoise, et réenflammera la lutte par le fer et par le feu pour la destruction du capitalisme mondial.

VIVE SPARTACO

Devant la poussée revendicative du prolétariat italien et l'intervention croissante de nos camarades internationalistes dans les luttes économiques menées à Milan, Florence, Turin, Forlì, Palma Nova, etc., le besoin se faisait sentir en Italie d'un organe central développant à l'échelle nationale la critique du réformisme syndical des stali-niens, renforçant le réseau des communistes révolutionnaires dans les usines et ratta-chant cette activité aux tâches plus généra-les de la reconstruction du parti de classe.

En publiant à Milan le premier numéro de « Spartaco », bulletin central d'orientation et de lutte des communistes internationalistes adhérent à la C.G.T.I., le parti se donne une arme nouvelle contre la trahison des bonzes syndicaux et contre le stalinisme dans son ensemble. « Spartaco » vient s'ajouter au « Tramviere Rosso » de Florence qui l'avait précédé dans l'organisation du travail syn-dical des militants internationalistes.

« Spartaco » se distingue de toutes les au-tres feuilles « syndicales » dont l'horizon se borne à l'usine ou à la catégorie, au calcul des normes ou à la gymnastique stérile des mouvements partiels. « Spartaco » déblaie le terrain de la lutte de classe.

En opposition au stalinisme qui cherche dans le droit bourgeois, dans les discussions avec le patron ou dans des méthodes de lutte dites « scientifiques » (grèves tournan-tes, etc.) la « solution » des conflits du tra-vail avec le capital, « Spartaco » affirme que la direction des luttes immédiates n'est pas une question technique, mais une affaire politique qui débouche sur la condamnation du réformisme et de l'Etat bourgeois.

A la différence des tendances ouvriéristes qui, dans les grands moments de lutte, ne font qu'apporter de l'eau au moulin du ré-formisme et qui, dans les périodes de re-flux, sombrent dans la même agitation frac-tionnée que préconise l'opportunisme, sans vouloir tirer les leçons politiques des dé-faites, « Spartaco » entend, par dessus les hauts et les bas de la conjoncture économi-que et sociale, coordonner les différentes phases de l'activité des Communistes Inter-nationalistes au sein du prolétariat : action permanente dans les usines et les syndicats, diffusion de tracts et de mots d'ordre dans

les moments de lutte ouverte, critique et propagande politique dans les moments de repli.

Cela, seul « Spartaco » peut le faire, car il est le cri de guerre du parti de classe. Dans les escarmouches d'aujourd'hui, il pré-pare les batailles de demain. C'est pourquoi ses revendications, même « immédiates », ne sont pas celles d'une catégorie ni d'un mo-ment de lutte; elles sont celles de tout le prolétariat, non seulement italien, mais mon-dial. Les prolétaires de France reconnai-trent dans le combat de « Spartaco » leur propre combat, dans son programme celui qu'ils devront suivre. Aussi nous ne pou-vons mieux saluer ce nouveau organe de classe qu'en traduisant ses mots d'ordre :

« Nous nous battons, nous Communistes Internationalistes, pour les mêmes princi-pes qui ont toujours inspiré les communistes révolutionnaires dans les luttes revendica-tives et dans les organisations économiques des travailleurs, pour les principes qu'ils ont TOUJOURS défendus contre l'opportu-nisme et le réformisme pantoufflard :

NOUS NOUS BATTONS POUR QUE LE SYNDICAT OUVRIER TRADITIONNEL, la C.G.T.I., RENAISSÉ COMME SYNDICAT DE CLASSE : un syndicat qui affirme et défend exclusivement les intérêts des pro-létaires et n'accepte jamais de les subor-donner aux prétendues exigences supérieu-res de l'entreprise, de l'économie nation-ale, de la patrie et encore moins à la dé-fense des institutions bourgeoises (consti-tution, démocratie, parlement, légalité). En-vers l'entreprise comme envers la nation, envers la démocratie comme envers le fas-cisme, le prolétaire est dans le même rap-port que le forçat envers sa galère : *il doit l'abattre et non la protéger !*

NOUS NOUS BATTONS POUR QUE RENAISSÉ LE SYNDICAT UNITAIRE DES TRAVAILLEURS ; ce syndicat ne sera unitaire ni par les compromis politiques et organisatifs avec les syndicats blancs et jau-nes, ni en se soumettant au chantage des organisations patronales comme la C.I.S.L. et l'U.I.L., mais lorsqu'il posera à tous les prolétaires des buts de CLASSE à atteindre par les méthodes de la LUTTE DE CLASSE.

Nous nous battons pour que les métho-

des et le contenu de la lutte reflètent dans chaque cas, même particulier et secondaire, l'objectif fondamental de la SOLIDARITÉ CROISSANTE ENTRE LES TRAVAILLEURS (Marx) ; nous nous battons pour le rejet de la méthode contre-révolutionnaire des luttes « articulées », de secteurs, fractionnées par catégorie, et par entreprise, pour le retour à la méthode des luttes les plus étendues possibles dans le temps et dans l'espace, et contre les actions morcelées, au compte-gouttes, au chronomètre.

Pour les mêmes motifs, nous nous battons pour l'abandon de la méthode criminelle des contrats séparés par entreprise et pour le retour à des revendications intéressant l'ensemble de la classe prolétarienne et en premier lieu la réduction générale et sans discrimination de la journée de travail, l'augmentation générale des salaires avec rapprochement croissant des salaires les plus bas et des salaires les plus élevés, l'abolition des primes de rendement qui lient l'exploité au char de son exploiteur, la suppression des heures supplémentaires. Tant qu'il a le malheur de vivre dans cette société, le prolétaire doit pourvoir vivre avec un salaire de base qui réponde à ses exigences vitales pour un nombre décroissant d'heures de travail, sans recourir aux heures supplémentaires et sans mendier des primes et des privilèges qui le séparent de ses camarades de peine !

Nous nous battons pour que l'organisa-

tion syndicale ne soit pas fermée sur le cercle sans issue de l'entreprise, mais pour qu'elle affirme et proclame dans les faits sa nature d'organisation générale et non locale de toute la classe ouvrière. En particulier, nous nous battons pour que renaisse la glorieuse tradition des Bourses du Travail, comme centres politiques de réunion et de combat de tous les ouvriers, et non comme succursales de la préfecture, du fisc, des sociétés de bienfaisance, ni comme appendices de la paroisse !

Nous nous battons contre les qualifications multiples, contre les différences de salaires selon les fonctions, le sexe, l'âge, la zone, dont le capitalisme se sert pour diviser la classe ouvrière.

L'apolitisme du syndicat est une fiction : ou bien, comme aujourd'hui, il fait une politique réformiste et patriote, servant ainsi les intérêts de la bourgeoisie, ou bien il exprime une politique communiste, révolutionnaire, de classe et alors seulement il défend les intérêts immédiats des prolétaires. Nous luttons pour que les luttes revendicatives et les organisations économiques deviennent, sous la direction du Parti Révolutionnaire Marxiste, le point de départ, le levier, de la lutte pour le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat !

Vive le Syndicat Rouge ! Vive la Révolution prolétarienne ! »

(« Spartaco », n° 1, 18-5-1962.)

Les luttes syndicales en Italie

Nous publions ci-dessous une note d'un de nos camarades du Parti Communiste Internationaliste d'Italie sur les luttes syndicales qui ont agité le prolétariat italien récemment. Le lecteur aura pu voir, dans la note présentant le bulletin « Spartaco », sur quelles bases politiques générales nos camarades d'Italie ont appuyé leur intervention dans ces mouvements de grève.

Malgré l'exaltation bourgeoise du « bien-être » sur laquelle l'économie politique moderne tente encore d'étayer les plus vieilles théories réformistes, les contradictions sociales ont explosé d'une manière violente et profonde. L'augmentation continue du coût de la vie, c'est-à-dire l'augmentation des denrées consommables et de première nécessité en particulier, et en général l'augmentation des prix au détail, a poussé les salariés italiens — et pas seulement italiens — à réclamer une révision de leurs salaires. Déjà, depuis la fin de 1961, l'indice du coût de la vie était monté de plusieurs points et les

prix des produits alimentaires, de la viande et des légumes plus spécialement, avaient notablement augmenté. Par contre les salaires étaient restés bloqués par l'accord réalisé il y a un an entre les syndicats et la Confindustria (association patronale) et, en dehors de quelques timides réactions, ils sont restés les mêmes en substance. Au début de l'année en cours, après avoir épuisé la dernière fraction de salaire annuel — les soi-disant « gratifications de Noël » — en réglant les dettes accumulées dans les mois précédents, les ouvriers, ne pouvant plus supporter la pression de la vie chère, ont commencé la longue série d'agitations dont la dernière, celle de 1, 2 millions de métallos, est encore en cours. En cinq mois, toutes les catégories se sont mises en grève ; les entreprises les plus importantes ont été bloquées pour une période plus ou moins longue par de profondes agitations revendicatives ; tous les secteurs de l'industrie et même de l'agriculture, nationalisés ou non,

ont été secoués par les luttes prolétariennes.

On calcule que cinq millions de travailleurs y ont été mêlés : en effet, tout le prolétariat italien a participé à ces luttes revendicatives.

La caractéristique commune à toutes ces agitations a été la revendication d'augmentations de salaire et, d'une manière moins nette, de la diminution de l'horaire de travail. Cette attitude revendicative des salariés n'a rien d'étrange : elle montre à quel niveau de famine sont leurs salaires et quel divorce se manifeste entre le rendement du travail, le salaire et les conditions d'existence. La meilleure démonstration en est dans ce paradoxe : en Italie, les heures supplémentaires sont interdites par la loi, sauf de rares exceptions, et la semaine de travail est depuis longtemps réduite de 48 à 44 heures, mais les ouvriers sont contraints d'accomplir une ou deux heures supplémentaires par jour pour obtenir un salaire moins dégradant. La paye moyenne d'un ouvrier en Italie, dans l'industrie, oscille entre 35 et 50.000 lires par mois suivant les régions, pour 7 heures et demie par jour. La seule location d'un appartement modeste de trois pièces coûte environ 15.000 lires par mois, un tiers du salaire, et un kilo de viande 1.500 lires. Ces données sont suffisantes pour avoir une idée moins vague de ce que sont les conditions inhumaines de vie des salariés.

Ces considérations, certes, ne sont pas faites par les ministres bourgeois qui doivent défendre et protéger leur appareil d'exploitation ; mais elles ne le sont pas non plus par les opportunistes syndicaux ou politiques qui dominent complètement le mouvement ouvrier. Pour eux, il n'existe pas de conditions « générales » du prolétariat, mais des conditions « différenciées » : par secteur, par entreprise, par département ou même par catégorie, région ou ville. Une vision globale de la classe leur échappe totalement parce qu'il ne la représente même plus sur le terrain syndical ; au contraire, ils représentent objectivement les intérêts particuliers et privilégiés de la couche peu nombreuse de l'aristocratie ouvrière et des techniciens, et par suite ils constituent une défense du régime capitaliste. De ce point de vue, les récentes luttes syndicales prennent une importance particulière : les prolétaires y ont posé d'une manière insistante aux directions syndicales la question d'augmentations qui ne soient pas calculées selon un pourcentage du salaire. Cela signifie que les véritables protagonistes des grèves et des agitations ont été

les travailleurs les moins payés, la grande masse des exploités ; et cela signifie également qu'ils se sont mis en mouvement pour des revendications unitaires et avec une vision générale de classe. Ainsi s'explique l'attitude particulièrement défaitiste des bonzes syndicaux face à la ténacité, à la violence et à la durée des grèves, ainsi que les divers épisodes de débordement des directions syndicales par les masses en lutte.

À la Lancia, fabrique d'automobiles, et à la Michelin de Turin, les grèves se sont prolongées pendant deux mois pour la première et pendant deux mois et demi pour la seconde. À la Michelin, les ouvriers ont à nouveau fait grève contre l'accord dérisoire signé entre les syndicats et la direction patronale et se sont lancés, malgré le déploiement des forces de police et les « bons conseils » des dirigeants confédéraux, contre la villa du patron avec l'intention de la dévaster. À cette occasion, les opportunistes de la C.G.I.L. et les agents bourgeois des confédérations syndicales d'inspiration patronale ont déployé toute leur activité pour empêcher que les grèves explosent en même temps et finissent par confluer.

La même technique défaitiste de division et d'émasculatation a été employée dans la grandiose grève des métallos de la Siemens à Milan, qui tentèrent de sortir de leur usine pour s'unir à l'agitation en cours à l'usine automobile milanaise de l'Alfa Romeo. Dans cet épisode, on a noté pour la première fois une réaction de classe des ouvriers contre leurs dirigeants syndicaux et politiques et un écho de l'agitation menée par nos groupes pour la grève générale et le dépassement des luttes limitées à l'entreprise.

Ces luttes continues du prolétariat italien prouvent bien l'existence des conditions économiques d'une grève générale ; si les ouvriers n'ont pas encore la force de reprendre sur une plus vaste échelle l'exemple de la Siemens et de l'Alfa Romeo, c'est à cause de l'hégémonie opportuniste sur la classe ouvrière.

Il apparaît clairement combien est importante et décisive la présence du parti de classe. Il suffit d'un minimum de conditions favorables pour qu'apparaisse sa fonction de guide du prolétariat, que le déterminisme de la société pousse vers le programme révolutionnaire.

Un exemple significatif de cette fonction nous est également fourni par l'intervention directe d'un groupe du parti dans les luttes et dans les grèves des travailleurs

d'un secteur important des transports urbains : l'entreprise de tramways de Florence. Solidement ancré aux positions du parti, sur la base d'une longue et infatigable critique de l'opportunisme, ce groupe a pu, ces derniers mois, impulser de sévères luttes contre la direction syndicale, toujours préoccupée de ne rien faire qui puisse nuire à l'entreprise. Dans ces heurts contre l'opportunisme, inévitables pour affronter avec la méthode classiste les luttes revendicatives elles-mêmes, se sont mis en avant des travailleurs jusqu'alors influencés par les partis pseudo-ouvriers ; ils se sont battus aux côtés de nos camarades contre les bonzes syndicaux, en faisant leurs critiques et les accusations que notre mouvement lance contre la politique de trahison des centrales syndicales et politiques.

Pas un jour ne passe sans que soient inventés, dans le cadre général de l'œuvre de conservation du système capitaliste conduite

de concert par les partis strictement bourgeois et les partis soi-disant socialiste et communiste, de nouvelles méthodes, de nouveaux instruments, de nouveaux moyens pour briser l'énergie de classe du prolétariat. Dans le domaine syndical, précisément, des efforts continuels sont faits pour créer le syndicat d'entreprise, véritable instrument de division de la classe ouvrière et tentative d'emprisonner plus encore les luttes ouvrières dans les limites de l'usine, d'en limiter l'horizon et les buts. Parallèlement on s'efforce d'obtenir la reconnaissance juridique du syndicat, c'est-à-dire la reconnaissance *de jure* du caractère corporatiste du syndicat en le transformant en un appendice de l'Etat capitaliste.

Pour s'aligner sur le front de la révolution communiste, il faut que la classe ouvrière brise et dépasse ces obstacles afin de retrouver son unité physique et l'unité de ses buts.

LES SYNDICALISTES DE LA "TABLE RONDE"

« La Vie Ouvrière », hebdomadaire de la C.G.T., publie dans son numéro du 23-5-62, un article intitulé « Ce qui obligera patrons et gouvernement à discuter », et dans lequel le bureau confédéral proteste vivement contre le fait qu'il n'ait pas été invité aux audiences accordées par le gouvernement aux organisations ouvrières et patronales. (1)

Prenant acte des premiers résultats des grèves, qui ont écourté le délai jusqu'au « rendez-vous de l'automne », les dirigeants de la C.G.T. constatent que le gouvernement tente une diversion en invitant seulement à ses « consultations » les délégués du patronat et les syndicats moins représentatifs que la C.G.T. « Dans ces conditions, dit l'article, les parloles qui sont entreprises seront considérées à juste titre comme une tentative d'éluider les vrais problèmes, de détourner le mécontentement des travailleurs, de

les leurrer de nouvelles promesses et d'essayer de les diviser. » Mais, même absente, la C.G.T. pèsera sur les conversations : « Aucune manœuvre ne peut empêcher les salariés de suivre ses conseils et de se rassembler pour la lutte en faveur de son programme de revendications. »

Ce programme, écrit encore le bureau confédéral, est bien connu de M. Pompidou et des patrons : « Ces revendications correspondent aux besoins et désirs immédiats des ouvriers. Quoi qu'en disent les représentants du pouvoir et les patrons, elles peuvent être satisfaites *sans porter aucune atteinte* aux intérêts du pays, sans aucun danger d'inflation sur les bénéfices scandaleux que réalisent les capitalistes par la surexploitation des salariés, par les bas salaires et les longues journées de travail. »

Voilà le dernier mot du « possibilisme » et de l'opportunisme moderne lâché. Les capitalistes et l'Etat bourgeois invoquent l'intérêt national pour refuser de satisfaire aux revendications ouvrières ; et il est bien connu que cet intérêt-là laisse les travailleurs à leur place, c'est-à-dire à celle de la ration congrue. Mais la C.G.T. possède, elle, *une autre acception* de l'intérêt national et qui, à la différence de la première, pourrait permettre aux salariés de mieux vivre. Dans ces conditions, et puisque la C.G.T. va jusqu'à assurer que son programme ne porterait même pas une atteinte sérieuse aux

(1) Soit dit en passant, on peut apprécier avec humour, dans chaque numéro de « La Vie Ouvrière », la manière étonnante dont ce magazine — car c'en est un — entretient et développe le moral et la combativité des ouvriers. Chaque exemplaire comporte 2 ou 3 articles syndicaux ou politiques, mais aborde également les sujets les plus divers et les plus futiles : des indications concernant le matériel de camping (marques et prix), la feuille de la mode pour Madame, les cadeaux à offrir pour la Fête des Mères, une nouvelle littéraire ou un « suspense », sans oublier la page des sports... « pour les poumons », comme chanterait Léo Ferré.

« bénéfiques scandaleux », pourquoi diable le gouvernement refuse-t-il de discuter avec elle ? Par « égoïsme, cupidité, aveuglement de classe » ? Supposons-le un moment. Les autres centrales syndicales sont invitées aux discussions parce que plus conformistes, plus serviles, parce qu'ayant de « l'intérêt national » la même *acceptation* que les bourgeois (augmentations de salaires subordonnées à celle de la productivité, recherche de l'arbitrage dans les conflits sociaux, etc...). Mais en admettant que la C.G.T. soit *réellement* opposée, et d'une façon inconditionnelle, c'est-à-dire sans souci de la conjoncture politique, à cette orientation (ce qui est faux : il suffit à se référer à son attitude de 1945-47), sur quoi reposerait la différence qui existerait ici entre ses militants et ceux des autres centrales ? Quel critère les distinguerait ? On voudrait nous faire croire qu'il ne s'agirait là que d'une question d'*honnêteté* des dirigeants, ce qui simplifie bien les choses. En réalité, une orientation syndicale de type « F.O. » ou « C.F.T.C. » a toujours une *base économique et sociale*. Ces syndicats s'appuient plus ou moins directement sur des catégories de salariés relativement favorisés et qui, pour cette raison, sont plus perméables à l'idéologie conservatrice, plus vulnérables aux manœuvres de division employées par le patronat et l'Etat. Et si leurs dirigeants sont conviés aux consultations officielles, c'est précisément parce que ces consultations n'ont pas d'autre objet que de débattre le montant et les conditions de cette corruption : entre les représentants du capitalisme et ses complices syndicaux, il s'agit purement et simplement de déterminer par quelles concessions partielles et limitées, il est possible d'empêcher des *revendications d'ensemble* de la classe ouvrière. A de telles « audiences » on ne peut débattre que cela et rien d'autre. On voit mal, dès lors, ce que la présence de la C.G.T. pourrait y changer. Il y a là une contradiction flagrante entre ce qu'elle prétend vouloir *en général* — l'élévation du niveau de vie de toute la classe — et ce qu'elle désire dans l'immédiat : participer à des discussions qui n'ont pour but que de satisfaire le seul intérêt de quelques catégories. Dans la mesure où la C.G.T. est capable de tenir ses promesses, c'est-à-dire de taper du poing sur la table ronde autour de laquelle siègent patrons et laquais du capitalisme, le premier résultat d'une action qui, comme elle le demande, aurait pour but d'y imposer sa présence, serait de rendre cette présence impossible en rompant les pourparlers. Les ouvriers

qui se seraient battus pour en arriver là n'auraient rien fait d'autre, pour leurs revendications, que gaspiller cette énergie de lutte que leurs ressources économiques leur dispensent avec tant de parcimonie.

Mais « les choses étant ce qu'elles sont », il faut pourtant répondre à ce problème de la présence ou de l'absence des organisations ouvrières dans les discussions avec le patronat et le gouvernement. Les classiques auxiliaires syndicaux du capitalisme viennent marchander auprès des représentants de l'Etat et des capitalistes les résultats de leur triste activité de sabotage de la lutte ouvrière, c'est un fait qu'on ne peut ni ignorer ni dédaigner. En présence de cette situation que devrait faire une organisation syndicale véritablement soucieuse de défendre les intérêts du prolétariat ? C'est le passé, celui qui vit une C.G.T. encore assez imprégnée d'esprit de classe pour englober de véritables combattants prolétariens, qui nous fournit la réponse. A cette époque, il y avait déjà des catégories professionnelles privilégiées et, à leur tête des dirigeants aux ordres du capitalisme, des hommes acharnés à faire prévaloir la discussion et non la lutte, les mouvements dispersés et non l'action unitaire : tous ces faits sont classiques et inévitables dans la phase de décomposition avancée du système bourgeois. Contre eux, comment luttèrent et comment pouvaient lutter les défenseurs véritables de la classe ouvrière ? En pronçant la lutte unie de toute la classe, en dénonçant le mensonge de la vision réformiste qui prétend apaiser la lutte sociale par des transactions portant sur la situation des ouvriers ; en poussant l'action revendicative dans ses voies les plus radicales, non pas tellement pour atteindre ses résultats économiques, toujours éphémères sinon décevants, mais *pour ouvrir les yeux* des travailleurs sur la véritable nature de leur condition et sur l'impossibilité d'en sortir autrement que par la destruction du capitalisme ; en affirmant cette formule dure mais vraie : dans la société bourgeoise, pas de salut pour le prolétariat. Où trouvaient-ils les éléments de leur détermination ? Dans la conviction que la lutte revendicative, si elle est conduite avec l'ampleur et les moyens appropriés, doit forcément compromettre le bilan des entreprises et, à la longue, acculer l'Etat capitaliste à la crise, avec, pour conséquence, la propulsion de la classe ouvrière, des usines et faubourgs où elle est confinée, jusque sur le devant de la scène politique, tout en la plaçant elle-même, et par sa propre expérience, devant la seule alter-

native historique du monde moderne : dictature du prolétariat ou dictature de la bourgeoisie. Et, en attendant ce point culminant de l'action de masse, dans la dure lutte quotidienne où il leur fallait se garder des pièges de la bourgeoisie, déjouer les manœuvres de ses complices, dessiller les yeux de ceux qui les suivaient, disputer aux larbins du capitalisme la direction des mouvements revendicatifs, car leur monopole tendait à les étouffer dans l'œuf, que répondaient-ils aux arguments de « l'intérêt national », des « impératifs de la production » qui leur étaient jetés à la face pour déprécier les mots d'ordre d'action et y substituer ceux des compromis ? Ils répondaient tout simplement qu'ils se moquaient de l'intérêt *capitaliste*, de la production *capitaliste*, que la perspective catastrophique de la crise de l'économie bourgeoise ne les effrayait pas, que, de toute façon, prospérité ou marasme, des masses compactes de travailleurs sont sacrifiées à l'incessant développement du capitalisme et que, si crise il y avait, elle serait la bienvenue pourvu qu'elle provoque l'intervention révolutionnaire du prolétariat. Bien loin de participer aux « plans de production » et aux mesures propres à « normaliser » les salaires, ils s'affirmaient insolemment *non solidaires* des raisons invoquées pour justifier ces objectifs. Ils étaient *pour* la catastrophe inévitable et *ils le disaient*.

Mais les hommes de l'actuelle C.G.T., même si quelques-uns d'entre eux appartirent dans leur jeunesse à ce type de militants, sont aujourd'hui bien éloignés de pareilles positions. Ils ne dénoncent pas les manœuvres classiques entre le gouvernement et les syndicats jaunes; ils veulent simplement les contrôler. Non seulement ils désirent participer à ce qu'ils appellent eux-mêmes des « parlotes » destinées « à éluder les vrais problèmes », mais ils pressent les ouvriers de les y propulser par leurs propres mouvements. Ils demandent aux travailleurs de « développer l'action », non pas pour *l'aboutissement direct* de leurs revendications, mais pour « que les patrons viennent de plus en plus nombreux *discuter* avec la C.G.T. », non pas pour mettre le gouvernement en présence d'une action générale et résolue pour l'élévation du niveau de vie des ouvriers, mais pour que « le pouvoir lui-même » en vienne à « des *discussions* sérieuses et sans discrimination ».

Mais que diable peut-on encore « discuter » après tant de refus, de fins de non-recevoir, d'aumônes aussi injurieuses que dérisoires ? Il semble que les choses sont

bien claires en ce qui concerne la position officielle du gouvernement et du patronat. Le plan d'accroissement de la production prévoit un taux de progression de 4,5 % par an; l'Etat — « conseil d'administration », selon Marx, des intérêts de la *classe* dominante (et non des seuls « monopoles » comme l'affirme la C.G.T.) — ne veut pas que les augmentations de salaires dépassent le 4 %. Si cette limite était franchie le capitalisme français serait donc en faillite ? Certes pas. Mais la conjoncture de l'actuelle « prospérité » serait bien compromise, la production française en mauvaise posture sur le marché international, la bourgeoisie française vouée, à la longue, à perdre ses facultés de corruption et de maîtrise sociale et la stabilité politique à laquelle elle est enfin parvenue. Et c'est pourquoi, non pas quelques trusts et quelques banques, mais toutes les classes et sous-classes liées à la solidité de la monnaie, à l'accroissement du rythme productif et autres éléments de l'euphorie capitaliste, sont hostiles au « feu vert » sur les salaires. Voilà la réalité, une réalité qui perce bien plus souvent sous les déclarations cyniques ou dissimulées des ministres qu'elle n'apparaît dans la phraséologie des « représentants » de la classe ouvrière.

Pourtant la C.G.T. a son image véritablement à elle des « vrais problèmes »; image grotesque qui se situe au niveau exact des dessins-charges de son magazine, où de Gaulle est le pilier des Cent-Familles et les magnats de l'industrie portent le haut-de-forme de l'époque Tardieu. Pour la C.G.T., la solution est toute simple : que M. Bous-sac se prive de quelques-uns de ses canas-sons les plus coûteux, que le grand patron n'offre qu'un manteau de zibeline au lieu de deux à sa petite amie, que les conseils d'administration des grandes sociétés renoncent à une partie modique de leur superbénéfices, que le gouvernement distribue les crédits qu'il consacre à la production de guerre et tout ouvrier aura sa petite part des infâmes « satisfactions » de la société bourgeoise décadente : une fourrure de lapin pour Madame, un jouet téléguidé pour Bébé, la voiture ou la tente spacieuse pour Monsieur. De grâce, un peu d'oseille pour que le prolétaire puisse se croire devenu un bourgeois : voilà le fin mot de la formule revendicative de la C.G.T. Quelle sinistre connerie !

Derrière ces revendications superficielles et corruptrices, il y a, en réalité, tout le problème des mal-payés; le vrai problème, celui-là, le problème des hommes qui font

cinquante heures par semaine, et dans quelles conditions ! pour ne pas atteindre cinquante mille anciens francs par mois. Et à côté d'eux le luxe de pacotille et de clinquant, le faux confort, non seulement des bourgeois, mais de tout le secteur « tertiaire », des politiciens, des militaires et des bureaucrates. C'est parce toutes ces revendications de « promotion sociale » et de « salaire décent » avancées par la C.G.T. camouflent les véritables éléments de l'oppression économique de la classe ouvrière que nous ne voulons pas qu'on représente le contraste entre capital et travail sous l'aspect d'une image d'Epinal. Il est bien certain que le luxe inouï des grands bourgeois, leur intérêt individuel, la part personnelle qu'ils prélèvent sur les bénéfices font partie du profit extorqué au prolétariat. Mais ils n'en constituent qu'une partie relativement modeste et d'y rogner, si c'était possible, ne changerait rien au problème fondamental. C'est le *mécanisme économique et social* du capitalisme *dans son ensemble* qui écrase la classe travailleuse, et non pas le prélèvement personnel qu'il autorise aux bourgeois, et qui est presque négligeable. C'est la dynamique aveugle du capital — gaspillage et production inutile, lutte contre la baisse du taux de profit, compression de salaire et accélération des normes pour rendre les prix « compétitifs », productivisme acharné pour conquérir des places sur les marchés mondiaux — qui fait de l'effort productif des ouvriers un calvaire et exige d'eux toujours plus de travail pour toujours moins d'argent. C'est pourquoi il est vain de prétendre supprimer l'exploitation en voulant réduire le profit, de freiner son expansion sans compromettre la situation sociale des classes qui en vivent. Ou bien l'on se place sur le plan de l'intérêt national que la C.G.T. prétend sauvegarder et *il n'est pas vrai* qu'en respectant ses impératifs on puisse sensiblement améliorer la situation de tous les travailleurs. Ou bien l'on se campe résolument sur le terrain de l'intérêt exclusif des ouvriers et alors on se fiche éperdument de l'intérêt national et on le dit. Hors de cette alternative, tout le

reste n'est que verbiage ou démagogie.

On entend d'ici l'objection classique de l'opportunisme : ce serait là une position « du tout ou du rien ». Mais en réalité ce que nous proposons aux ouvriers est bien éloigné du « tout » de la lutte prolétarienne qui n'est autre que la subversion totale de la société. Nous ne confondons pas revendica-

tion immédiate et révolution ; nous savons toutes les longues étapes qui séparent le premier pas du réveil prolétarien de l'épreuve décisive contre l'Etat bourgeois. Nous voulons seulement que les revendications les plus élémentaires, les actions les plus modestes, soient orientées dans le bon sens, c'est-à-dire dans le sens du socialisme et de la dictature du prolétariat. Quant à la C.G.T., c'est elle qui est véritablement pour le « rien » puisque ses exigences ne sont que des phrases et qu'elle accepte comme « victoires » (fussent-elles partielles) des amonêtes ridicules, dépassées avant d'être accordées, et que le capital distribue de telle sorte qu'elles constituent un élément de division qui retarde et amoindrit l'inévitable relance ultérieure du train des revendications. On « lutte » pour *discuter* ; on discute pour n'obtenir que des miettes et on recommence... ceci depuis plus de quinze ans !

Sévère, triste réalité, dont il faudra bien pourtant que la masse prenne un jour conscience. En attendant, nous pouvons, à l'usage des sceptiques, proposer une épreuve à ces messieurs de la C.G.T. Puisqu'à vos yeux la satisfaction des revendications ouvrières est facile, puisqu'il suffit de déjouer la manœuvre des hommes d'Etat et syndicalistes « conformistes », puisque vous êtes les seuls dirigeants représentatifs de la masse, eh bien, cette « force de frappe » sociale dont vous disposez, ne la gaspillez pas à ces escarmouches destinées à vous ouvrir quelques strapontins autour de la « table ronde » dont la bourgeoisie vous bannit. Lancez toute l'énergie ouvrière mobilisable dans la poursuite de revendications elles-mêmes et non pour amorcer un dialogue de sourds. Vous représentez encore ce qui est syndicalement le plus organisé, le plus centralisé. Ne faites pas débayer en ordre dispersé ; groupez les forces dans le temps et dans l'espace. Ne décrêtez pas le mouvement des cheminots pour le mardi, celui des postiers (et deux catégories seulement) pour le jeudi, celui des gaziers pour la semaine suivante, en attendant, pour les jours à venir, l'ébranlement successif des mineurs et des métallos (une grève par semaine pour remplir une colonne de votre magazine hebdomadaire, une page étouffée entre deux articles de type « culture et loisir »). Mettez tout le monde ouvrier dans la lutte et d'un seul coup. Démontrez que vous êtes bien ce que vous prétendez être et que, nous, nous nions. Ce n'est pas une suggestion, c'est un défi !

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

A PROPOS DE LA SCISSION DE 1921

Si l'idéologie du syndicalisme révolutionnaire est aujourd'hui considérablement étiolée et si son influence n'est en rien comparable à celle qu'elle exerçait autrefois, ses partisans actuels n'en persistent pas moins à croire et à affirmer qu'en elle et en elle seule résident les éléments théoriques et pratiques de l'action révolutionnaire du prolétariat et de son futur réveil.

Le numéro de mars de son organe mensuel, *La Révolution prolétarienne*, nous offre une bonne occasion de montrer que cette affirmation, pour courageux et méritoires qu'en aient été ses premiers promoteurs, n'a jamais été justifiée : dans le passé, des syndicalistes ont accompli des actes positifs et conformes aux exigences de la lutte de classe — mais en contradiction manifeste avec l'idéologie syndicaliste ; aujourd'hui leurs successeurs s'orientent vers des formules totalement étrangères aux intérêts directs du prolétariat (1).

L'article consacré par R. Hagnauer à « L'anniversaire de la naissance de la C.G.T.U. » mérite un assez long commentaire, car l'auteur y éclaire des aspects peu connus de la scission de 1921 ainsi que ses véritables causes et l'origine des responsabilités. (On sait que cette scission consacra le premier échec de mobilisation sociale du prolétariat français au lendemain de la guerre de 1914-1918, et que la réunification, réalisée quinze ans après, ne fut obtenue qu'au prix de la liquidation des principes les plus élémentaires de la lutte de classe.)

De l'article de « La révolution prolétarienne » nous retiendrons avant tout trois affirmations capitales pour l'appréciation de la situation du mouvement syndical français de l'époque et du rôle qu'y jouèrent les diverses tendances qui l'animaient. D'abord le fait que l'opposition syndicaliste qui avait combattu durant toute la guerre le bellicisme de la C.G.T. d'union sacrée était sur

le point d'y reconquérir la majorité lorsque survint la scission. Ensuite la manière ignoble dont le bureau confédéral conjura cette menace en faisant exclure les militants révolutionnaires par les syndicats et fédérations qu'il tenait encore bien en main. Enfin et surtout, ce trait qui est hautement significatif du vrai visage du syndicalisme révolutionnaire : au sein de l'opposition, une majorité « d'anti-étatistes » s'affirma favorable à la scission que l'Internationale syndicale rouge déconseillait et que, seuls des syndicalistes, Monatte, Marie Guillot et Herblot combattirent.

Si ces faits ne constituent pas, à proprement parler, une révélation, il n'est pas moins intéressant de les voir confirmer par un syndicaliste, c'est-à-dire par un représentant de cette école idéologique qui a prétendu découvrir la panacée pour préserver l'intégrité de l'organisation syndicale compromise par les « politiques ». Voilà en effet des gens qui croient exorciser le démon de la collaboration de force en proclamant l'indépendance des syndicats à l'égard des partis, mais qui se font exclure par des hommes qui sont, tout comme eux, des *apolitiques*, ce qui ne les empêche pas d'être aussi corrompus que les électoralistes et ministrables du socialisme perversi. Voilà des militants qui fondaient sur ce principe d'indépendance et sur les poncifs de la Démocratie syndicale tout leur espoir de faire du seul syndicat l'expression homogène et révolutionnaire de la conscience de classe du prolétariat moderne, et qui doivent reconnaître que des *fédérations entières* ont été complices de leur exclusion. Voilà enfin une « avant-garde » ouvrière qui s'imagine mieux armée pour la lutte que celle du parti et qui découvre qu'elle a réchauffé en son sein une tendance, non seulement incapable de s'opposer aux manœuvres scissionnistes du bureau confédéral, mais satisfaite et complice occulte de la rupture de tout le mouvement syndical.

On ne peut relever ici tous les détails qui, dans l'article d'Hagnauer, mettent en évidence, à propos de la constitution de la C.G.T.U., les tares profondes de l'idéologie syndicaliste. On se bornera à en souligner un qui a le mérite de faire toucher du doigt ce qui, dans cette idéologie, relève des chimères démocratiques de la vision petite-bourgeoise de la société et des mobiles matériels qui animent les individus. Négligement

(1) Ce même numéro contient deux textes se situant dans la plus pure ligne du paternalisme ou de réformisme décadent : le premier expose complaisamment les suggestions de la CFTC pour « émanciper le prolétariat » par la « participation des travailleurs aux résultats économiques » et en vue de supprimer le salaire au rendement contraire à « la dignité du travailleur » et à « une saine productivité » ; le second préconise la participation syndicale à la planification économique pour aboutir à une « planification démocratique », « clef unique d'une vraie révolution ouvrière ».

ment, au fil des phrases, et comme si le détail n'était déjà pas une condamnation formelle de tout le syndicalisme révolutionnaire, l'auteur nous déclare qu'en 1921 — donc en pleine effervescence sociale et en plein réveil vindicatif de la classe ouvrière opprimée et saignée par quatre années de guerre — il existait « des syndicats, des fédérations (employés, agriculture) *naturellement hostiles aux idées révolutionnaires* (souligné par nous, N.D.R.) et qui avaient exclu des syndicats qui avaient adhéré aux comités syndicalistes révolutionnaires ».

Retenons cet aveu. Il est de taille, non pas qu'il nous apprenne ce que nous savons déjà — qu'il existe dans la classe ouvrière des catégories à psychologie conservatrice — mais parce qu'il vient spontanément sous la plume d'un syndicaliste, d'un homme formé à cette école qui a prétendu, et prétend encore, parvenir, sans heurts internes (autres que la courtoise « joute des idées ») à faire de l'organisation syndicale un ensemble homogène imprégné de solidarité de classe et de volonté révolutionnaire. Or Hagnauer reconnaît explicitement qu'il y a des catégories naturellement hostiles aux idées révolutionnaires, et, implicitement, qu'elles soutenaient les alliés syndicaux du capitalisme. « Naturellement », cela veut dire, bien entendu, en fonction de la place particulière que ces catégories occupent dans la production : privilèges et hauts salaires ou emplois non prolétariés (les « Employés » c'était la fameuse « misère en faux cols », des petits commis féroce­ment exploités par le Capital mais acharnés à penser bourgeois). Il est bien évident que, devant cette réalité « sociologique », on ne peut pas considérer la masse des salariés comme un tout compact, étanche à l'influence du capitalisme et de ses laquais. On ne peut pas bâtir les plate-formes syndicales en s'inspirant essentiellement de la « volonté de la base », selon la méthode typiquement démocratique des syndicalistes, sans courir le risque de s'aligner sur le niveau de revendication le plus bas.

Il est bien vrai que les conditions qui motivent cet état de choses ne sont pas éternelles, que l'expansion industrielle prolétarise tout le reliquat des métiers artisanaux et impose le travail à la chaîne et au chronomètre même à l'armée des jusqu'ici placides « gratte-papier ». Mais il y a d'autre part la « promotion sociale » des travailleurs qualifiés et l'expansion du secteur tertiaire qui gagnent chaque année de nouveaux alliés à la bourgeoisie capitaliste. Et il ne s'agit pas ici de déterminer si le premier

de ces processus n'est pas, en ce moment, plus important que le second. Il s'agit seulement de juger, à un degré déterminé de développement de ces processus contradictoires, à un moment historique précis de la configuration politico-sociale du mouvement ouvrier, quel est, pour des militants syndicaux, l'armement idéologique le plus solide, quelle est la vision la plus exacte du rapport social des forces à l'échelle des syndicats et le moyen le meilleur de l'utiliser au service de la tâche historique du prolétariat révolutionnaire.

Ici se heurtent, depuis plus d'un demi-siècle, les conceptions respectives des *syndicalistes* (révolutionnaires ou pas) et des *marxistes*. Pour les premiers, la lutte de classe est un phénomène qui s'arrête au seuil du syndicat, c'est un phénomène qui lui est absolument extérieur : à l'intérieur, il n'y a que « libre confrontation des idées », libre choix des consciences ouvrières à qui sont proposées les idéologies et solutions les plus diverses ; la trahison des dirigeants syndicaux n'existe que si elle est là, flagrante, et leur corruption sordide démasquée. Pour les marxistes, au contraire, du moment où le capitalisme a pu s'assurer des complices à la tête des syndicats et leur fournir la clientèle et l'appui de « l'aristocratie ouvrière », la lutte de classe se mène aussi, quoique sous des formes différentes, à l'intérieur de ces organisations. Et la confiance aveugle dans la « démocratie syndicale » doit être d'autant plus combattue que la colonisation des postes de direction syndicaux par les alliés du capitalisme y est plus étendue : les marxistes sont pour la démocratie syndicale chaque fois qu'elle peut permettre à l'impulsion la plus radicale et la plus prolétarienne de se développer, ils ont le mépris le plus absolu de ses règles chaque fois qu'elle sert aux catégories privilégiées et qu'elle permet aux fonctionnaires syndicaux de noyer les poussées revendicatives dans la collaboration de classe. Le but est d'expulser tous les auxiliaires du capital ; faute de le voir clairement, on est écrasé par eux.

Que cette vision ne soit pas une simple vue doctrinale, mais l'expression stricte et rude de la réalité des choses, rien ne saurait mieux le montrer que les événements rapportés par Hagnauer. En 1921, en effet, face à la crise sociale qui se dessinait et à la crise politique qui se préparait, l'alternative était claire. Ou les révolutionnaires l'emportaient à la tête des syndicats et alors, pour tous ceux qui s'étaient compromis avec les gouvernements de massacreurs, c'en était

fini de leur puissance, de leur place et de leur sinécure. Ou bien alors, rendus féroces par la perspective de cette déchéance, tous ces larbins de la bourgeoisie, sans s'embarasser de scrupules démocratiques, jetteraient hors des syndicats les révolutionnaires et même les simples militants suspects de non-conformisme. Si cette deuxième issue prévalut en définitive, c'est évidemment parce que l'élément prolétarien n'était pas véritablement de force, en nombre et en degré d'organisation, face à la toute-puissance quasi-intacte du syndicalisme de collaboration de classe. Mais si nous passons de ce phénomène objectif, historique, aux *responsabilités* directes, nous voyons que les agents de cette défaite, ceux qui portent le poids de la première faute commise — c'est-à-dire la scission et la rupture de l'unité par la C.G.T.U. — appartiennent non pas à l'école *politique* du mouvement ouvrier, mais à son expression *syndicaliste*.

Sans doute existait-il, parmi les syndicalistes révolutionnaires, quelques hommes qui, tout en n'étant pas de formation marxiste, demeuraient assez fidèles à l'internationalisme prolétarien et assez marqués par la lutte qu'ils avaient menée contre la guerre impérialiste, pour trouver la force de reconnaître dans la révolution russe d'octobre et dans l'Internationale qu'elle avait fait renaitre, la seule et véritable voie de l'émancipation prolétarienne. Mais la poignée de militants que le vieux mouvement syndicaliste apporta à l'offensive internationale d'après-guerre du prolétariat fut sa seule contribution à la reconstitution du front de lutte du mouvement ouvrier. A côté de cet apport, limité à la cause révolutionnaire, l'ancien mouvement comportait encore d'énormes facteurs négatifs : l'influence demeurée puissante des syndicalistes de collaboration de classe et, traduisant la survivance d'importants secteurs de petite production, par définition hermétique au marxisme révolutionnaire, des groupes de syndicalistes anarchistes que leur haine de l'Etat (de *tout* Etat, y compris l'Etat prolétarien) devait transformer en auxiliaires inconscients du sabotage de l'unité syndicale.

« Il n'y a pas dans l'histoire du syndicalisme français de période plus complexe que celle-ci », écrit Hagnauer, citant un ouvrage de Paul Louis. C'est vrai ; mais aujourd'hui on peut en comprendre sans peine les causes et, notamment, le poids que continuait à exercer sur l'orientation et l'avenir de la lutte ouvrière à la fin de la première guerre mondiale, la répartition d'influence qui existait

taut déjà lors de l'éclatement du conflit. Les secteurs de la grande industrie, dont les syndicats étaient précédemment aux mains des réformistes, leur demeuraient, dans l'ensemble, fidèles. Les organisations les plus combattives, où dominaient, avant la guerre, les syndicalistes révolutionnaires, étaient aussi celles dont le poids économique et social était le plus faible en raison de leur dispersion ; et c'était aussi celles qui offraient le terrain le plus favorable à la phraséologie anarchisante des petits bourgeois. En somme tout ce qui était pour la lutte, pour « l'action directe », n'était ni marxiste ni réellement prolétarien. Tout ce qui était industriel et se réclamait du marxisme était en réalité subordonné à la trahison des fauteurs de collaboration de classe. Et dans ce contexte historico-social défavorable, la formation du parti communiste, section française de P.C., n'en était qu'à ses premiers balbutiements.

Dans ces conditions, s'il y avait une chance de rallier la masse organisée des syndicats à la poussée internationale animée par le communisme, elle apparaissait, en définitive, assez faible. Elle existait pourtant. La réaction au carnage de la guerre et à la misère de la paix poussait une grande partie des effectifs syndicaux, sinon vers une attitude véritablement révolutionnaire, du moins vers une rupture décisive avec les syndicalistes d'Union sacrée. Et, parmi les adversaires de ces derniers, quelques hommes, tels Monatte et Rosmer, avaient rallié, grâce en particulier aux contacts avec Trotsky (réfugié à Paris au début de la guerre), le mouvement communiste international, et même contribué à former sa section française, se distinguant, au moins par ce trait, des syndicalistes de l'école sorellienne comme des syndicalistes réformistes à la Jouhaux ou Merrheim. (1)

(1) Que l'influence de Trotsky ait été déterminante dans cette évolution, c'est Monatte lui-même qui l'a reconnu dans ses articles sur « La fondation de la Vie Ouvrière » (« Révolution prolétarienne » n° 446 ; janvier 1960). Au moment où tout le mouvement syndicaliste s'écroutait dans le chauvinisme de 1914, c'est à la vision révolutionnaire animée par Trotsky qu'il dut de continuer la lutte : « J'ai déjà écrit plusieurs fois que Romain Rolland et Trotsky m'avaient sauvé du désespoir. C'est la simple vérité. Je réentends encore Trotsky, bon prophète, me disant « Tout est perdu ? Allons donc ! *La Révolution est au bout de cette guerre !* » Là où les philistins verrons simplement accord de deux esprits partageant un même idéal humain, nous découvrons, nous, la *relève* de la généreuse mais confuse idéologie syndicaliste par la vision scientifique — et par là plus sûrement révolutionnaire — *du parti*.

Ces quelques hommes qui rompaient avec le syndicalisme apolitique pour adopter une conception de parti œuvraient pour redonner à l'action générale des syndicats un caractère de classe en s'efforçant de rallier à leurs vues une tendance intermédiaire, numériquement importante et prête à rompre avec le conformisme servile de la majorité confédérale. Perspective valable ou porte ouverte pour un nouvel envahissement opportuniste des syndicats ? Ce n'est pas ce que nous voulons débattre aujourd'hui. Nous soulignons seulement pour Monatte, Rosmer et leurs amis étaient dans la ligne juste en se prononçant contre la scission syndicale, tandis que les « anti-étatistes » qui leur forcèrent la main, en caressant leur classique *dada* d'une centrale syndicale bien propre, bien honnête... abandonnaient aux laquais du capitalisme la plus grande masse des travailleurs. Cécité spécifiquement *syndicaliste* dont les représentants, lorsqu'ils se veulent révolutionnaires, entendent faire jouer au syndicat le rôle de parti — alors que, par définition, il n'en possède ni la base, ni le programme — et finissent, pour cela, par négliger, saper, détruire la tâche vraie et propre des syndicats, c'est-à-dire l'encadrement le plus large et le plus massif des ouvriers en vue de rattacher leurs aspirations et revendications immédiates à la lutte politique et historique du prolétariat.

Sur les responsabilités de ces syndicalistes anti-étatistes se jetant tête baissée dans le piège de la scission qui leur était tendu par le bureau confédéral et ses complices, le témoignage de Hagnauer ne laisse aucun doute : « En fait, écrit-il, la scission était déjà consommée dans un nombre important de fédérations, d'unions et même de syndicats, lorsque dix fédérations et quatorze unions lancèrent la convocation d'un congrès extraordinaire qui, le 22 décembre 1921, réunit les représentants de 1.484 syndicats et qui devait avoir pour objet d'arrêter la dispersion des exclus et d'imposer au bureau confédéral la tenue d'un Congrès extraordinaire. Si la C.G.T.U. en sortit, c'est parce que le bureau confédéral refusa de le reconnaître et parce que la quasi *unanimité* des *minoritaires* refusèrent de prendre les *cartes confédérales de 1922 à la C.G.T. réformiste* » (souligné par nous, N.D.R.). « Pierre Monatte, Marie Guillot et Hercllet furent les seuls à s'opposer à cette consécration de la

scission. Ils étaient explicitement approuvés par les leaders russes de l'Internationale Communiste. Et les *partisans de celle-ci* qui, moins lucides que ces trois opposants, avaient accepté la scission, furent *écartés de la nouvelle C.G.T.U. où s'installèrent des adversaires déterminés du bolchevisme* — ceux qui avaient conclu un pacte clandestin pour s'assurer la direction de la nouvelle centrale. »

Ainsi la « démocratie syndicale », arme essentielle des syndicalistes, n'a pas préservé les quelques-uns d'entre eux qui étaient des révolutionnaires sincères de la crapulerie des dirigeants soudoyés presque ouvertement par le capital, mais elle ne les a pas davantage protégés contre cette coterie de petits bourgeois sous bannière anarchiste qui, par haine de la dictature du prolétariat et de la révolution russe, a permis la pleine réussite des manœuvres scélérates du bureau confédéral. Le syndicalisme révolutionnaire ne pouvait aboutir qu'à cela et s'il a donné *des hommes* au prolétariat dans la lutte titanique alors engagée entre lui et le capitalisme mondial, c'est parce que ces hommes — à cette époque, et quelle qu'il ait pu être leur évolution ultérieure au moment de la défaite internationale de la révolution — s'étaient résolument placés sur le terrain *politique* et non sur le terrain syndical.

Que ceux qui se réclament de leur action d'alors veuillent, grâce au prestige de leur nom, redorer le vieux blason du syndicalisme révolutionnaire, qu'ils le galvaudent en fait dans le plus banal réformisme de la « présence syndicale » dans la planification capitaliste, qu'Hagnauer, lui-même, qui a si proprement fait le procès des syndicalistes « anti-étatistes » fauteurs de la scission de 1921, déclare en « reprendre à son compte » les idées contre le parti, ce sont là des choses qui ne méritent guère de commentaires. Mais montrer en cette occasion que tout ce qu'il y avait de sain dans le syndicalisme révolutionnaire n'est resté tel qu'en adhérant à la ligne du *parti*, voilà qui ne manquerait peut-être pas d'utilité au moment où l'organisation politique du prolétariat est à reconstruire et où sont relativement nombreux ceux qui veulent le faire avec des matériaux idéologiques disparates et depuis longtemps vidés de toute valeur historique.

LE PHILISTIN ET L'ARGENT

Les accords entre le F.L.N. et l'O.A.S. n'ont pas laissé de troubler les démocrates,

partagés entre leurs « principes » (c'est-à-dire le mauvais souvenir laissé par la peur

que leur inspirèrent les activistes) et le réalisme politique auquel ils craignent toujours de manquer en ne disant pas « noir » le lendemain du jour où ils ont dit « blanc », chaque fois que « les circonstances l'exigent ». Il en est toutefois un qui a tiré de l'événement des enseignements à longue portée sur les lois qui gouvernent ce bas monde. Et de s'écrier « *Merci, mes seigneurs* » à tous ceux qui lui avaient permis cette découverte, « *MM. les grands propriétaires fonciers d'Algérie, MM. les armateurs et maîtres d'industrie d'Alger* » qui ont « *décidé que l'heure était venue de dire à leurs tueurs qu'ils seraient payés à faire autre chose* ». Mais pourquoi ? Qu'est-ce que ces gens ont donc bien pu apprendre à un démocrate « intelligent », journaliste distingué que ses lecteurs démocratiques remercièrent à leur tour la semaine suivante d'avoir dit ce merci-là ? Une chose terrible, une chose qui à vrai dire contredit toutes les saines notions démocratiques sur l'égalité entre les citoyens et la souveraineté du peuple. « *Il n'y a pas de pouvoir politique, c'est l'argent, l'argent seul qui commande, qui tue, qui épargne, qui juge, qui décide* ». Et pas seulement en Algérie, attention, mais — encore un à qui on ne la fait pas ! — EGALEMENT EN FRANCE, et en général « *DANS LA SOCIÉTÉ OU NOUS VIVONS* ».

La stupeur consternée de notre démocrate mais plus encore la banalité lamentable de sa tardive découverte nous livrent toute l'inconstance idéologique du petit bourgeois, d'autant plus dangereuse qu'elle contamine nécessairement d'importantes fractions du prolétariat, ce qui a toujours constitué l'obstacle majeur à la diffusion du marxisme révolutionnaire. Hélas ! constate-t-il en substance, le monde n'est pas régi par des principes, comme je croyais, comme tout démocrate est tenu de le croire, mais par des puissances matérielles ! Quelle déception, en effet, pour qui, bien entendu, répudie en doctrine (sans quoi il ne serait pas démocrate !) le matérialisme historique. Identifie-t-il au moins la « puissance matérielle » en question ? Nous livre-t-il, en d'autres termes, le secret du pouvoir politique « dans notre société » en général, et en Algérie en particulier ? Pas du tout ! « *Le pouvoir, c'est l'argent* » dit-il, s'empresant d'ajouter : « *Enfin, pas toujours, car avant de Gaulle, il existait encore « un petit secteur d'influence à vrai dire non négligeable qui n'appartenait pas forcément à l'argent »* ». Non, le pouvoir ce n'est pas « l'argent » comme l'imagine un petit bour-

geois, fasciné par une puissance qu'il ne détiendra jamais, tout citoyen à part entière qu'il soit ; ce n'est pas comme le croit notre philistin « bien souvent, mais pas toujours nécessairement l'argent » : c'est toujours et nécessairement en société bourgeoise le Pouvoir du Capital. Ce qui n'est pas du tout la même chose. En effet, ce qui importe, ce n'est pas de savoir si le gouvernement décide indépendamment ou non des pressions financières, des tentatives de corruption qui peuvent toujours s'exercer sur les ministres ou les députés ; de savoir si ministres et députés sont des petits bourgeois vivant dans une honnête (et envieuse !) pauvreté, ou bien de gens qui ont ou comptent se faire « une situation dans la grande banque ou la grande industrie » comme notre bon démocrate enrage de constater que c'est le cas en République gaulliste. Ce qui compte, ce sont les finalités de classe auxquelles ils obéissent — et auxquelles ils peuvent d'ailleurs obéir en toute intégrité. En ce qui concerne les accords O.A.S., le véritable problème n'est pas du tout que le capitalisme européen qui se croyait menacé par la prétendue « Révolution » algérienne ait pu successivement déclencher et arrêter la violence pour la défense de ses intérêts : que fait d'autre n'importe quelle bourgeoisie en cas de guerre ? Et les honnêtes petits-bourgeois ne suivent-ils pas, alors ? En toute honnêteté et en tout patriotisme démocratique ? Telle est la puissance du Capital, avec ou sans corruption par l'argent. Le vrai problème posé par les accords avec l'O.A.S. — et tranché de façon claire — c'est sa signification par rapport aux buts affichés par le F.L.N. : l'indépendance nationale comme moyen d'abolir l'exploitation spécifiquement coloniale. Ou bien le F.L.N. s'appuyait sur les classes pauvres de son peuple — mais pour cela il lui aurait fallu l'appui matériel d'un prolétariat au pouvoir — et alors l'appareil d'Etat aurait été nécessairement dirigé contre le capitalisme colonial — ou bien il ne lui restait plus qu'à s'appuyer sur ce dernier, non point parce que « *Le pouvoir, c'est l'argent* », mais parce qu'une révolution anti-impérialiste isolée dans une ambiance capitaliste ne peut que s'appuyer sur des forces capitaliste, fussent-elles l'exploiteur haï d'hier, surtout si lui manquent les ressources humaines et matérielles pour les tirer de son propre sein, comme fit par exemple la Russie stalinienne après la ruine quasi totale des forces productives après la guerre impérialiste et la guerre civile.

Du point de vue de départ, typiquement

philistin, que nous venons de voir, découle la conclusion : l'argent est bien souvent le maître ; « **MAIS IL NE S'AGIT PAS DE REVER A UNE INSURRECTION** (sic), car « c'est une autre loi que l'effort constant des démocrates, au long de l'histoire de la République **FUT D'ATTENUER LES EFFETS DE LA TOUTE PUISSANCE DE L'ARGENT, DE LA LIMITER, DE LA CONTROLER** ». Eternelle petite bourgeoisie ! Le Capital seul « commande, tue, épargne, juge, décide » ; votre égalité, votre souveraineté, votre justice démocratiques ne sont que des mots, et même à tel point qu'il vous arrive de vous en apercevoir ! Mais vous, vous repoussez toute idée de **REVOLUTION** comme un rêve, un rêve

insensé, mais aussi **CRIMINEL**, car vous êtes contre toute violence, d'où qu'elle vienne. Laissez, petits bourgeois, le Capital préparer ses massacres impérialistes, licencier quand il n'en a plus besoin ses esclaves salariés, avilir chaque jour davantage des masses croissantes d'hommes par sa civilisation nauséabonde ! Qu'est-ce que tout cela à côté de la question de la pureté démocratique du **gouvernement** ! Allez, échinez-vous, après quatre générations de philistins stupides comme vous, à bannir la « corruption politique » par l'argent d'un monde où vous laissez tranquillement dominer le Capital ! Le but, dans sa grandeur et surtout sa sagesse, est digne d'un démocrate !

LE KOLKOSIEN, LE BŒUF ET LE PROLÉTAIRE

La génération d'avant guerre se souvient encore de l'indignation vigoureuse qui secouait les stalinien lorsqu'ils entendaient Hitler demander au peuple allemand de choisir entre « le beurre et les canons ». Le fascisme ne faisait pourtant que traduire d'une façon qu'ils prétendaient cynique, et que le marxisme qualifie simplement de claire, l'implacable nécessité où se trouve toute économie nationale, dans la période impérialiste du capitalisme, de sacrifier les besoins les plus vitaux aux obligations de la lutte pour les marchés, c'est-à-dire à l'armement à outrance. C'était précisément le rôle du réformisme, cette autre arme du capital, de nier cette nécessité, de faire croire qu'une autre politique est possible, la politique du désarmement, celle qui fit adhérer l'U.R.S.S. à la S.D.N. et qu'elle défend aujourd'hui encore à l'O.N.U., sous le nom de coexistence pacifique. Mais l'impérieuse logique de l'histoire demeure et ne manque jamais d'obliger un jour ou l'autre les « dirigeants nationaux » à « dire la vérité au peuple ». C'est ce que vient de faire solennellement Krouchtchev, son Conseil des Ministres et son Comité Central en annonçant au peuple russe, par un long communiqué officiel, une hausse de 30 % des prix de la viande et du beurre.

Ce qui est nouveau, en effet, dans cette affaire, ce n'est pas la constatation du niveau lamentable de l'élevage soviétique. Cette situation est bien connue depuis longtemps, depuis justement le premier et célèbre rapport que Krouchtchev lui consacra en 1953 et qui fut suivi de nombreux autres. On connaît les mesures économiques et

politiques prises par le « champion du maïs » et ses efforts idéologiques méritoires, depuis ses interminables randonnées oratoires à travers toutes les Russies afin de persuader le kolkhozien de renoncer à ses pratiques individualistes — dont nous avons montré qu'elles trouvent et continueront de trouver leur source dans la structure même du kolkhoze — jusqu'à ses joutes philosophico-scientifiques avec les agronomes de l'école de William accrochés au système « stalinien » des herbages.

Ce qui est nouveau c'est l'aveu, d'une part, qu'en raison de la préparation à la guerre on ne peut penser à fixer comme but au développement économique l'amélioration de conditions de vie reconnues pourtant difficiles, et, d'autre part, que pour développer la production de biens de large consommation (de masse) il est indispensable de déchaîner complètement la puissance constructive de « l'intéressement matériel socialiste » — vocable dans lequel le marxiste le moins averti reconnaît immédiatement le très ancien, très familier et très capitaliste profit de libérer donc totalement le jeu des mécanismes mercantiles. Aux consommateurs, c'est-à-dire aux salariés, Krouchtchev s'adresse d'une façon directe et simple : « En raison des nécessités impérieuses de la défense nationale, nous ne pouvons investir de capitaux dans l'industrie chimique. La paysannerie ne peut donc, sans engrais, abandonner le système des herbages et fournir une quantité suffisante de viande et de beurre — si vous voulez du beefsteack et du beurre, il faut payer. — Le kolkhozien en a assez pour lui, pour sa

famille, avec son lopin individuel. Mais si vous payez, il pourra acheter de l'engrais et l'industrie chimique pourra se développer par « autofinancement ». Sinon contentez-vous du porc et de la margarine. » (1)

Ce qui est nouveau donc c'est l'aveu massif que pour rattraper les pays capitalistes, il faut employer les mêmes méthodes qu'eux (*Humanité* du 2-6 : « La décision du 1^{er} juin... (donne) la possibilité d'effectuer des investissements qui doivent entraîner une augmentation rapide de la productivité encore très insuffisante par rapport à celle de l'agriculture des pays capitalistes les plus développés de l'Occident ») et que c'est aux salariés, au prolétariat, de faire les frais d'une accumulation dont le rythme est encore tendu par une course aux armements effrénée.

On en est donc toujours à cette fameuse ligne stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays et au principe corollaire de la priorité à l'industrie lourde. Si Staline parlait plus crûment, il pensait de la même façon. Ayant battu et écrasé les éléments marxistes, restés fidèles à l'internationalisme, du parti borchevik il disait, voyant venir la guerre, au début du premier plan quinquennal : « Nous avons dix ans pour transformer notre pays arriéré, agraire, en un pays moderne, pour édifier une puissante industrie lourde. Ou nous y parviendrons ou nous serons broyés. » Et plus de trente ans plus tard, le prolétariat russe, après avoir beaucoup souffert, se retrouve dans la même situation. « Nous ne vivons pas dans l'espace cosmique, tant qu'existe l'impérialisme, le danger de nouvelles guerres persiste. Ce n'est pas un secret que la réaction internationale avec les U.S.A. en tête brandit aujourd'hui énergiquement les armes, procède fiévreusement à la course aux armements et médite les plans d'une

(1) *Humanité* du 2-6-1962 Pierre Courtade : « ... le beurre tient ici dans l'alimentation une place que les produits de remplacement, pourtant excellents, ne sont guère parvenus à réduire ». Il est piquant de trouver cette réflexion désabusée dans un journal qui ne rate pas une occasion de partir en guerre contre Unilever ou autres « monopoles cosmopolites » qui tentent avec leur margarine capitaliste d'éliminer le-beurre français-des-braves-petits-paysans-bien-de-chez-nous. En Russie socialiste la chose est évidemment différente : en s'obstinant à vouloir manger du vrai beurre ils entravent le développement du commerce avec les pays sous-développés fournisseurs d'huiles et de graisses végétales et donc la cause de la Patrie Socialiste dans la compétition émulative avec le monde libre. C'est pour cette raison sacrée que vous y viendrez, vous aussi, Courtade, à la *Publicité*, pour la « bonne margarine socialiste » !

attaque surprise par fusées nucléaires contre l'Union Soviétique et les autres pays socialistes. » (Communiqué du 1-6.)

S'il existe une différence entre la situation actuelle du prolétariat russe et celles des terribles années 30, elle ne réside pas dans le fait que les slogans-chocs staliniens ont laissé place aux longues déclarations krouchtcheviennes argumentées et filandreuses, mais dans une réalité (évidence) autrement triste : dans l'Internationale, déjà dégenerée mais encore existante des années 30, il pouvait encore nourrir, avec la certitude marxiste de l'inévitabilité de la crise, l'espoir vivace d'une reprise révolutionnaire dans les pays avancés, seule capable de mettre fin, et à jamais, en même temps qu'au régime capitaliste, à l'obsession lancinante et déprimante du danger de guerre. Avec l'antifascisme implicitement, et avec la co-existence pacifique explicitement, cette perspective fut officiellement abandonnée, livrant « le pays des soviets » à la fabrication de fusées cosmiques et à l'angoisse existentielle.

..

La seconde raison donnée à l'augmentation des prix de la viande et du beurre est l'augmentation... du « pouvoir d'achat ». Voilà encore une originalité socialiste. Dans les pays « capitalistes », la chose est bien connue, c'est généralement le contraire : la hausse des prix précède toujours celle des salaires. Voyons donc de plus près en quoi consiste l'originalité du système russe par rapport au système occidental : c'est K. qui commente le 4 juin, devant de jeunes Cubains, au Kremlin, les mesures du 1^{er} juin (*le Monde*, 5 juin) : « En Amérique on trouve dans les magasins autant de beurre qu'on le désire, tandis que chez nous, il n'y en a pas assez. Mais en Amérique des millions de gens sont privés de la possibilité de jouir des richesses de leur pays. Chez nous, c'est différent : la population dispose de plus d'argent qu'il n'existe la possibilité de satisfaire la demande en viande et en beurre. Voilà pourquoi il y a des queues dans les magasins. »

Bienheureuse « population » qui n'est pas privée de biens puisque ces biens n'existent pas ! et qui fait la queue pour une livre de beurre pendant que Titov fait 17 fois le tour de la Terre.

Quand Marx, après avoir assimilé toute la richesse du développement de la pensée philosophique antique et occidentale, en fut arrivé à la conclusion que la base de l'aliénation actuelle de la nature humaine était d'ordre économique et décida de s'at-

taquer à l'étude des mécanismes fondamentaux du capitalisme, il consacra le premier chapitre du premier livre du *Capital* à l'analyse de la marchandise, du caractère *fétiche* de la marchandise.

Il en conclut, ce que tout marxiste sait, que le but de la révolution prolétarienne est, en supprimant toute forme de propriété, individuelle, de groupe ou nationale, de stopper la production et l'échange des marchandises, et de mettre fin à la *domination du produit sur le producteur*. Quant à l'argent, il n'est même pas besoin d'être marxiste pour savoir que, marchandise-symbole mais marchandise comme les autres, il est le fétiche des fétiches.

Nous nous permettons donc de suggérer à notre faux-monnayeur ébloui, s'il veut secouer l'apathique kolkhozien pour l'amener à la sous-production permanente à la surproduction chronique, la création, à côté des médailles du « mérite agricole » ou de « héros du travail socialiste », de l'ordre du Veau d'Or Resplendissant et de s'en attribuer aussitôt, pour l'exemple, la dignité de Grand Maître.



Le troisième argument justificateur de la hausse est d'ordre sentimental et vise à toucher la corde sensible des prolétaires. C'est celui qui invoque la solidarité de la ville et de la campagne, la compréhension, voire la gratitude que les salariés urbains devraient nourrir pour la paysannerie kolkhoziennne.

P. Courtade écrit dans *l'Humanité* du 2 juin : « La paysannerie soviétique a consenti d'énormes sacrifices pour rendre possible l'industrialisation qui a fait de l'U.R.S.S. la grande puissance mondiale qu'elle est devenue en un temps record et grâce à laquelle elle est devenue invincible. Aujourd'hui, sans nul doute, la classe ouvrière comprend qu'il faut faire pour l'agriculture ce qui a été fait pour l'industrie. »

Certes, la paysannerie a fourni une part de l'accumulation gigantesque des plans quinquennaux ; mais quelle ne fut pas celle que Staline extorqua, dans les conditions que l'on sait, au prolétariat urbain ! Toutefois la question n'est pas là. Pour procéder à cette accumulation, le pouvoir soviétique dégénéra dut passer avec les paysans pauvres et moyens le pire des compromis : le kolkhoze qui perpétuait, avec le lopin et le budget familial, les bases du comportement individualiste du paysan. Si Lénine avait demandé que le parti conservât « pour

vingt ans » de « bons rapports » avec les paysans (rapports fondés nécessairement sur l'échange mercantile entre la ville et la campagne, mais auxquels le prolétariat russe aurait mis fin dès que les progrès de la révolution mondiale l'auraient permis), le compromis qu'il recommandait n'avait rien de commun avec cet hybride kolkhozien qui n'a pas fini de porter ses fruits amers. Et l'essentiel c'est que, comme il était facile de le prévoir, le compromis stalinien devait être révisé, mais *au profit des paysans*, comme il le fut à partir de 1953 par Krouchtchev, comme il l'est aujourd'hui, comme il le sera toujours demain.

K., « l'homme de la paysannerie », ne se contenta pas de supprimer les arriérés de dettes et les livraisons obligatoires aux prix fixés par l'Etat stalinien, il vendit les tracteurs et les machines, *construits par les prolétaires, en toute propriété aux kolkhozes* ; ceci ne suffisant pas, il prit toute une série de mesures dont la dernière en date, qui fait l'objet du communiqué. D'ailleurs, le caractère solennel de cette déclaration et l'ampleur de la hausse ne s'expliquent pas seulement par la gravité et l'urgence de la situation. La massivité du coup porté au prolétariat vise à interdire toute protestation éventuelle contre l'intronisation du principe de la rentabilité, principe qu'on sera obligé d'invoquer à nouveau non seulement pour la viande et le beurre mais pour d'autres produits alimentaires et dont on étendra ensuite l'application aux autres secteurs des besoins (vêtements, logements).

C'est d'ailleurs pour prévenir cette réaction des salariés, que « parallèlement » une baisse de 5 % est annoncée sur le sucre et de 20 % sur quelques produits *industriels* (rayonne, viscose, etc...) (1).

Le problème *de fond* est donc maintenant posé *dans les faits*. Cette alliance des ouvriers et des paysans qui, selon les Russes et *l'Humanité* « n'ont pas d'intérêts contradictoires » — alliance nécessaire pendant la période initiale de la révolution double où

(1) Cette baisse fournit l'occasion à Courtade de donner la mesure de son ignominie petite-bourgeoise « il est indéniable que l'augmentation alourdira sensiblement le budget des travailleurs des villes. Il faut noter toutefois que l'augmentation ne porte pas sur le lait et la crème dont les Russes font un grand usage... La diminution du prix du sucre sera également appréciée dans un pays où la consommation des confitures et des pâtisseries faites à la maison est sans comparaison plus grande qu'en France ». « S'ils n'ont pas de pain qu'ils mangent de la brioche ! » Comme on le voit le journaliste « communiste » a des traditions bien françaises.

les tâches sont antiféodales, bourgeoises-démocratiques, mais que les bolcheviks avec Lénine voulaient dénoncer au plus tôt — cette alliance dont on rebat inlassablement les oreilles des salariés russes, *peut et doit*, maintenant que les faits sont clairs, être dénoncée par ce prolétariat à qui s'offre ainsi l'occasion de retrouver son autonomie de classe, sur le plan syndical d'autorod.

Nul doute, et c'est ce qui provoque la panique des Krouchtchev et des Courtade, qu'il en sera effectivement ainsi. C'est parce qu'ils voient déjà se dresser le géant prolétarien que nos patriotes se répètent selon la méthode Coué, « l'alliance entre les deux classes est depuis longtemps scellée et l'on peut affirmer sans crainte d'être démenti par les faits (c'est nous qui soulignons P.C.) que les ennemis de l'Union Soviétique qui spéculeraient sur un quelconque antagonisme entre la ville et la campagne en seront une fois de plus pour leurs frais ». (*Humanité*, 2-6.)

Ils en sont si peu sûrs qu'ils en viennent à appeler à la rescousse, « espoir suprême et suprême pensée », l'ultima ratio de l'ordre bourgeois, le sacro-saint principe de la famille. Écoutons Courtade : « En U.R.S.S. où l'industrialisation est relativement récente, beaucoup des travailleurs des villes ont conservé des liens très étroits, et singulièrement des liens de famille avec les travailleurs de la campagne. Ils connaissent bien en général les problèmes de la terre qui sont ceux de leurs parents restés au village et en conséquence ils sont capables de comprendre plus facilement (sic !) la nécessité des mesures qui viennent d'être prises si désagréables qu'elles soient pour eux-mêmes. »

Au nom du Père du Fils et de « l'esprit de notre temps », serrez-vous la ceinture de deux crans.

**

Mais foin de toutes ces justifications petites-bourgeoises, bourgeoises et ultra-bourgeoises. Une chose est certaine : c'est que les mesures du 1^{er} juin, celles qui les ont précédées et celles qui les suivront sont, ont été et seront incapables de résoudre le problème de l'augmentation radicale de la production agricole et zootechnique et donc celui d'une alimentation décente du prolétariat russe. Le gouvernement soviétique le sait qui, devant l'accueil réservé fait par la paysannerie aux mesures du 1^{er} juin, s'adresse à elle dans un nouvel appel « persuasif » en date du 16 juin : « Ce serait une profonde erreur de croire qu'avec la

hausse des prix de vente de la viande, les baisses des prix des machines, du carburant et des pièces de rechange, l'élevage va devenir d'un seul coup rentable et que les choses vont aller de l'avant sans efforts particuliers. Il faut dire ouvertement qu'il y a parmi les travailleurs de l'agriculture beaucoup de gens qui font dépendre de la seule élévation des prix l'essor de la production et de l'économie du kolkhose. Certes le niveau des prix joue un rôle non négligeable pour stimuler matériellement la production. Mais si on place tous ses espoirs dans les seuls prix de vente élevés, on oublie les autres facteurs déterminants de la production, on perd de vue les perspectives de développement de l'agriculture. Une telle mentalité peut porter un tort sérieux aux kolkhoses et freiner la solution des tâches fixées par le parti en matière d'agriculture. » (*Le Monde*, 17-18 juin.)

Pour le matérialisme marxiste, le mal n'est pas dans la mentalité indiscutablement cupide du paysan individualiste ou coopérateur : cette cupidité n'a pas empêché le paysan français ou le *farmer* américain d'élever la production de l'agriculture et de l'élevage. La base du retard en Russie est, comme nous l'avons montré (1), la contradiction interne de l'artel agricole. Cette contradiction, aggravée par les mesures de libéralisation des échanges prises par Krouchtchev depuis 1953, entraîne une différenciation sociale non seulement à l'intérieur du kolkhose, mais entre les kolkhoses eux-mêmes, et spécialement entre les kolkhoses des différentes régions, plus ou moins fertiles. On sait qu'il existe trois catégories de kolkhoses, classés selon leur prospérité et le niveau de vie de leurs membres.

Les kolkhoses ordinaires (ou faibles) qui sont probablement de loin les plus nombreux, étant donnés les résultats globaux de l'agriculture russe, ont accueilli sans enthousiasme les mesures du 1^{er} juin. Ce n'est pas nous qui le disons, mais la déclaration plus haut citée du 16 juin : « Il faut avoir en vue que dans certains kolkhoses l'élevage se trouve actuellement à un niveau si bas, les dépenses en travail et en fourrages pour la production de la viande y sont si élevées, que les nouveaux prix de vente ne les couvrent pas. »

Les kolkhoses « moyens » voient les prix de gros s'aligner en moyenne sur leurs prix de revient et une partie d'entre eux pourra

(1) *Programme Communiste* n° 19 : l'économie soviétique de 1917 à nos jours.

bénéficier de ces mesures et augmenter la productivité.

Quant aux kolkhoses dit « d'avant-garde » ou mieux encore (millionnaires), on comprend facilement d'après ce qui vient d'être dit qu'ils bénéficient au maximum du phénomène de rente différentielle et il est permis de penser qu'une partie appréciable des bénéfices obtenus sur le dos du prolétariat urbain servira à l'acquisition perso-^{lle} des bienfaits dont jouit pleinement le *farmer* américain (automobile, télévision, frigidaire, etc...).

Ce que nous voyons donc dans les mesures qu'a prises et que prendra Krouchtchev ou ses successeurs c'est non pas l'essor général, continu et harmonieux de la production agricole et l'amélioration parallèle du niveau de vie du prolétariat, mais au contraire, d'une part l'enrichissement accéléré d'une nouvelle classe de koulaks coopérateurs qui sont les meilleurs soutiens de Krouchtchev, ou mieux, de l'accumulation du capital, et d'autre part la régression et la ruine d'un nombre toujours plus grand de kolkhoses pauvres dont la population continuera de fuir la campagne et de s'entasser dans les villes, renforçant en nombre le prolétariat sous-alimenté.

••

Si les « difficultés de l'agriculture russe » revêtent des aspects particuliers qui découlent des conditions géographiques et de l'histoire nationale propres à la Russie, ceci ne doit pas masquer le fait essentiel et d'ordre général. Ces difficultés sont partie du problème extraordinairement ardu qui consiste, pour les pays sous-développés, à construire une économie moderne dans un cadre national, c'est-à-dire en lutte sur le

marché mondial avec les pays depuis longtemps industrialisés, lesquels leur imposent, de surcroît, une course aux armements épouvantable. L'U.R.S.S. n'est que le premier pays, pour avoir rompu avec la ligne léniniste de la révolution mondiale, à imposer ce calvaire à son prolétariat. Mais les pays qui, comme la Russie, n'ont pas participé à l'accumulation primitive des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles dans les régions intertropicales et qui ont même vu aux XIX^e et XX^e siècles cette accumulation s'opérer à leurs dépens, ont encore moins de chances de parvenir à leurs fins. La Chine doit fabriquer des bombes thermonucléaires et l'Inde, pays de la faim, achète des hélicoptères à la France pour surveiller les passes de l'Himalaya !

Cette leçon, Krouchtchev la tirait, à sa manière, devant les jeunes Cubains venus à Moscou s'inspirer de l'exemple russe : « La victoire du peuple ne signifie pas un accroissement immédiat des ressources matérielles d'un pays... Il faut travailler, il y a un long chemin à parcourir. » Nous disons, nous, que la victoire du prolétariat (et non du « peuple ») sur la faim ne sera possible qu'avec le plan économique mondial que l'Internationale reconstituée et victorieuse établira en rejetant le principe mercantile chéri du kolkhosien, le « dur paiement au comptant » du *Manifeste*. Et nous demandons à nos frères salariés de Russie, de Cuba, d'Algérie et de Chine de rester sourds à l'invitation au sacrifice de leurs bourgeoisies socialisantes et nationales, et de répondre au seul appel libérateur, celui que lançaient Marx et Engels en plein milieu du siècle de la bourgeoisie triomphante : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 15. — Une femme de ménage, 5,00 ; Un retraité P. et T., 10,00 ; François Saluant, Jacques et Oscar, 30,00 ; Robert, 11,00 ; Salut à Alice, 10,00 ; Vive le Prolétariat espagnol, 5,40 ; Suzanne, 16,00 ; Jean, 2,00 ; Roland, 1,00 ; Salut à Robert, 1,00 ; Pierre, 1,00 ; Michel, 1,00 ; Henri, 1,00 ; Victor, 1,00 ; Bruno, 10,00 ; Nino, 10,00 ; Gasté, 10,00 ; Henri, 10,00 ; Maurice, 20,00 ; Pierre, 20,00 ; Ferisol, 15,00 ; Nani, 3,00 ; Le soleil se lève à Amsterdam, 26,40 ; Salut à Amadeo, 20,00.

Total Liste N° 15	NF	239,40
Total des Listes précédentes	NF	4.385,80
	NF	4.625,20

Envoi franco des quinze derniers numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 30 NF à verser à F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT.
LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

DIRECTEUR - GÉRANT
F. G A M B I N I



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert

————— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille —————

ou Boîte Postale n° 24 PARIS (19°)